



Mairie de BASSEVELLE

743 Rue de la Mairie

77 750 BASSEVELLE

COMMUNE DE BASSEVELLE

PLAN LOCAL D'URBANISME

1- RAPPORT DE PRESENTATION



*Vu pour être annexé à la
délibération d'approbation
du PLU par le Conseil
Communautaire de la CA
Coulommiers Pays de Brie
en date du : 24/05/2018*



40, rue Moreau Duchesne
BP12 – 77910 Varreddes

urbanisme@cabinet-greuzat.com
<http://www.cabinet-greuzat.com>

Le Président de la CACPB



INTRODUCTION	8
LA PRESENTATION DU TERRITOIRE ADMINISTRATIF	8
LE PRECEDENT DOCUMENT D'URBANISME, LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR ET LA PROCEDURE ENGAGEE	10
LES DISPOSITIONS DU PRESENT PLAN LOCAL D'URBANISME	11
PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE.....	12
I. L'ANALYSE DES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES	13
I.1 LA POPULATION ACTIVE.....	13
I.2 LES SECTEURS D'ACTIVITES	13
I.2.1 L'ACTIVITE AGRICOLE	14
I.2.2 LES EMPLOIS	15
I.3 LES CONCLUSIONS DE L'ANALYSE DES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES	15
II. L'ANALYSE DES DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES	16
II.1 L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE BASSEVILLE.....	16
II.1.1 L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE	16
II.1.2 L'EVOLUTION COMPAREE DES MENAGES ET DE LEUR STRUCTURE	17
II.2 LE SOLDE NATUREL ET LE SOLDE MIGRATOIRE.....	18
II.3 LA STRUCTURE DE LA POPULATION.....	19
II.4 LES CONCLUSIONS DES DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES	20
III. L'ANALYSE DES DONNEES GENERALES SUR LE LOGEMENT.....	21
III.1 LA STRUCTURE DU PARC DE LOGEMENTS	21
III.2 LES CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS DES RESIDENCES PRINCIPALES.....	23
III.2.1 L'ANCIENNETE DU PARC	23
III.2.2 LA TYPOLOGIE ET TAILLE DES RESIDENCES PRINCIPALES.....	24
III.2.3 LE STATUT DES RESIDENCES PRINCIPALES	25
III.2.4 LE CONFORT DES RESIDENCES PRINCIPALES	25
III.2.5 L'OCCUPATION DES RESIDENCES PRINCIPALES.....	26
III.3 LES CONCLUSIONS DES DONNEES GENERALES SUR LE LOGEMENT.....	27
IV. L'ANALYSE DU MECANISME DE CONSOMMATION DES LOGEMENTS DANS LA COMMUNE.....	28
IV.1 LE PHENOMENE DE RENOUVELLEMENT	28
IV.2 LE PHENOMENE DE DESSERREMENT	28
IV.3 LA VARIATION DES LOGEMENTS VACANTS	29
IV.4 LA VARIATION DES RESIDENCES SECONDAIRES.....	30
IV. 5 LE RECAPITULATIF DES PERIODES INTERCENSITAIRES	30
V. LES ENJEUX ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES	31
V.1 LES ENJEUX ECONOMIQUES	31



V.2 LES ENJEUX DEMOGRAPHIQUES	31
DEUXIEME PARTIE : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	33
I. LA PRESENTATION DU TERRITOIRE NATUREL.....	34
I.1 LES GRANDES ENTITES DU TERRITOIRE COMMUNAL.....	34
I.1.1 LE PLATEAU CULTIVE.....	37
I.1.2 LES MASSIFS BOISES	37
I.2 L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES	37
I.2.1 ENTRE 1982 ET 2008	37
I.2.2 ENTRE 2003 ET 2013	39
I.3. LES ESPACES NATURELS	40
I.3.1 LES ZNIEFF.....	40
I.3.2 LES TERRES CULTIVEES	41
I.3.3 LA NATURE DES ACTIVITES AGRICOLES	41
I.4 LA TOPOGRAPHIE	42
I.5 LA GEOLOGIE	44
I.6 L'HYDROGRAPHIE	44
I.7 LES MILIEUX HUMIDES	47
I.8 LES ZONES HUMIDES	48
I.9 LA TRAME VERTE ET BLEUE	49
I.10 LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL	49
I.11 LA BIODIVERSITE	51
I.12 LES CONCLUSIONS DU TERRITOIRE NATUREL.....	51
II. LA PRESENTATION DU TERRITOIRE URBAIN	53
II.1 LA NAISSANCE D'UN VILLAGE.....	53
II.2 LA STRUCTURE DU TISSU URBAIN	54
II.2.1 LE BATI DES EQUIPEMENTS COMMUNAUX	56
II.2.2 LE BATI D'ACTIVITES DE LOISIRS ET D'ASSOCIATIONS	56
II.2.3 LE BATI D'HABITAT	56
II.2.4 LE BATI A VOCATION DE FERMES AGRICOLES ET DEPENDANCES	57
II.3 LA FORME URBAINE.....	58
II.3.1 L'ILE.....	60
II.3.2 LE BOIS CORNAILLE	60
II.3.3 LA MALTOURNEE.....	61
II.3.4 MONTPLAISIR	61
II.3.5 LA CROIX VERTE.....	61
II.3.6 LES PAULIERS.....	61
II.3.7 LA BELLE IDEE.....	62
II.3.8 LE PETIT VILLIERS	62



II.3.9 L'HOTEL DU BOIS.....	63
II.3.10 VAPRE	63
II.3.11 LA FOSSE ARBOIS	64
II.3.12 LA NOUE BRAYER.....	64
II.3.13 LE PETIT BASSEVILLE.....	65
II.3.14 LES MAILLOTS	65
II.3.15 LA VERDURE	66
II.3.16 LE CABARET ROUGE.....	66
II.3.17 LA BOUE	66
II.3.18 BOURG EGLISE	67
II.3.19 LES GRANDS GROSEILLIERS	67
II.3.20 LA CROISELOTTE	67
II.3.21 SALNOVE	67
II.3.22 LES MOUSSEaux	68
II.3.23 FROMENTIERES	68
II.4 LES ACCES ET DEPLACEMENTS	69
II.4.1 LA STRUCTURE ROUTIERE.....	69
II.4.1.1 LES ROUTES DEPARTEMENTALES.....	69
II.4.1.2 LES VOIES COMMUNALES SECONDAIRES	71
II.4.2 LES CIRCULATIONS DOUCES	71
II.4.3 LES TRANSPORTS EN COMMUN	72
II.4.4 LES CAPACITES EN STATIONNEMENT.....	74
II.5 LES EQUIPEMENTS	74
II.5.1 LES EQUIPEMENTS COMMUNAUX	74
II.5.2 LES EQUIPEMENTS INTERCOMMUNAUX	76
II.5.2.1 LE RESEAU D'EAU POTABLE	76
II.5.2.2 LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT	77
II.5.2.3 LA DEFENSE INCENDIE.....	78
II.5.2.4 LA STATION D'EPURATION	78
II.5.2.5 LA GESTION DES DECHETS	79
TROISIEME PARTIE : LES SERVITUDES, LES CONTRAINTES ET LES RISQUES	80
I. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	81
I.1 PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES	81
I.2 ALIGNEMENTS DES VOIES.....	81
I.3 CANALISATION DE DISTRIBUTION ET DE TRANSPORT DE GAZ	81
II. LES CONTRAINTES ET LES RISQUES	83
II.1 LES CONTRAINTES	83
II.1.1 LES ZNIEFF.....	83



II.1.2 LES BOISEMENTS	83
II.1.3 LE BRUIT	84
II.1.4 LE DEVELOPPEMENT URBAIN LE LONG DES VOIES.....	84
II.1.5 L'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE	85
II.2 LES RISQUES	85
III. LES CONCLUSIONS DE L'ANALYSE DES SERVITUDES, DES CONTRAINTES ET DES RISQUES LIES AU TERRITOIRE.....	86
QUATRIEME PARTIE : LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD.....	87
I. LES OBJECTIFS RETENUS POUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE	88
I.1 LES OBJECTIFS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE	88
I.2 LES CHOIX DES OBJECTIFS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE	88
II. LES OBJECTIFS RETENUS POUR L'ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION.....	90
II.1 LE CONTEXTE ET LES ENJEUX	90
II.2 LES OBJECTIFS DE LA PROGRAMMATION DE L'ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION.....	91
CINQUIEME PARTIE : JUSTIFICATION DU ZONAGE ET DU REGLEMENT	93
I. LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES LIMITES DES ZONES	94
I.1 LA ZONE URBAINE	94
I.1.1 LA ZONE UA.....	94
I.1.2 LA ZONE UB	95
I.1.3 LA ZONE UC	96
I.2 LA ZONE AGRICOLE.....	96
I.3 LA ZONE NATURELLE	98
I.4 LES MENTIONS GRAPHIQUES DU PLAN DE ZONAGE.....	99
I.4.1 LES EMPLACEMENTS RESERVES.....	99
I.4.2 LES ESPACES BOISES CLASSES.....	99
I.4.3 LES MARES A PRESERVER	100
I.4.4 LES ARBRES REMARQUABLES A PRESERVER.....	100
I.4.5 LES BATIMENTS AGRICOLES POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN CHANGEMENT DE DESTINATION	101
I.4.6 LES LISIERES DE PROTECTION DES MASSIFS BOISES	102
II. LES CHOIX RETENUS POUR LA REDACTION DU REGLEMENT	102
II.1 LA METHODOLOGIE.....	102
II.2 LES ZONES URBAINES	102
II.2.1 R123-10-1	102
II.2.2 LA ZONE UA.....	103



II.2.3 LA ZONE UB	105
II.2.4 LA ZONE UC.....	107
II.3 LES ZONES AGRICOLES ET NATURELLES	109
II.3.1 LA ZONE A	109
II.3.2 LA ZONE N	112
SIXIEME PARTIE : LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX.....	114
I. METHODOLOGIE.....	115
II. LA COMPATIBILITE DU PLU.....	116
II.1 AVEC LE SCHEMA DE MISE EN VALEUR DE LA MER.....	116
II.2 AVEC LE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS	116
II.3 AVEC LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT	116
II.4 AVEC LES DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ZONES DE BRUIT DES AERODROMES	116
II.5 AVEC LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE	117
II.6 AVEC LA LOI LITTORAL ET LA LOI MONTAGNE.....	117
II.7 AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'ILE DE FRANCE.....	117
II.7.1.1 CALCUL DE LA DENSITE HUMAINE DE REFERENCE SELON LE SDRIF	119
II.7.1.2 CALCUL D'UNE AUGMENTATION MINIMALE DE 10% DE LA DENSITE HUMAINE DE REFERENCE.....	119
II.7.1.3 CALCUL DE LA DENSITE D'HABITAT DE REFERENCE UTILISEE SELON LE SDRIF	119
II.7.1.4 CALCUL D'UNE AUGMENTATION MINIMALE DE 10% DE LA DENSITE D'HABITAT DE REFERENCE	119
II.7.1.5 POTENTIEL D'EXTENSION OFFERT PAR LES DISPOSITIONS DU SDRIF	120
II.7.2 PRESERVER ET VALORISER.....	123
II.8 AVEC LES CHARTES D'UN PARC NATUREL REGIONAL OU NATIONAL.....	124
II.9 AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DES DEUX MORIN (SAGE)	125
II.10 AVEC LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATIONS	128
II.11 AVEC LA MISE EN VALEUR DES PAYSAGES.....	128
III. LA PRISE EN COMPTE DU PLU	129
III.1 DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE	129
III.2 DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE.....	129
III.3 DU SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT D'AQUACULTURE MARINE	129
III.4 DES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT D'ETAT, DE COLLECTIVITES TERRITORIALES.....	129



III.5 DES SCHEMAS REGIONAUX DES CARRIERES	129
III.6 DES SCHEMAS DEPARTEMENTAUX D'ACCES A LA RESSOURCE FORESTIERE	130
SEPTIEME PARTIE : INCIDENCES POTENTIELLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT..	131
HUITIEME PARTIE : INDICATEURS DE SUIVI	135
I. LES THEMATIQUES DE L'ANALYSE DES RESULTATS	136
II. LES INDICATEURS DE SUIVI DU PLU	136
II.1 LES INDICATEURS D'EVOLUTION DE LA DENSITE URBAINE	136
II.2 LES INDICATEURS D'EVOLUTION DU PATRIMOINE URBAIN	136



INTRODUCTION

LA PRESENTATION DU TERRITOIRE ADMINISTRATIF

(Illustration : Localisation générale)

La commune de BASSEVELLE appartient au canton de LA FERTE SOUS JOUARRE, l'arrondissement de MEAUX, au département de SEINE-ET-MARNE et à la région ÎLE-DE-FRANCE.

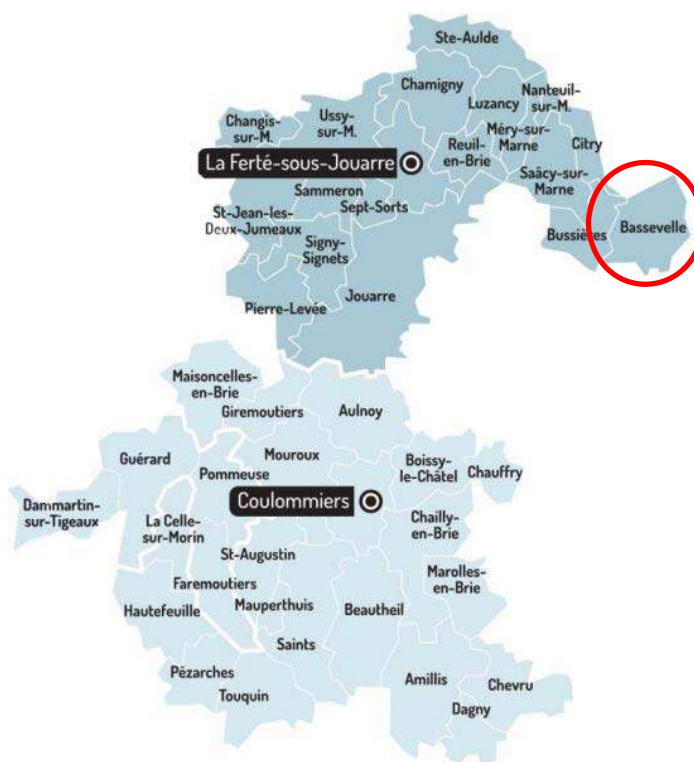
Le territoire de BASSEVELLE, appartenant au département de la SEINE-ET-MARNE, est limitrophe du département de l' AISNE.

BASSEVELLE adhère à la Communauté d'Agglomération

COULOMMIERS PAYS DE BRIE qui regroupe 43 communes et 75 000 habitants.

La commune de BASSEVELLE est située à 14 km à l'Est de LA FERTE-SOUS-JOUARRE. Elle totalise une superficie de 1 751 ha et est limitrophe des communes suivantes :

- BUSSIÈRES à l'Ouest,
- HONDEVILLIERS à l'Est,
- SABLONNIÈRES au Sud,
- BOITRON au Sud,
- ORLY SUR MORIN à l'Ouest,
- CHARLY-SUR-MARNE au Nord,
- PAVANT au Nord,
- NOGENT L'ARTAUD à l'Est.



La commune de BASSEVELLE se caractérise par :

- Une localisation administrative limitrophe du département de l' AISNE,
- Une proximité de LA FERTE-SOUS-JOUARRE à 14 km de BASSEVELLE,
- Une appartenance à la Communauté d'Agglomération COULOMMIERS PAYS DE BRIE



LOCALISATION GENERALE

1/50000





LE PRECEDENT DOCUMENT D'URBANISME, LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR ET LA PROCEDURE ENGAGEE

Le territoire de BASSEVELLE était couvert par un **Plan d'Occupation des Sols** (POS) approuvé par délibération du conseil municipal en date du 29/09/1989.

Conformément à l'article L.174-1 du Code de l'Urbanisme, depuis le 27/03/2017, ce POS est devenu caduc.

Le territoire de BASSEVELLE est donc soumis au **Règlement National d'Urbanisme**, (RNU) depuis le 27/03/2017.

Par délibération en date du 25/10/2011, le Conseil Municipal a prescrit l'élaboration d'un **Plan Local d'Urbanisme** (PLU).

La procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme a été conduite sous l'autorité de Monsieur le Maire jusqu'au 31/12/2017. Au 01/01/2018, la Communauté d'Agglomération COULOMMIERS PAYS DE BRIE est devenue compétente en urbanisme sur le territoire de BASSEVELLE et poursuit la conduite de la procédure précédemment initiée par le Maire.

La procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme couvre tout le territoire de BASSEVELLE, conformément à l'article L. 151-1 du Code de l'Urbanisme.

Par lettre en date du 05/02/2013, le Préfet de SEINE ET MARNE a PORTE A LA CONNAISSANCE du Maire l'ensemble des éléments avec lesquels le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible ainsi que certaines informations utiles à son élaboration.

Précédent document d'urbanisme :

Plan d'Occupation des Sols (POS)

approuvé le 29/09/1989
rendu caduc depuis le 27/03/2017
selon l'article L.174-1 du CU

Document d'urbanisme en vigueur :

Règlement National d'urbanisme (RNU)

depuis le 27/03/2017

Procédure en cours :

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

par délibération du CM le 25/10/2011

CU : Code de l'Urbanisme - CM : Conseil Municipal

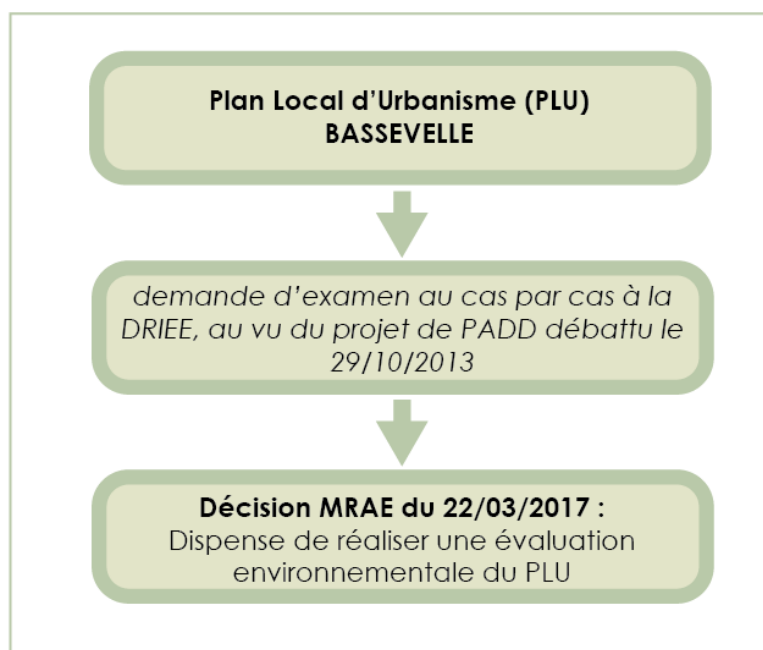


LES DISPOSITIONS DU PRESENT PLAN LOCAL D'URBANISME

Le présent Plan Local d'Urbanisme est rédigé conformément aux nouvelles dispositions de l'article L. 151-2 du Code de l'Urbanisme modifié après l'ordonnance du 23/09/2015. Il comprend les pièces suivantes :

- Un rapport de présentation,
- Un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),
- Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Des plans de zonage,
- Un règlement,
- Des annexes.

Le présent Plan Local d'Urbanisme n'est pas soumis à Evaluation Environnementale, par décision de la MRAE en date du 22/03/2017.



Le présent Rapport de Présentation est rédigé conformément aux dispositions de l'article L. 151-4 du Code de l'Urbanisme modifié après l'ordonnance du 28/12/2016.

Il comprend les 8 parties suivantes :

PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE
DEUXIEME PARTIE : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
TROISIEME PARTIE : LES SERVITUDES, LES CONTRAINTES ET LES RISQUES
QUATRIEME PARTIE : LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD
CINQUIEME PARTIE : JUSTIFICATION DU ZONAGE ET DU REGLEMENT
SIXIEME PARTIE : LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX
SEPTIEME PARTIE : INCIDENCES POTENTIELLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT
HUITIEME PARTIE : INDICATEURS DE SUIVI



**PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC ECONOMIQUE ET
DEMOGRAPHIQUE**



I. L'ANALYSE DES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES

L'analyse des données socio-économiques de BASSEVELLE est fondée sur les données de recensement de 1999, 2007, 2009, 2012 et 2013 fournies par l'INSEE.

I.1 LA POPULATION ACTIVE

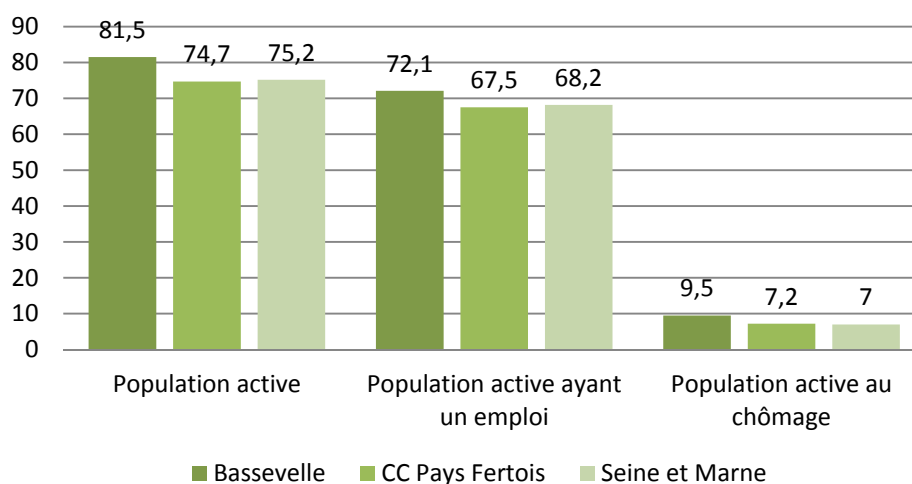
La population active recensée par l'INSEE correspond aux habitants âgés de 15 à 64 ans en âge de travailler.

		Population totale	Population active	Population active ayant un emploi	Population active au chômage
BASSEVELLE	1999	333	69,5%	62,7%	6,9%
	2007	352	77,8%	72,0%	5,9%
	2009	352	77,8 %	72,0 %	5,9 %
	2012	345	81,5%	72,1%	9,5%
	2013	342	81,5%	-	11,6%
CC PAYS FERTOIS	2009	17 771	74,7 %	67,5 %	7,2 %
SEINE ET MARNE	2009	1 313 414	75,2 %	68,2 %	9,3 %

Source : INSEE : RP 1999, RP 2007, RP2009 et RP 2012 exploitations principales

Le taux de la population active de la commune de BASSEVELLE a augmenté en 2012 en corrélation avec la hausse de la tranche d'âge des 30-44 ans.

Structure comparée de la population active en 2012



Avec 72,1 % d'actifs ayant un emploi en 2012, la commune de BASSEVELLE possède un taux supérieur à celui de la Communauté de Communes du PAYS FERTOIS et du département de SEINE ET MARNE.

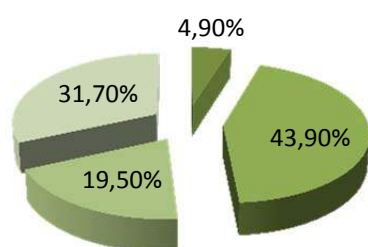
I.2 LES SECTEURS D'ACTIVITES

La commune de BASSEVELLE comporte peu de secteurs d'activités variés sur son territoire rural.



Les secteurs d'activités des établissements sur le territoire de BASSEVELLE en 2013		
Administration publique, enseignement, santé	2	4.9 %
Commerces, transports et services	18	43.9 %
Construction	8	19.5 %
Agriculture	13	31.7 %
TOTAL des activités	41	100%

Secteurs d'activités sur le territoire de Bassevelle en 2013



- Administration publique, enseignement, santé
- Commerces, transports et services
- Construction
- Agriculture

Les activités liées au commerce, transports et services sont les plus représentées (43.9%).

L'ensemble des salariés décomptés sur le territoire communal est au nombre de 20 en 2012.

I.2.1 L'ACTIVITE AGRICOLE

La commune de BASSEVELLE dénombre 11 sièges d'exploitation sur le territoire, représentant 15 cultivants, mais seulement 3 salariés en 2017.

A elle seule, l'agriculture représente 31.7% des secteurs d'activités de tout le territoire de BASSEVELLE en 2013.

Hameaux	Fermes	Nombre de salarié
LE PETIT VILLIERS	LEGRAND FRERES Groupement Agricole d'Exploitation en Commun	0
L'ILE	EARL DE L'ILE	1
LA NOUE BRAYER	SCEA SONNETTE	1
FROMENTIERES	EARL de FROMENTIERES	1
BOIS CORNAILLE	EARL du BOIS CORNAILLE	0
SALNOVE	SCEA CHAMPS DE BRIE	0
	EARL DE SALNOVE	0
LES MOUSSEAUX	EARL LES MOUSSEAUX	0
BOURG EGLISE	EARL GAIA	0
LE CABARET ROUGE	COURTOIS Jean Luc	0
LE PETIT VILLIERS	EARL DU PETIT VILLIERS	0



I.2.2 LES EMPLOIS

Selon l'INSEE, la commune de BASSEVELLE totalise 40 emplois sur son territoire en 2013.

La commune de BASSEVELLE emploie 3 personnes : 1 dans le service administratif, 1 dans le service technique et voirie et 1 dans le service scolaire, école et garderie.

I.3 LES CONCLUSIONS DE L'ANALYSE DES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES

- Un taux de la population active supérieur à celui du département,,
- Un taux de chômage plus élevé dans la commune que dans le département et la Communauté de communes,
- Une forte dominance de l'activité liée au commerce, transports et services (43.9%).



II. L'ANALYSE DES DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

L'analyse démographique de la population de BASSEVELLE est fondée sur les données du recensement fournies par l'INSEE de 1968 à 2013.

II.1 L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE BASSEVELLE

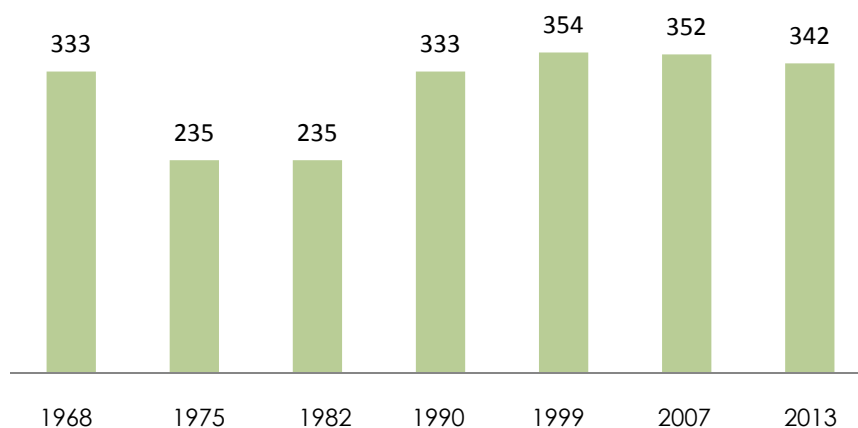
La population de la commune de BASSEVELLE a évolué de la façon suivante à l'issue des derniers recensements :

II.1.1 L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE

RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION	POPULATION SANS DOUBLE COMPTE	AUGMENTATION ABSOLUE	% de croissance de BASSEVELLE	% de croissance de SEINE-ET-MARNE
1968	333			
68-75		-98	-29.4 %	-
1975	235			
75-82		0	0	-
1982	235			
82-90		+98	+ 41.7 %	+ 21.5 %
1990	333			
90-99		+21	+ 6.3 %	+ 10.7 %
1999	354			
99-07		-2	- 0.5 %	+ 1.0 %
2007	352			
07-12		-10	-0.4	-
2013	342			

Source : INSEE : RP1999 et RP2012 exploitations principales

Evolution de la population de 1968 à 2013





Entre 1968 et 1975 : la population de BASSEVELLE connaît une forte baisse avec la perte de 98 habitants sur une longue période. C'est la plus forte baisse jamais enregistrée par la commune.

Entre 1982 et 1990 : La commune de BASSEVELLE inverse sa tendance démographique grâce à une croissance de 98 habitants permettant ainsi le retour au niveau de la population de 1968.

Entre 1990 et 1999 : La population poursuit sa dynamique de croissance avec 21 habitants supplémentaires en 9 ans. BASSEVELLE connaît ainsi un seuil de population maximum jamais atteint de 354 habitants.

Entre 1999 et 2007 : La population se stabilise avec une légère baisse de deux habitants en 8 ans.

Entre 2007 et 2013 : La tendance démographique de BASSEVELLE reprend un cours négatif : sa population diminue de 10 habitants en 6 ans.

D'une façon générale, le tableau ci-avant met en évidence une faible croissance de la population communale qui a seulement augmenté de 9 habitants en 45 ans (de 1968 à 2013).

II.1.2 L'EVOLUTION COMPAREE DES MENAGES ET DE LEUR STRUCTURE

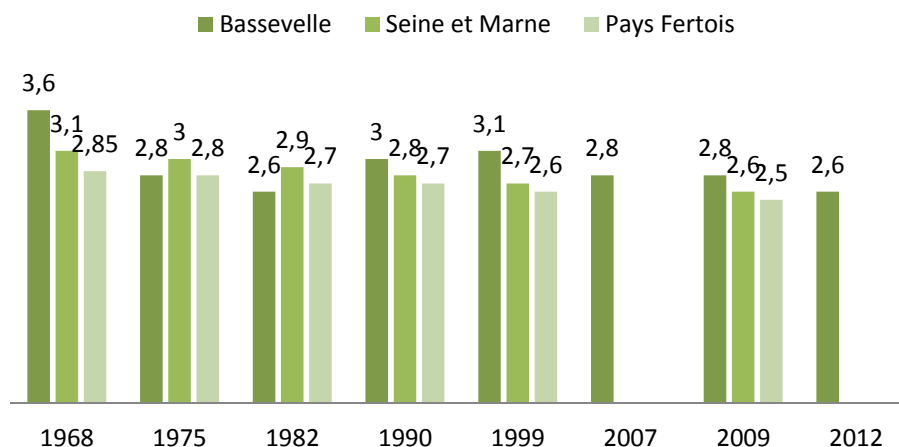
La notion de ménage adoptée par l'INSEE correspond au concept de "ménage-logement". Un ménage est constitué de l'ensemble des occupants d'un même logement, quels que soient les liens qui les unissent. Il peut se réduire à une seule personne. De ce fait, le nombre de ménages est égal au nombre de résidences principales.

<i>Nb d'habitants par ménage</i>	<i>1968</i>	<i>1975</i>	<i>1982</i>	<i>1990</i>	<i>1999</i>	<i>2007</i>	<i>2009</i>	<i>2012</i>
BASSEVELLE	3.6	2.8	2.6	3	3.1	2.8	2.8	2.6
PAYS FERTOIS	2.9	2.8	2.7	2.7	2.6	2.6	2.5	2.5
SEINE ET MARNE	3.1	3.0	2.8	2.8	2.7	2.6	2.6	2.6

Source : INSEE : RP 1999 et RP2009, et RP2007 et RP2012 exploitations principales



Evolution comparée du nombre d'habitants par ménage depuis 1968



En 2009, la commune de BASSEVELLE compte une moyenne de 2.8 habitants par ménage alors qu'elle en comptait 3.6 en 1968. Cette baisse d'habitants par ménage, suit la tendance du PAYS FERTOIS et du département, la moyenne restant néanmoins supérieure. En 2012, cette baisse continue avec une moyenne de 2.6 habitants par ménage.

La baisse du nombre d'habitants par ménage a des incidences sur le nombre de logements nécessaires au maintien de la population. Ainsi, il faudra davantage de logements pour accueillir une même population globale.

II.2 LE SOLDE NATUREL ET LE SOLDE MIGRATOIRE

Le solde naturel correspond à la différence qu'il y a entre le nombre de naissances et le nombre de décès.

Le solde apparent des entrées correspond à la différence qu'il y a entre le nombre de personnes entrant sur le territoire et le nombre de personnes en sortant.

<i>Variation annuelle moyenne de la population en %</i>	<i>1968/1975</i>	<i>1975 / 1982</i>	<i>1982 / 1990</i>	<i>1990 / 1999</i>	<i>1999 / 2007</i>	<i>2007/ 2012</i>
<i>Dû au solde naturel</i>	-0.2	+0.2	+0.5	+0.3	+0.8	+0.8
<i>Dû au solde apparent des entrées</i>	-4.7	-0.2	+4.0	+0.4	-0.9	-1.2
<i>Taux de natalité en ‰</i>	8.5	13.9	11.4	6.8	12.4	12.0
<i>Taux de mortalité en ‰</i>	10.4	11.5	6.4	3.9	4.2	4

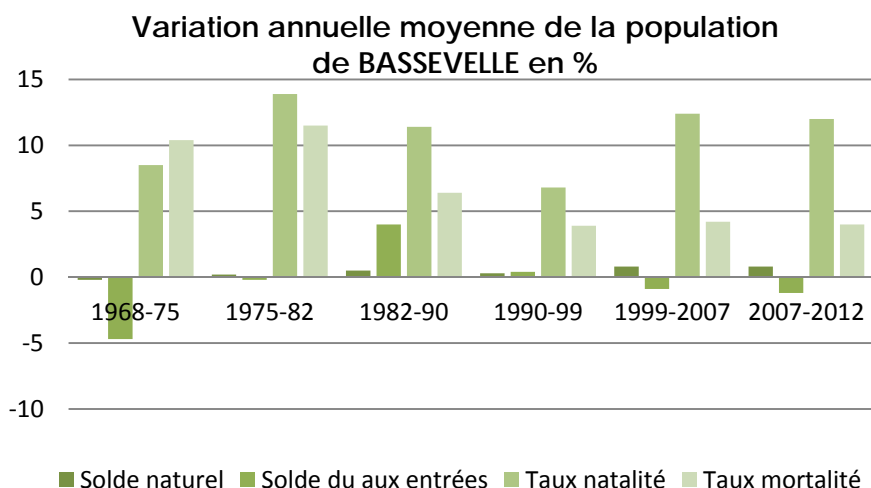
Source : INSEE : RP1999 et RP2012 exploitations principales-Etat civil



De 1968 à 1990, la commune a connu une baisse de la population dû à un taux de mortalité élevé, cumulé à des départs du territoire communal.

Le taux de natalité assez fort entre 1975 et 1990 a permis de faire croître la population et retrouver le seuil de 333 habitants.

Entre 1982 et 1990, la commune connaît sa seule véritable période de croissance des entrées sur le territoire.



	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Naissances	2	3	1	4	6	3	4	2	9
Décès	1	1	1	2	1	2	1	2	2

Source : INSEE : Etat civil

Depuis 2002, le nombre de naissances (34) vient largement compenser le nombre des décès (13) indiquant une part importante de la population en âge d'avoir des enfants.

II.3 LA STRUCTURE DE LA POPULATION

Tranches d'âge	1999	2009	2012
0 à 14 ans	24 %	22.8 %	22.2%
15 à 29 ans	16 %	16.0 %	14.9%
30 à 44 ans	28.9 %	22.5 %	23.1%
45 à 59 ans	19.1 %	22.5 %	21.9%
60 à 74 ans	6 %	10.8 %	12.6%
75 à 89 ans	6 %	5.4 %	5.3%
90 ans ou plus	0 %	0 %	0%

Source : INSEE : RP 1999, RP2009, et RP2012 exploitations principales

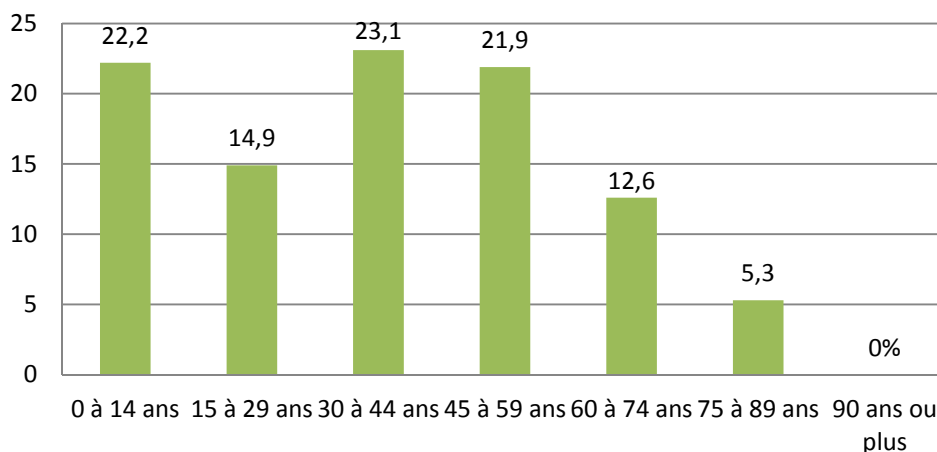
En 2012, la population de BASSEVELLE est composée à 37.1% de personnes âgées entre 0 et 29 ans, contre 40% en 1999.



Les personnes de 60 ans et plus représentent cependant 17.9 % de la population totale, contre 12% en 1999.

Entre 1999 et 2012, la forte hausse des personnes âgées de plus de 60 ans, démontre un vieillissement général de la population de BASSEVELLE.

**Tranches d'âge de la population
de Bassevelle en 2012**



II.4 LES CONCLUSIONS DES DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

- Une tendance négative de la croissance de la population communale de -0.2% en 44 ans,
- Un taux de natalité important compensant les décès et les faibles arrivées,
- Une augmentation de la tranche d'âge 60-74 ans, démontrant un vieillissement de la population,
- Une baisse du nombre d'habitants par ménage (2.8 en 2009), mais qui reste supérieur à celui du PAYS FERTOIS et du département.



III. L'ANALYSE DES DONNEES GENERALES SUR LE LOGEMENT

L'analyse du parc de logements de BASSEVELLE est fondée sur les données de recensement de 1968 à 2013 fournies par l'INSEE.

III.1 LA STRUCTURE DU PARC DE LOGEMENTS

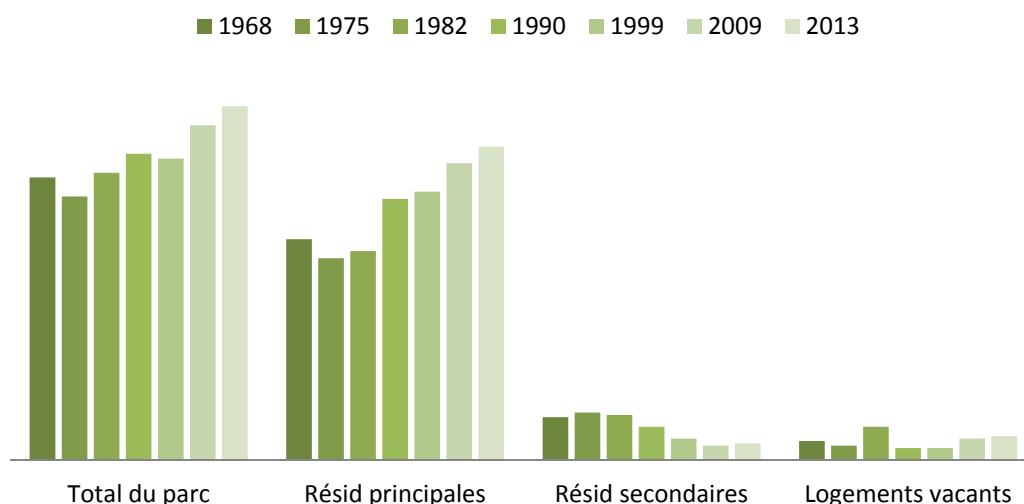
La commune de BASSEVELLE adhère à la Communauté d'Agglomération COULOMMIERS PAYS DE BRIE qui dispose d'un SCoT valant Programme Local de l'Habitat (PLH). La commune ne dispose pas de parc locatif social (selon l'enquête PLS du 1^{er} janvier 2010)

Le tableau ci-après indique la répartition des logements sur le territoire de BASSEVELLE, selon leurs typologies, de 1968 à 2013 :

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2013
Total du parc de logements	119	111	121	129	127	140	149
Croissance du parc		- 8.0 %	+ 9.0 %	+ 6.6 %	- 1.55 %	+ 11.0 %	
Résidences principales	93	85	88	110	113	125	132
Résidences secondaires	18	20	19	14	9	6	7
Logements vacants	8	6	14	5	5	9	10
Nb moyen d'occupants par résid. principale	3.6	2.8	2.6	3	3.1	2.8	2.6

Source : INSEE : RP 1999, RP2009, RP2012 exploitations principales

Evolution de la composition du parc de logement de 1968 à 2013





Le parc de logements total de la commune de BASSEVELLE a connu une croissance de 30 logements entre 1968 et 2013. La hausse du parc total la plus importante a eu lieu entre 1999 et 2009 avec 13 logements en 10 ans.

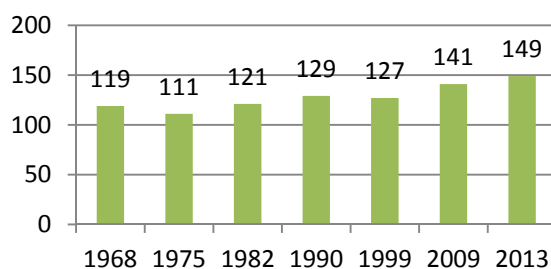
Le parc total de logements est composé de résidences principales, de résidences secondaires et de logements vacants. La fluctuation de ces typologies de logement peut influencer sur la hausse ou la baisse du parc total.

Les résidences principales ont fortement diminué entre 1968 et 1982, contribuant principalement à la diminution de la population au cours de cette période. C'est à partir de 1990, que les résidences principales augmentent de nouveau, pour atteindre 132 logements en 2013, soit 88.6 % du parc total.

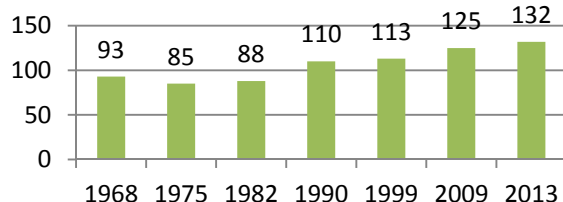
Les résidences secondaires ont connu une hausse entre 1968 et 1982, à l'inverse des résidences principales. La baisse des résidences secondaires à partir de 1990, contribue, en partie à la croissance des résidences principales. En 2013, les résidences secondaires ne représentent plus que 4.7 % du parc total, contre 15.12 % en 1968.

Les logements vacants sont restés relativement stables depuis 1968, hormis une forte augmentation en 1982. En 2013, les logements vacants représentent 6.7 % du parc de logement total. Ce taux est légèrement supérieur à la normale, puisqu'un taux de 5% est, en principe, suffisant pour assurer une bonne rotation du parc de logements.

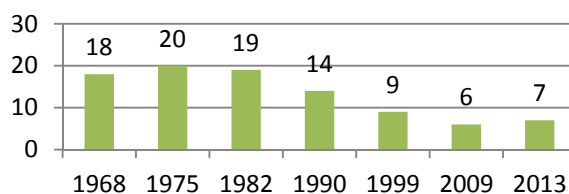
Evolution du Parc Total de
1968 à 2013



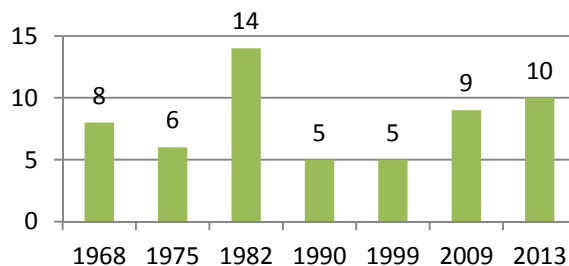
Evolution des résidences
principales
de 1968 à 2013



Evolution des résidences
secondaires
de 1968 à 2013



Evolution des logements vacants
de 1968 à 2013



En 2013, le parc total de logements de BASSEVELLE se décompose de la manière suivante :

Résidences principales : 88.6 %

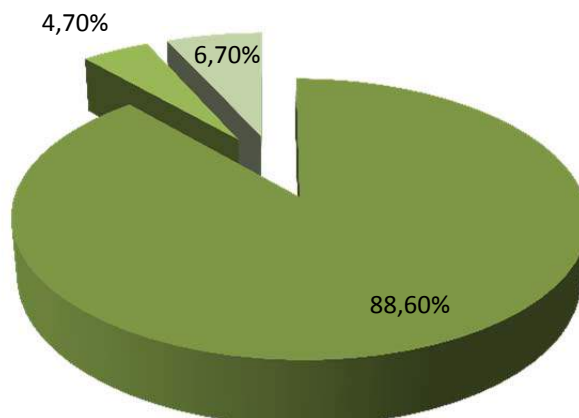
Résidences secondaires : 4.7 %

Logements vacants : 6.7 %



Structure du parc de logements de Bassevelle en 2013

■ Résid principales ■ Résid secondaires ■ Logements vacants



La structure du parc de logements à BASSEVELLE se caractérise par :

- Une absence du logement social,
- Une croissance des résidences principales depuis 1982,
- Une diminution nette des résidences secondaires depuis 1982,
- Une fluctuation importante des logements vacants en 1968 à 2013.

III.2 LES CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS DES RESIDENCES PRINCIPALES

III.2.1 L'ANCIENNETÉ DU PARC

En 2010, sur le territoire de BASSEVELLE, plus de la moitié du parc des résidences principales a été construit avant 1946 (51.5%).

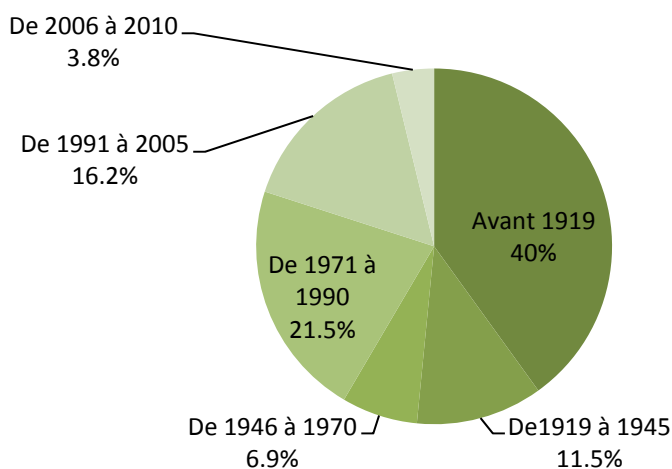
Date d'achèvement du parc des résidences principales en 2010						
	Avant 1919	De 1919 à 1945	De 1946 à 1970	De 1971 à 1990	De 1991 à 2005	De 2006 à 2010
BASSEVELLE	52	15	9	28	21	5
	40%	11.5 %	6.9 %	21.5 %	16.2%	3.8%
	-	0.57 lgt/an	0.37 lgt/an	1.47 lgt/an	1.5 lgt/an	0.8 lgt/an

Source : INSEE, RP 2013- LOG G1 - Résidences principales en 2013 selon le type de logement et la période d'achèvement

Sur le territoire de BASSEVELLE, plus de la moitié du parc des résidences principales a été construite avant 1970 (58.5 %). Les résidences principales construites ces 39 dernières années ne représentent que 41.5 % de l'ensemble des résidences principales.

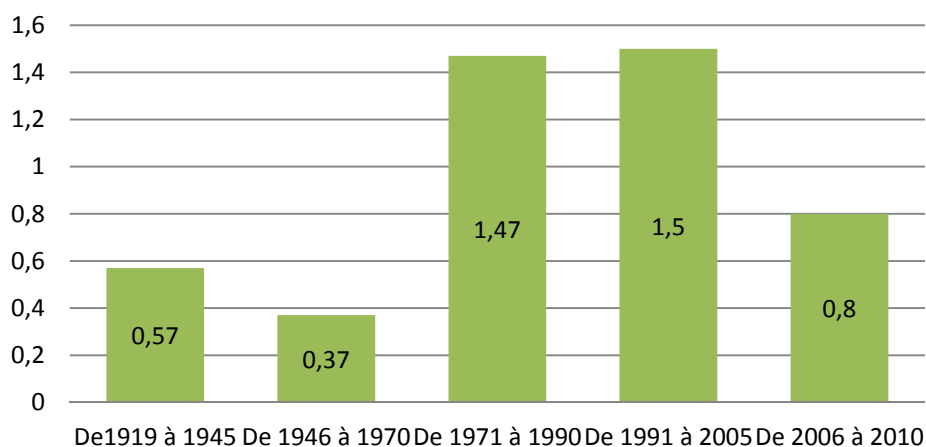


Ancienneté du parc de résidences principales en 2010



C'est entre 1971 et 2005 que le rythme de constructions des logements a été le plus important dans la commune de BASSEVELLE avec une moyenne de 1.5 logement en moyenne par an.

Evolution du rythme des constructions de 1919 à 2010



III.2.2 LA TYPOLOGIE ET TAILLE DES RESIDENCES PRINCIPALES

En 2012, la part des maisons restent très largement majoritaires dans le parc de logement avec seulement 4.7% d'appartements.

Evolution de la typologie des résidences principales			
	1999	2009	2012
Maisons	100%	97.1%	94.7%
Appartements	0%	2.1 %	4.7%
Autres	-	0.8%	0.6%

Source : INSEE : RP1999 et RP2012 exploitations principales



Le nombre de pièces par résidences principales révèle que le parc de logements est doté d'habitations de taille moyenne permettant l'accueil de familles avec des enfants. Entre 1999 et 2012, la croissance du nombre moyen de pièces par maison correspond aux constructions récentes plus grandes que les constructions anciennes.

Evolution de la taille des résidences principales			
	2012	2009	1999
Total des résidences principales	132	125	113
1 pièce	0%	0.8 %	0 %
2 pièces	3.1%	3.2 %	5.3 %
3 pièces	10.7%	8.0 %	10.6 %
4 pièces	23.7%	24.8 %	23.0 %
5 pièces et plus	62.6%	63.2 %	61.1 %

Source : INSEE : RP1999, RP2009 et RP2012 exploitations principales

En 2012, les résidences principales de 5 pièces et plus représentent 62.6% des résidences contre 61.1 % en 1999. A BASSEVELLE, le nombre de pièces des résidences principales est largement supérieur à celui du PAYS FERTOIS (42.4% de 5 pièces et plus) et du département (38.6% de 5 pièces et plus).

En revanche, à BASSEVELLE, les petits logements (type T1 et T2) ne représentent que 3.1% des résidences principales en 2012, contre 13.8% dans le PAYS FERTOIS et 15.9% dans le département en 2009.

Pour répondre aux besoins en petits logements liés à la décohabitation des jeunes et à une population vieillissante, une nouvelle offre liée à ce besoin, en location ou en accession, s'avère nécessaire.

III.2.3 LE STATUT DES RESIDENCES PRINCIPALES

En 2012, 74.8% des habitants de BASSEVELLE sont propriétaires de leur logement, qui, dans 94.7% des cas, correspondent à des maisons individuelles.

	2012	2009	2007	1999
Total des résidences principales	132	125	125	113
Part des propriétaires en %	74.8%	76.8 %	76.8%	73.5 %
Part des locataires en %	22.9%	20.0 %	20.0%	22.1 %
Part des logés gratuitement en %	2.3%	3.2 %	3.2%	4.4%

Source : INSEE : RP1999, RP 2007, RP2009 et RP 2012 exploitations principales

Avec 76.8% en 2009, les propriétaires de BASSEVELLE sont nettement plus nombreux que dans le PAYS FERTOIS (avec 69.1%) et que dans le département (avec 63.2%).

III.2.4 LE CONFORT DES RESIDENCES PRINCIPALES

Malgré un parc de résidences principales ancien, le taux de confort de ces



logements reste important avec 95.4 % d'entre eux qui sont équipés de salle de bains en 2012.

	2012	2009	2007	1999
Ensemble des résidences principales	132	125	125	113
Avec salle de bains : baignoire ou douche	95.4%	95.2%	95.2%	96.5%
Chauffage central collectif	0%	0%	0%	0%
Chauffage central individuel	35.9%	42.4%	42.4%	46.9%
Chauffage individuel « tout électrique »	28.2%	20.8%	20.8%	19.5%

Source : INSEE : RP1999 et RP2009, RP2007 et RP2012 exploitations principales

En 2007, la commune de BASSEVELLE compte **13 logements privés repérés comme potentiellement indignes**, soit 10.4% des résidences privées, contre 7.5% à l'échelle de la Communauté de Communes du Pays FERTOIS et 2.9% à l'échelle de la SEINE-ET-MARNE.

Les caractéristiques des résidences principales de BASSEVELLE se caractérisent par :

- Une majorité de logements datant de plus de 60 ans,
- Une majorité de maisons individuelles de 5 pièces et plus, occupées par leurs propriétaires,
- Un très faible taux de petits logements,
- Une diminution du nombre d'habitant par logement, suivant la tendance nationale et régionale,
- La présence de quelques logements insalubres identifiés.

III.2.5 L'OCCUPATION DES RESIDENCES PRINCIPALES

En 2012, la commune de BASSEVELLE compte une moyenne de 2.6 habitants par ménage. Elle suit la tendance nationale à la baisse, tout en restant supérieure au taux du PAYS FERTOIS (2.5 hab/logt) et égale au taux du département (2.6 hab/logt).

Nb moyen d'occupants par résid. principale	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2009	2012
BASSEVELLE	3.6	2.8	2.6	3	3.1	2.8	2.8	2.6
PAYS FERTOIS	2.95	2.85	2.70	2.75	2.65	2.6	2.55	2.5
SEINE ET MARNE	3.15	3.0	2.85	2.85	2.75	2.6	2.60	2.6

Source : INSEE : RP1999 et RP2009 exploitations principales



III.3 LES CONCLUSIONS DES DONNEES GENERALES SUR LE LOGEMENT

- Une croissance des résidences principales depuis 1982,
- Une diminution nette des résidences secondaires depuis 1990,
- Une fluctuation importante des logements vacants en 1968 à 2013.
- Une majorité de logements datant de plus de 60 ans,
- Une majorité de maisons individuelles de 5 pièces et plus, occupées par leurs propriétaires,
- Un très faible taux de petits logements,
- Une diminution du rythme des constructions entre 2006 et 2010,
- Une diminution du nombre d'habitant par logement, suivant la tendance nationale et régionale,
- La présence de quelques logements insalubres identifiés.



IV. L'ANALYSE DU MECANISME DE CONSOMMATION DES LOGEMENTS DANS LA COMMUNE

La croissance démographique enregistrée durant les différentes périodes intercensitaires résulte du rapport croisé entre les quatre phénomènes suivants :

- Le phénomène de renouvellement,
- Le phénomène de desserrement,
- La prise en compte des logements vacants,
- La prise en compte des résidences secondaires.

IV.1 LE PHENOMENE DE RENOUVELLEMENT

Parallèlement à la construction de nouveaux logements, certains logements sont démolis, abandonnés ou affectés à un autre usage (commerces, bureaux...). Ceci correspond au phénomène de «renouvellement». Parfois, à l'inverse, ce phénomène ne se produit pas. Des locaux d'activités sont au contraire transformés en logements, ou des logements divisés en plusieurs logements supplémentaires.

Le renouvellement se calcule en comparant le nombre de logements construits durant une période intercensitaire, et la variation du parc total de logements durant la même période.

Entre 1975 et 1990

Le parc total des logements augmente de 18 logements alors que 15 logements ont été construits durant cette période.

$$18 - 15 = 3$$

Entre 1975 et 1990, 3 logements ont été récupérés au sein du bâti existant. Ils viennent s'ajouter aux 15 nouveaux logements neufs construits pendant cette période, totalisant ainsi une croissance du parc total de 18 logements.

Entre 1990 et 2009

Le parc total des logements augmente de 11 logements alors que 18 logements ont été construits durant cette période.

$$11 - 18 = -7$$

Entre 1990 et 2009, 7 logements ont disparu du parc total, à la suite d'une destruction ou d'une autre affectation que l'habitat.

IV.2 LE PHENOMENE DE DESSERREMENT

La construction de logements doit également être suffisante pour assumer de nouveaux modes de comportements sociaux.

En effet, à l'échelle nationale et départementale, ainsi que dans la plupart des communes, le nombre moyen d'occupants par résidence principale est généralement en baisse. Cette évolution correspond au phénomène de «desserrement». Elle s'explique par de nouveaux comportements sociaux : progression des divorces et séparations, augmentation du nombre de personnes célibataires, augmentation du nombre de familles monoparentales, vieillissement de la population, décohabitation des jeunes, etc....



A l'échelle départementale, le phénomène de desserrement est clairement mis en évidence avec le passage d'un nombre d'occupants par résidence principale évoluant de 2.75 à 2.60 entre 1999 et 2009.

A BASSEVELLE, ce phénomène est également remarqué avec un desserrement passant de 3.1 en 1999 à 2.6 habitants par logement en 2013.

L'analyse du phénomène de desserrement de la population sur les périodes passées permet de comprendre les mécanismes de consommation de logements afin de prévoir les besoins futurs.

Entre 1990 et 2009 :

Passage de 3.0 à 2.8 personnes par résidence principale.

$333 \text{ (population résidente de 1990)} / 2.8 = 119$

$119 - 110 \text{ (résidences principales en 1990)} = 9 \text{ résidences principales.}$

Ainsi 9 logements ont été consommés au sein du parc des résidences principales pour compenser le phénomène de desserrement.

IV.3 LA VARIATION DES LOGEMENTS VACANTS

L'existence d'un parc de logements vacants est indispensable pour assurer une fluidité du marché et permettre aux habitants d'une ville de changer d'habitation en fonction de leurs besoins (naissance ou départ des enfants...).

Un taux équivalent à environ 6 % du parc de logements permet d'assurer une bonne rotation de la population dans le parc de logements.

Cependant, l'importance du parc de logements dans une commune est fluctuante :

- *l'insuffisance du parc de logements provoque une réduction du nombre de logements vacants,*
- *au contraire, une offre abondante ou un parc comportant de nombreux logements anciens vétustes engendrent une augmentation du nombre de logements vacants.*

A BASSEVELLE, le parc de logements vacants représentait 11.6% du parc total, ce qui était un taux bien trop élevé en 1982. Un taux moyen de 5 à 6% est suffisant pour permettre une bonne rotation de la population dans le parc de logements.

Entre 1990 et 1999, un taux de logements vacants moyen de 3.85% dénonçait une légère pression foncière sur le territoire de BASSEVELLE.

	Nbre de logements vacants	%	Parc de logements
1975	6	5.4	111
1982	14	11.6	121
1990	5	3.8	129
1999	5	3.9	127
2009	9	6.4	140
2013	10	6.7	149

Source : INSEE : RP1999 et RP2013 exploitations principales

En 2013, le nombre de logements vacants est de 6.7%, ce qui est un taux suffisant.



IV.4 LA VARIATION DES RESIDENCES SECONDAIRES

La proportion des résidences secondaires peut représenter de nombreux logements en fonction de la situation géographique de la commune.

La commune de BASSEVELLE n'a pas la vocation spécifique d'une commune touristique. C'est pourquoi, son taux de résidences secondaires passe de 18% en 1975 à 4.2% en 2009.

	Nbre de résidences secondaires	%	Parc de logements
1975	20	18.0	111
1982	19	15.7	121
1990	14	10.8	129
1999	9	7.1	127
2009	6	4.2	141
2013	7	4.7	149

Source : INSEE : RP1999 et RP2013 exploitations principales

La perte des résidences secondaires au profit des résidences principales est la démonstration d'un manque de nouveaux logements sur le territoire de BASSEVELLE.

IV. 5 LE RECAPITULATIF DES PERIODES INTERCENSITAIRES

L'analyse des périodes inter censitaires précédentes a démontré que la construction de logements n'engendre pas forcément l'accroissement du parc de logement. Les besoins nécessaires au maintien de la population, à la rénovation et la fluidité du parc impliquent une consommation de logements.

Entre 1990 et 2009 :

Phénomène de renouvellement du parc :	6
Desserrement : passage à 3.0 à 2.8	9
Logements vacants : hausse des lgts vacants : 5 à 9	4
Résidences secondaires : diminution des résid. second. : 14 à 6	-8
	<hr/>
TOTAL	11

Entre 1990 et 2009, 11 logements étaient nécessaires pour assurer le maintien de la population. Or, 18 logements neufs ont été constitués durant cette période. Ce sont donc 7 logements qui ont réellement permis de faire croître la population de BASSEVELLE de 19 habitants entre 1990 et 2009.



V. LES ENJEUX ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES

V.1 LES ENJEUX ECONOMIQUES

Un des enjeux économiques de BASSEVELLE est de maintenir sur son territoire un taux important de population active diplômée, grâce à une population jeune.

Même si la majorité des actifs travaille en dehors du territoire, la commune souhaite favoriser les emplois à domicile et l'implantation de nouvelles activités locales et artisanales dans le tissu urbain.

Les emplois de l'activité agricole dominante, seront préservés et développés grâce à la valorisation de cette activité sur le territoire de BASSEVELLE.

V.2 LES ENJEUX DEMOGRAPHIQUES

La croissance démographique enregistrée sur la commune de BASSEVELLE résulte de la croissance du parc de logements.

Si la construction de nouveaux logements n'est pas directement liée à la croissance de la population, les quatre phénomènes suivants participent aux fluctuations démographiques :

- Le phénomène de renouvellement,
- Le phénomène de desserrement,
- La prise en compte des logements vacants,
- La prise en compte des résidences secondaires.

Le diagnostic a démontré qu'entre 1990 et 2009, 11 logements étaient nécessaires pour assurer le maintien de la population. Or, 18 logements neufs ont été constitués durant cette période. Ce sont donc 7 logements qui ont réellement permis de faire croître la population de BASSEVELLE de 19 habitants entre 1990 et 2009.

L'enjeu démographique de la commune de BASSEVELLE est donc de permettre au territoire une légère croissance de population, pour maintenir un niveau de population jeune et une dynamique locale et sociale.

Avec un objectif de croissance de 45 habitants à l'horizon 2030, soit 12.6% de la population de 2011, la politique de développement de la commune est compatible avec le SDRIF 2030 qui impose une croissance de 10% pour les territoires classés en Village, Bourg et Hameaux, comme BASSEVELLE.

Entre 1990 et 2011, le parc de logement augmentait de 11 logements alors que 18 avaient été construits. Les 6 logements disparus correspondent principalement à des anciens logements vétustes qui ont dû être détruits.

Le territoire de BASSEVELLE, comporte de nombreux corps de ferme et d'ancien bâti agricole qui peuvent accueillir de nouveaux logements.

1- En tenant compte du maintien du phénomène de renouvellement entre 2011 et 2030 :

Le renouvellement du parc (abandon, démolition....) représentait 2.5 % du parc entre 1975 et 1990. En tenant compte du maintien de ce renouvellement entre 2009 et 2029 :



141 (parc total de logements en 2009) x 2.5 % = 3 logements seront récupérés au sein du parc existant.

2- En tenant compte de la poursuite du phénomène de desserrement entre 2011 et 2030 :

Le phénomène de desserrement baisse de manière régulière à BASSEVELLE et atteint un taux de 2.8 habitants par logement en 2009. Il y a tout lieu de penser que le phénomène de diminution de la taille des ménages et du desserrement du parc se poursuivra. La poursuite de cette décohabitation est calculée selon l'hypothèse de la diminution du nombre d'habitants par logement à 2.5 en 2030.

350 (population des résidences principales en 2009) / 2,5 = 140 résidences principales.

140 – 125 (résidences principales en 2009) = 15 résidences principales seront consommées par le phénomène de desserrement.

3- En tenant compte du maintien des résidences secondaires :

Après avoir fortement chuté depuis 1975, le nombre de résidences secondaires a atteint un niveau bas de 4.25% du parc de logement en 2009.

Si on souhaite que le parc de logements en 2030 soit composé de :

- 5% de logements vacants ;
- 90% de résidences principales ;
- 5% de résidences secondaires, ces derniers représenteront 8 logements en 2029, soit une hausse de 2 logements par rapport à 2009.

4- En tenant compte d'une baisse des logements vacants

En 2009, le pourcentage de logements vacants était de 6.4 %. Ce taux peut tendre vers une baisse pour atteindre un taux suffisant de 5 % de logements vides au sein du parc total en 2030.

Si on souhaite que le parc de logements en 2030 soit composé de :

- 5% de résidences secondaires;
- 90% de résidences principales ;
- 5% de logements vacants, ces derniers représenteront 8 logements en 2029, soit une baisse de 1 logement par rapport à 2009.

Récapitulatif des besoins minimums en logements pour atteindre 400 habitants de 2011 à 2030	
Renouvellement : récupération de lgts	-3
Desserrement : diminution de 2.8 à 2.5	15
Résidences secondaires : augmentation de 4.25% à 5%	2
Logements vacants : diminution de 6.4% à 5 %	-1
Total pour assurer le maintien de la population	13
Logements supplémentaires à construire pour une croissance de population	19
Total pour atteindre 400 habitants à l'horizon 2030	32

D'après l'hypothèse de calcul ci-dessus, 13 logements supplémentaires doivent être construits de 2011 à 2030 pour permettre le maintien de la population de 2011 sur le territoire, soit 355 habitants.

D'après l'hypothèse de calcul ci-dessus, 32 logements doivent être construits de 2011 à 2030 pour permettre à la population de BASSEVELLE d'atteindre 400 habitants à l'horizon 2030.



DEUXIEME PARTIE : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

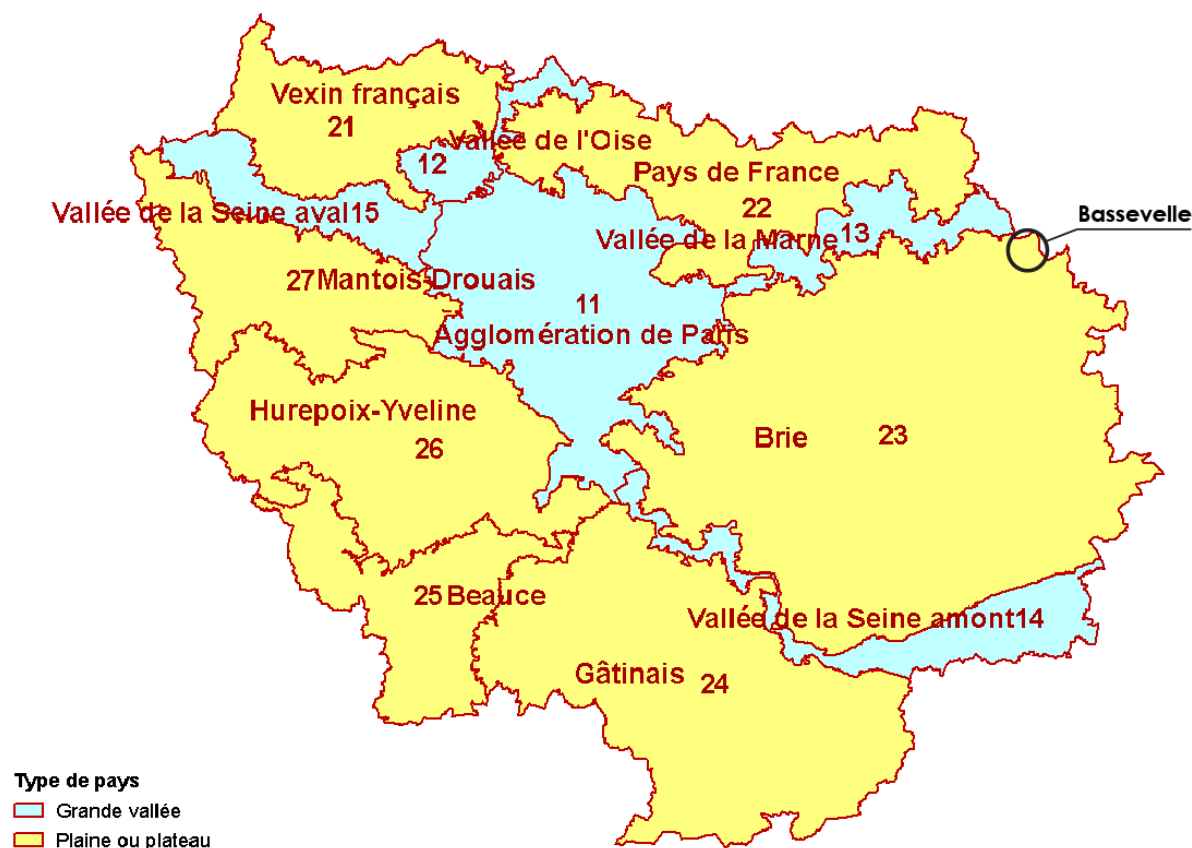


I. LA PRESENTATION DU TERRITOIRE NATUREL

I.1 LES GRANDES ENTITES DU TERRITOIRE COMMUNAL

(Illustration : Entités paysagères de Seine et Marne)

Le territoire de BASSEVELLE est situé dans la BRIE LAITIÈRE (anciennement BRIE DES ETANGS), dans l'entité paysagère « Le plateau entre MARNE et Petit MORIN ».



Le plateau forme une ligne de crête entre les bassins versants de la MARNE, au nord et du Petit MORIN au sud. Des mouvements du relief assez nombreux animent le sol, en amont des nombreux affluents de la MARNE et du Petit MORIN. Sur ces terres agricoles, les bosquets et les fermes isolées sont les seuls éléments à se détacher sur les horizons boisés qui cernent le plateau.

Par ailleurs, des boisements, vestiges d'une plus vaste forêt, marquent la frontière vers le nord-est.

Pour maintenir ces paysages, il sera important de préserver :

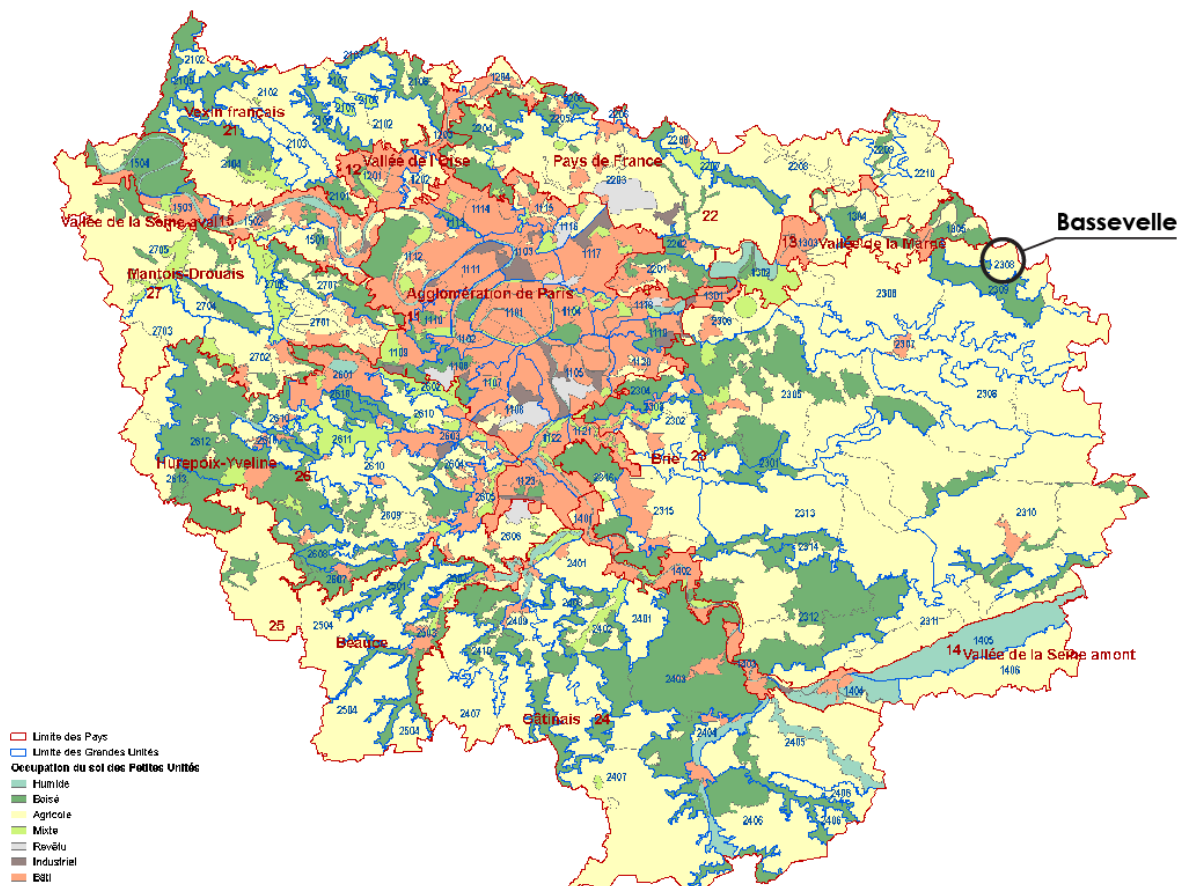
- les fermes et la structure des hameaux, des modèles urbains contemporains ;
- les plantations d'arbres, les chemins, les mares et les milieux humides.

L'agriculture occupe une place dominante dans l'occupation des sols du territoire de BASSEVELLE. Cette agriculture constitue une partie de l'identité paysagère du territoire résultant de cette activité.



L'identité du paysage de BASSEVELLE est principalement marquée par :

- un plateau cultivé inscrit entre deux vallées humides et boisées (vallée de la MARNE et vallée du PETIT MORIN),
- des hameaux et ensembles bâtis dispersés, ponctuant le paysage.



Vue depuis FROMENTIERES sur la Vallée boisée de la MARNE

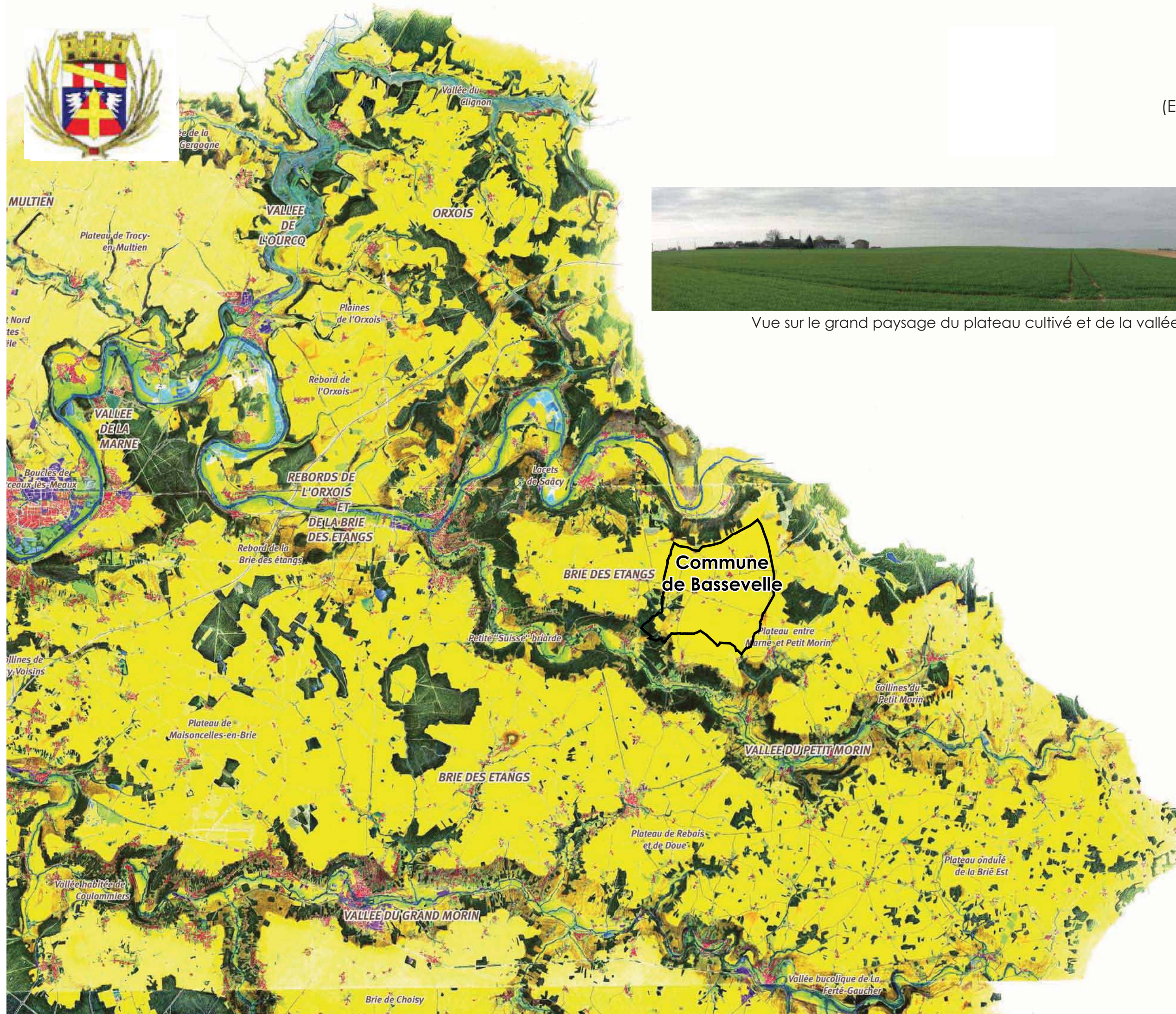


Vue depuis le Sud du PETIT VILLIERS sur la vallée boisée du PETIT MORIN

Le caractère rural et agricole du territoire confère des paysages de qualité tout en permettant que l'activité humaine s'y exerce en harmonie avec la qualité du milieu.



ENTITES PAYSAGERES DE SEINE ET MARNE (Extrait de l'Atlas des paysages de Seine-et-Marne)



Vue sur le grand paysage du plateau cultivé et de la vallée boisée du Petit Morin



I.1.1 LE PLATEAU CULTIVE

Le plateau cultivé couvre 93.5% du territoire. Il constitue des terres fertiles pour la culture des céréales et des légumineuses.

Le paysage agricole est entaillé par la RD407, depuis laquelle on peut observer un paysage en constante évolution au cours des saisons, au rythme des cultures et des récoltes.



I.1.2 LES MASSIFS BOISES

(Illustration : Bois et espaces boisés)

Le territoire de BASSEVELLE comporte peu d'espaces boisés. Ils sont principalement localisés dans les deux vallées humides situées au Nord et au Sud de la commune.

Cependant, ces massifs de plus de 100 hectares constituent des entités boisées et forestières qu'il appartient de préserver tels que :

- le bois de BOITRON, au Sud, majoritairement situé sur le territoire D'ORLY-SUR-MORIN,
- le bois de l'Eglise (DARBIS), au Sud-Ouest, majoritairement situé sur le territoire de BUSSIÈRES,
- le bois du HATOIS, au Nord, essentiellement situé sur le territoire de PAVANT.

Le PLU devra préserver les lisières forestières de ces massifs boisés de toutes nouvelles constructions.

I.2 L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES

I.2.1 ENTRE 1982 ET 2008

L'évolution des cartes d'occupation des sols de 1982 à 2008 met en évidence la préservation de la structure rurale et du maintien des limites urbaines des hameaux. En 26 ans, malgré une hausse de la population de près de 50 %, le tissu urbain est resté le même sans consommation de terres agricoles.

En 26 ans, le tissu urbain (ouvert et construit) de BASSEVELLE a augmenté de 1.5 ha, totalisant en 2008 48.68 ha, soit 2.8% du territoire.

	Répartition en %	
	Rural	Urbain ouvert et construit
1982	97.3 %	2.7%
2008	97.2%	2.8%

Source : IAU idf



BOIS ET ESPACES BOISES

1/20 000

Bois de la Haute Roche

Bois de la Croix

Bois du Hatois

Bois des Chênes

Basseville


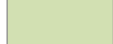
Bois de l'Eglise
(Darbis)

Bois du Tartre

Bois de Boitron



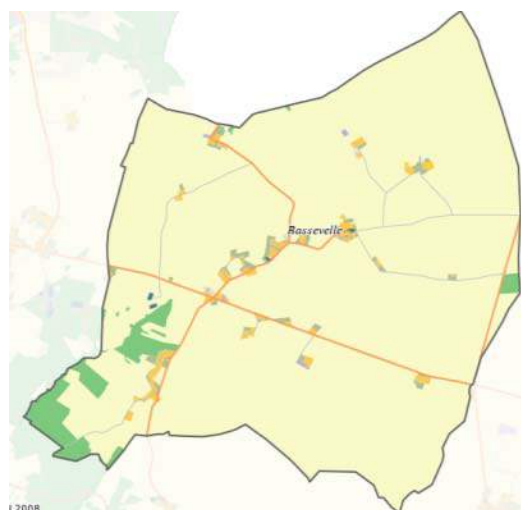
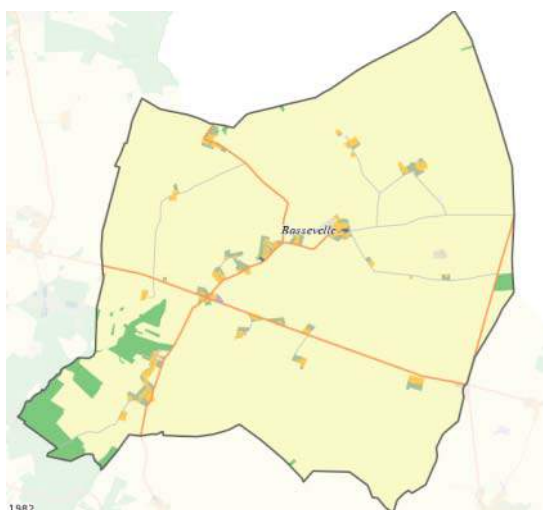
Légende

-  limites Basseville
-  boisements



Rapport de présentation

Page : ,



Evolution de l'occupation des sols de 1982 à 2008 (Source : IAU idf)

Les hameaux les plus denses et les plus peuplés sont :

- LE PETIT VILLIERS,
- LE PETIT BASSEVELLE,
- BOURG EGLISE.

Evolution détaillée des modes d'occupation des sols entre 1982 et 2008			
Mode d'occupation du sol	1982	2008	Variation
Bois ou forêts	62.27 ha	61.65 ha	-0.62 ha
Cultures	1 633.71 ha	1 634.26 ha	+0.55 ha
Urbain ouvert et construit	47.18 ha	48.68 ha	+1.5 ha
Equipements	0.54 ha	0.69 ha	+0.69 ha

Source : IAU idf

1.2.2 ENTRE 2003 ET 2013

La forme urbaine du territoire de BASSEVELLE a très peu évolué ces 10 dernières années. Elle se caractérise par :

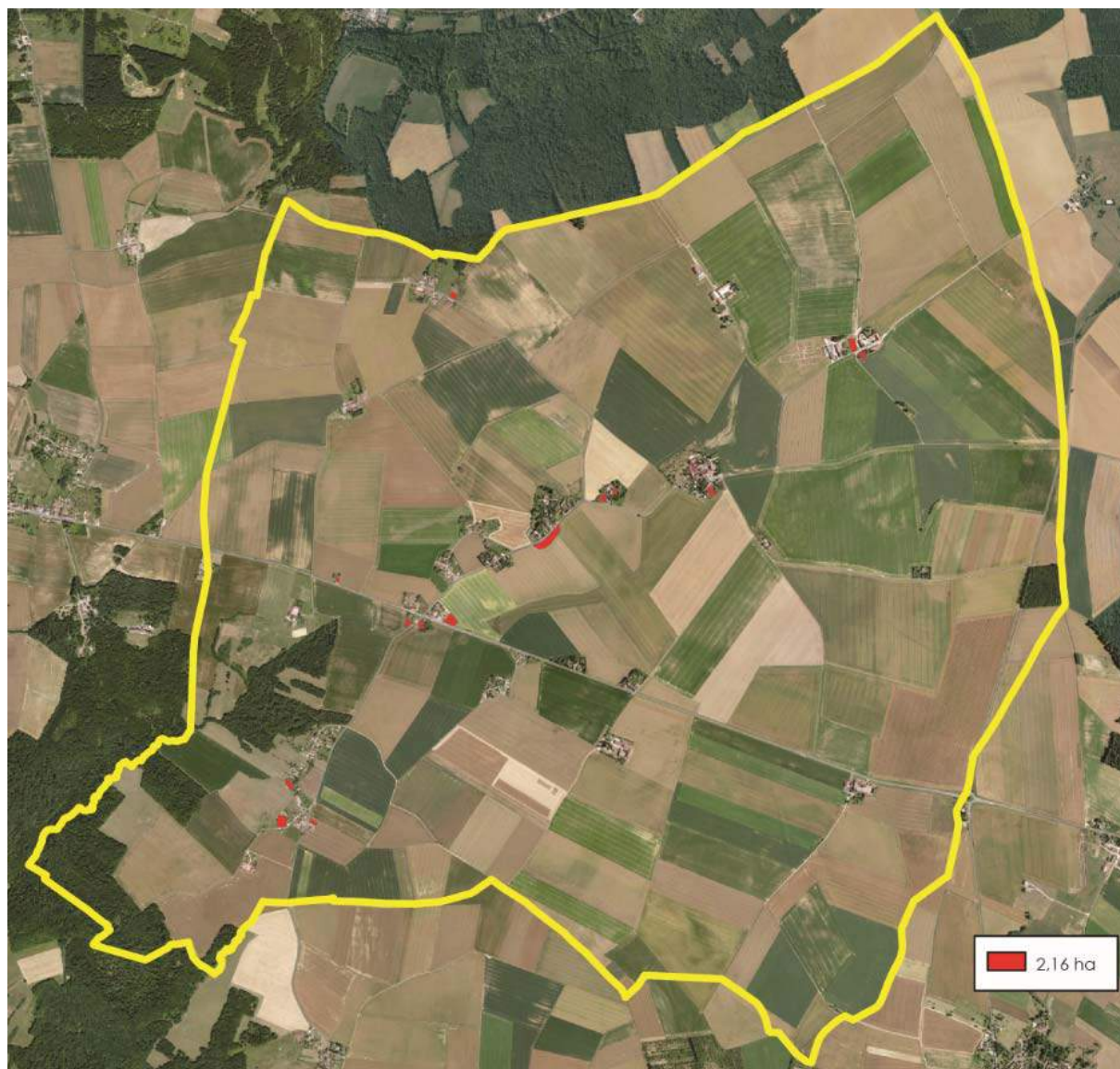
- Une succession de hameaux principaux, entrecoupés de terres agricoles, situés le long de la RD55 et RD55E, sur un axe Sud-Nord.
- Des fermes en activité dispersées sur le territoire, ponctuant le paysage du plateau cultivé.

Ces 10 dernières années, le tissu urbain s'est principalement étendu :

- Au Sud du LE PETIT VILLIERS,
- Dans le hameau de la BELLE IDEE,
- Dans le hameau LE PETIT BASSEVELLE (correspondant au parking public devant la mairie)
- Dans le hameau du BOURG EGLISE.



Sur la base des photographies aériennes de 2003 et de 2013, la consommation des terres agricoles et naturelles, au profit des espaces urbanisés a été estimée à 2.16 hectares, soit 0.216 hectare par an.



Consommation d'espace entre 2003 et 2013

I.3. LES ESPACES NATURELS

I.3.1 LES ZNIEFF

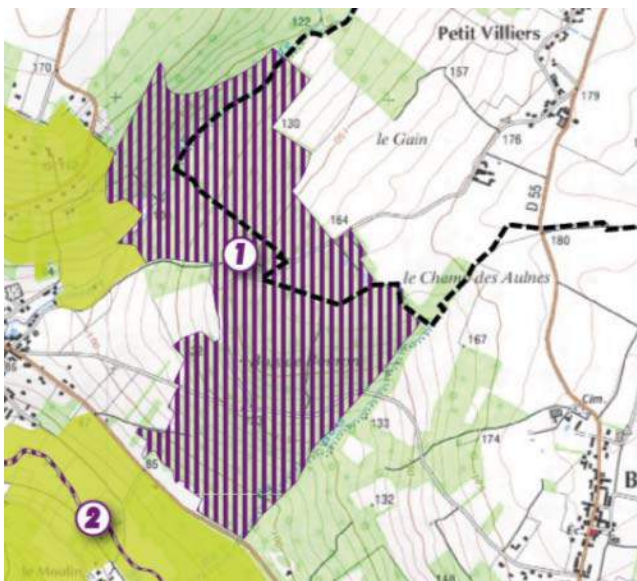
La commune de BASSEVELLE comporte sur une petite partie de son territoire, au Sud-Ouest, deux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique :

ZNIEFF de type 1 : « **Alentours du ru de la FONDERIE** » (103,4 ha) : Répartie sur les territoires de BASSEVELLE et de BUSSIERES, mais aussi d'ORLY-SUR-MORIN. Cette ZNIEFF s'étend sur les boisements situés de part et d'autre du ru de la FONDERIE. La qualité de ses milieux humides permet d'y observer le POLYSTIC à soies (*Polystichum setiferum*), sur la rive gauche (BASSEVELLE), et la LAICHE à épis grêles (*Carex strigosa*), dans une zone tourbeuse de la rive droite (BUSSIERES).



ZNIEFF de type 2 : « **Petit MORIN** » (25 ha) : Elle est en fait constituée du seul linéaire de rivière. Les eaux du PETIT MORIN sont réputées abriter la ZANNICHELLIE des marais (*Zannichellia palustris*) (plante aquatique protégée sur le plan régional), ainsi que plusieurs espèces de Poissons.

Ces espaces constituent des sites à enjeux pour la préservation des ressources naturelles du territoire. Ces zones feront l'objet d'une protection spécifique limitant les usages du sol, de nature à détériorer la qualité du site.

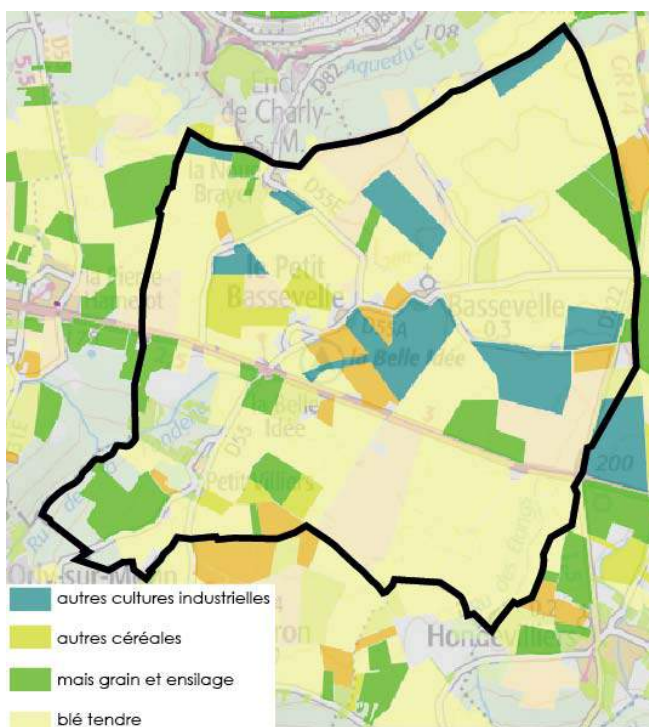


I.3.2 LES TERRES CULTIVEES

Selon l'Institut d'Architecture et d'Urbanisme de l'Ile de FRANCE, 653 hectares d'espaces agricoles ont disparu dans la Région, entre 1999 et 2008.

Le territoire de BASSEVELLE s'inscrit dans le plateau cultivé briard qui constitue un large ensemble, limité par la vallée de la MARNE au Nord et la vallée du PETIT MORIN au Sud.

Depuis le milieu du 19^{ème} et tout au long du 20^{ème} siècle, le drainage et l'utilisation des amendements ont concouru à la mutation des paysages qui se sont progressivement ouverts. Les petites propriétés pratiquent l'agriculture extensive laissant place, peu à peu, aux grandes exploitations céréalières.



Source : Géoportail.gouv.fr-2013

Le territoire de BASSEVELLE s'inscrit dans le plateau des Grandes Cultures, comportant des cultures industrielles, des céréales, du maïs en grain et d'ensilage ainsi que du blé.

I.3.3 LA NATURE DES ACTIVITES AGRICOLES

La commune de BASSEVELLE dénombre 11 sièges d'exploitation agricoles sur le territoire, avec pour activités :

- La culture de céréales
- La culture et la production animale avec des vaches allaitantes.



En 2016, le total des surfaces cultivées exploitées est de 1 599.30 hectares.

Tandis que la superficie moyenne des exploitations agricoles est de 112 hectares, la superficie des exploitations agricoles de BASSEVELLE est supérieure à 145 hectares environ.

Fermes	Activités	Surface des exploitations
LEGRAND FRERES Groupement Agricole d'Exploitation en Commun	Culture de Céréales Culture et production animale	141.3 ha
EARL DE L'ILE	Culture de Céréales	181 ha
SCEA SONNETTE	Culture de Céréales	200 ha
EARL de FROMENTIERES	Culture de Céréales	235 ha
EARL du BOIS CORNAILLE	Culture et production animale (110 bovins) Culture de Céréales	130 ha
SCEA CHAMPS DE BRIE	Culture de Céréales	104 ha
EARL DE SALNOVE	Culture de Céréales	110 ha
EARL LES MOUSSEUX	Culture de Céréales	81 ha
EARL GAIA	Culture de Céréales	210 ha
COURTOIS Jean Luc	Culture de Céréales	87 ha
EARL DU PETIT VILLIERS	Culture et production animale (102 bovins)	120 ha

Source : Enquête communale-2016

I.4 LA TOPOGRAPHIE

Géographiquement, le territoire communal appartient à la BRIE LAITIÈRE (anciennement BRIE DES ETANGS) sur le plateau situé entre MARNE et PETIT MORIN.

La commune de BASSEVELLE est marquée par sa position sur le plateau cultivé la BRIE DES ETANGS.

Le territoire est ainsi composé d'un plateau cultivé sur la majeure partie du territoire et d'une vallée boisée au Sud-Ouest.

Le plateau cultivé couvre principalement tout le territoire et se situe à une altitude comprise entre 180 et 207 mètres NGF.

(Illustration : Topographie du territoire)





1- Vue sur le grand paysage agricole depuis un point haut du territoire



TOPOGRAPHIE DU TERRITOIRE

1/25000



2- Vue sur le paysage de la vallée du Petit Morin depuis un point bas du territoire





Il est principalement occupé par des terres cultivées. Le point le plus haut du territoire est relevé sur ce plateau avec 207 mètres NGF au Nord-Est du hameau de SALNOVE.

La vallée boisée descend jusqu'au point le plus bas du territoire, à 110 mètres NGF dans la vallée du PETIT MORIN.

Avec un point bas à 110 mètres NGF et un point haut à 207 mètres NGF, le territoire de BASSEVELLE connaît une amplitude altimétrique de 97 mètres sur un linéaire de 6 km.

I.5 LA GEOLOGIE

(Illustration : Carte géologique)

Le territoire de BASSEVELLE est majoritairement composé de **Limons des plateaux**, hétérogènes et sableux et de **Colluvions** de bordure de plateau, propices aux cultures agricoles.

Les Limons des plateaux hétérogènes :

L'ensemble des plateaux est recouvert par des limons hétérogènes pour lesquels il est possible de distinguer une évolution du haut vers le bas : la partie supérieure est relativement homogène, se rapprochant des limons loessiques superposés.

Les Limons homogènes loessiques :

Ils sont situés sur la partie la plus élevée des buttes, au Nord de BASSEVELLE sur une bande continue d'Ouest en Est. Peu argileux, beiges, légèrement carbonatés, ils peuvent atteindre 7 mètres d'épaisseur.

Le LUDIEN moyen :

Correspondant au Calcaire de CHAMPIGNY, le LUDIEN moyen est situé dans la vallée boisée du Petit MORIN au Sud-Ouest de BASSEVELLE. Il est constitué d'un banc de calcite fibreuse sur une épaisseur variant de 20 à 80 cm, puis de calcaires bréchoides bruns et blancs sur les parties inférieures sur une épaisseur de 7 à 8 mètres.

La richesse agricole de la région et du territoire communal de BASSEVELLE est due à une importante couverture limoneuse, qui recouvre la totalité du plateau en une couche assez épaisse. Lorsque celle-ci est trop mince ou absente, les cultures laissent place aux bois ou aux taillis humides.

I.6 L'HYDROGRAPHIE

(Illustration : Contexte hydrographique)

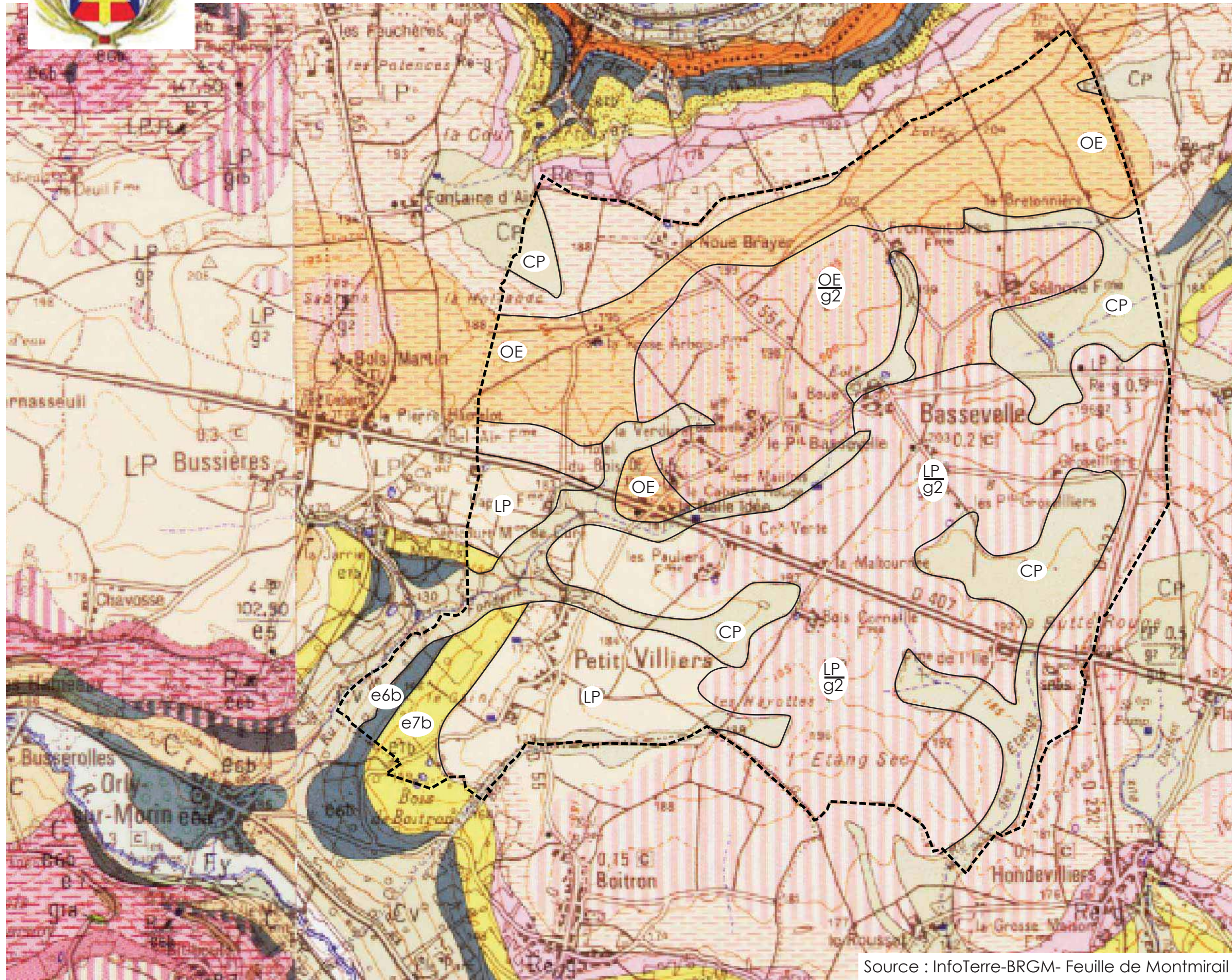
Le territoire de BASSEVELLE est situé sur deux unités hydrographiques cohérentes :

- MARNE Vignoble pour la partie Nord
- MORIN pour la partie Sud.

L'unité hydrographique de la MARNE Vignoble correspond à des cours d'eau diversifiés, des bois et forêts et des zones humides alluviales qui concourent à la présence de milieux aquatiques remarquables.



CARTE GEOLOGIQUE
1/25000



Limites communales

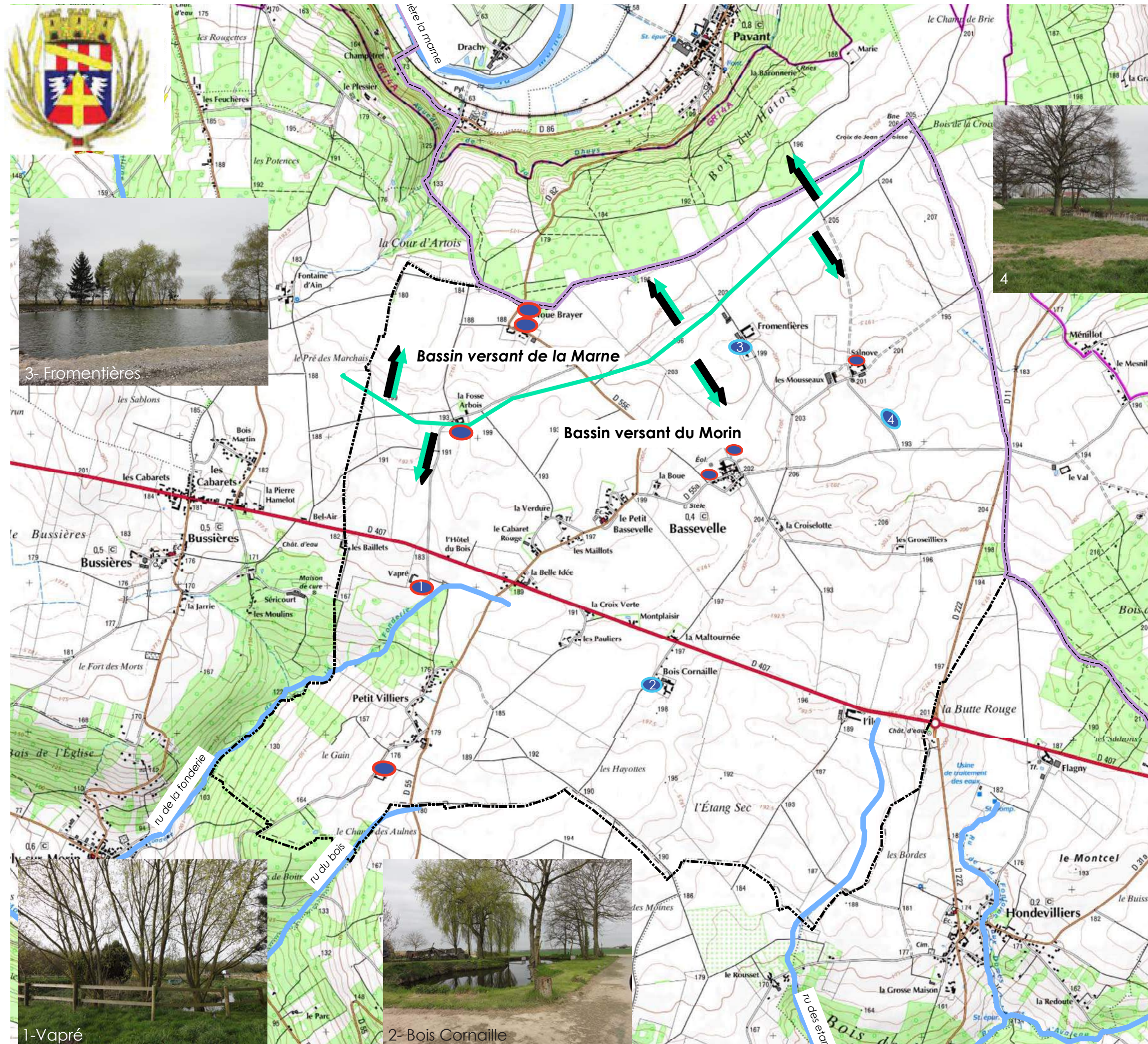
- e6b** : Marinésien : faciès marneux dominant.
- e7b** : Ludien moyen "Calcaire de Champigny".
- LP** : Limons des plateaux, hétérogènes (sableux, à éclats de meulière, à granules d'oxydes, etc,,)
- CP** : Colluvions de bordure de plateau et de dépression : Colluvions de bas-versant en partie solifluées.
- OE** : Limons homogènes loessiques recouvrant des limons hétérogènes. Présence reconnue des argiles à meulière à la base.
- LP g2** : Limons des plateaux, hétérogènes sur sables fins.





CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

1/25 000



- mare à réserve incendie
- limites départementales
- limites Basseville
- Cours d'eau
- bassin versant
- mare à préserver





L'unité hydrographique du MORIN est à dominante rurale. L'activité agricole est à l'origine de la constante augmentation des nitrates dans le PETIT MORIN. Le système hydrologique de ce bassin versant est complexe et composé de plusieurs nappes aquifères plus ou moins indépendantes. Les eaux souterraines et de surfaces sont étroitement liées.

Le territoire de BASSEVELLE comporte 3 rus et un fossé :

- le ru des Etangs, au Sud-Est,
- le ru de la FONDERIE à l'Ouest,
- le ru du Bois au Sud-Ouest,
- le fossé de la Grande MASURE au Nord-Est.

Ces rus sont peu visibles car situés dans la vallée du PETIT MORIN et en limites de communes.

De nombreux lieux du territoire communal, rappellent aujourd'hui l'existence des étangs et des prairies aquatiques que montrent les cartes anciennes tels que :

- L'ILE,
- L'ETANG DES BORDES,
- LE MARAIS,
- LES JONCS MARINS.

I.7 LES MILIEUX HUMIDES

LA BOUE, LA NOUE BRAYER, LA BOURBIERE et LE CHAMPS DES MARNIERES sont autant de lieux qui indiquent la nature argileuse de la terre qu'il a fallu drainer. Aujourd'hui, le territoire de BASSEVELLE ne compte plus d'étangs mais les puits restent nombreux. Deux lavoirs existent également sur le domaine public à la NOUE BRAYER et le long de la RD407 à LA BELLE IDEE. Ils ne sont plus utilisés.

Le territoire de BASSEVELLE compte de nombreuses mares. Certaines d'entre elles ont été répertoriées en point d'eau pour la défense incendie : LE BOIS CORNAILLE, FONTAINE LAISNE et FROMENTIERES.

Les autres mares constituent des écosystèmes de petite taille qui n'ont pas moins un rôle majeur pour la conservation de certaines espèces (amphibiens, libellules, insectes aquatiques...). Elles sont des points d'eau disponibles importants pour certaines fermes et certains hameaux : FOSSE ARBOIS, LA NOUE BRAYER, VAPRE, et BOURG EGLISE.

De nombreux puits en pierre disséminés sur le territoire, témoignent encore aujourd'hui d'une exploitation passée des nappes phréatiques du sous-sol.





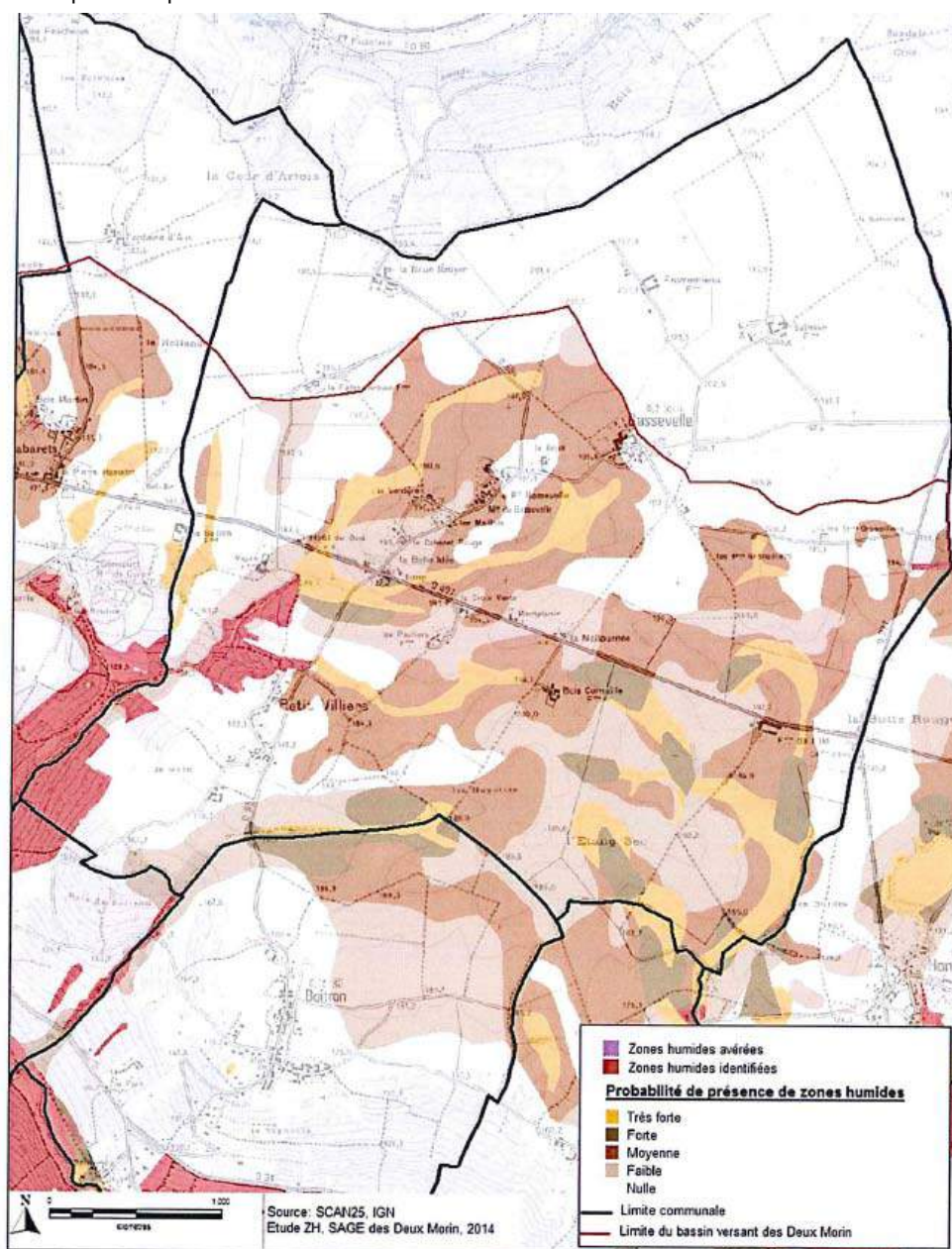
La majorité des eaux de ruissellement du territoire, se dirige vers le bassin versant du Petit MORIN.

Des mares et des puits répartis sur le territoire, constituent des points d'eau de relais pour l'activité agricole et la défense incendie.

I.8 LES ZONES HUMIDES

L'étude d'identification des zones humides par le SAGE des deux MORIN a permis de mettre en évidence :

- Des secteurs humides à enjeux : qui constituent des secteurs dans lesquels la probabilité de présence de zones humides est importante et sur lesquelles se situent des enjeux qualitatifs, quantitatifs et patrimoniaux.
- Des secteurs humides prioritaires : qui constituent des portions de zones humides à enjeux sur lesquelles les pressions urbaines, agricoles ou industrielles sont les plus importantes.





Les mesures prises dans le PLU devront permettre :

- d'améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines,
- de restaurer la fonctionnalité des rivières, la continuité écologique et la diversité des habitats,
- de protéger les zones humides fonctionnelles,
- de lutter contre l'érosion des sols,
- de protéger les bassins d'alimentation de captage pour l'alimentation en eau potable.

I.9 LA TRAME VERTE ET BLEUE

(Illustration : Trame verte et bleue)

A l'échelle du territoire de BASSEVELLE, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a identifié un réservoir de biodiversité et des lisières de protection des boisements de plus de 100 hectares.

Le réservoir de biodiversité situé au Sud-Ouest du territoire, couvre la vallée du PETIT MORIN et s'étend plus largement sur la commune d'ORLY-SUR-MORIN.

Le réservoir de biodiversité constitue un élément de la trame verte du territoire de BASSEVELLE.

Le territoire de BASSEVELLE est inscrit entre deux trames vertes. La trame verte au Nord, appartient à la vallée de la MARNE et la trame verte au Sud appartient à la vallée du PETIT MORIN.



Source : Carte des composantes de la Trame Vert et Bleue-SRCE-ILE DE FRANCE-2013

■ Réservoirs de biodiversité

— Lisières agricoles des boisements de plus de 100 hectares

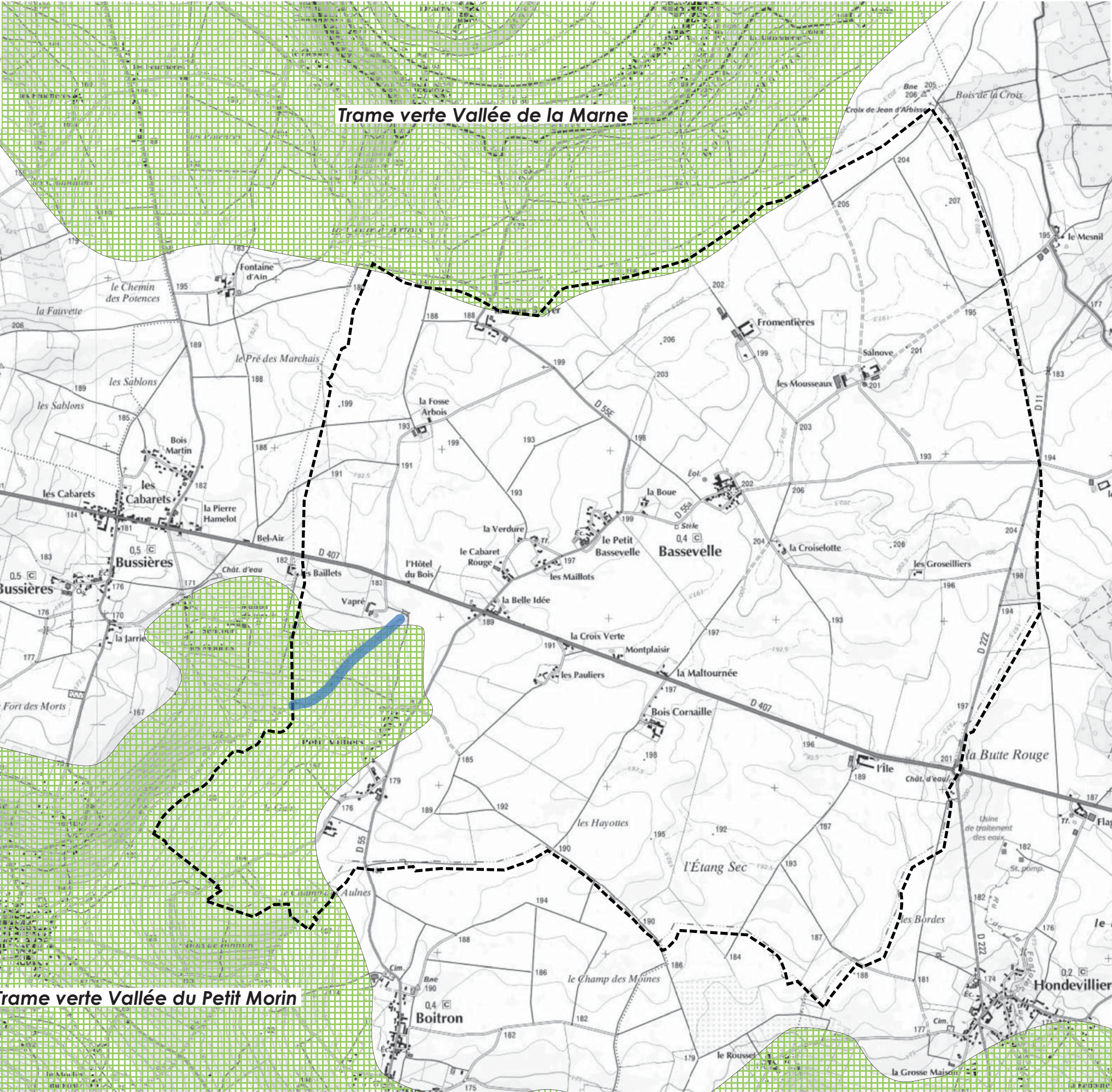
La trame verte de la vallée du PETIT MORIN couvre la partie Sud-Ouest du territoire de BASSEVELLE et le hameau le PETIT VILLIERS.

Le PLU devra maintenir les continuités écologiques des trames vertes identifiées.

I.10 LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL

La commune de BASSEVELLE est concernée par le parc naturel régional BRIE et des Deux MORIN en cours d'élaboration.

Par délibération du 28/06/2007, le Conseil Régional d'ILE-DE-FRANCE a défini un périmètre de 132 communes qui vise à établir la faisabilité d'un PNR, en identifiant les limites pertinentes de l'entité du territoire.



Rapport de présentation
Page 50





Les objectifs du projet de PNR de la BRIE et des deux MORIN sont les suivants :

- protéger la campagne et promouvoir le patrimoine
- réfléchir à un développement économique soucieux de l'environnement
- valoriser les atouts patrimoniaux et environnementaux du territoire
- résister à la pression urbaine très forte (partie Ouest).



(Illustration : Périmètre du PNR)

Le PLU devra être compatible avec les objectifs et les orientations de la charte du parc naturel régional conformément aux articles L123-1 du code de l'urbanisme et L333-1 du code de l'environnement.

I.11 LA BIODIVERSITE

La Chambre d'Agriculture de SEINE-ET-MARNE a élaboré une charte départementale de la biodiversité en milieu agricole, afin de mettre en œuvre une stratégie partagée du maintien d'une agriculture durable et de préservation du patrimoine naturel en définissant les actions auxquelles souscriront contractuellement les personnes physiques ou morales souhaitant y adhérer.

Les actions consistent à :

- Mettre en œuvre des actions de communication et de sensibilisation des chasseurs et des agriculteurs à la nécessité d'adhérer à cette démarche
- Promouvoir des pratiques culturelles et cynégétiques favorisant la biodiversité
- Soutenir la création, le maintien et la restauration d'habitats associés aux paysages agricoles et favorables à l'ensemble de la faune sauvage (insectes, oiseaux, mammifères...)
- Contribuer au bon fonctionnement des écosystèmes (continuités écologiques...)

Les principaux enjeux de biodiversité du territoire de BASSEVELLE sont localisés dans la vallée du PETIT MORIN, au Sud-Ouest de la commune. Ce milieu sensible, identifié par la ZNIEFF comporte des boisements et bosquets à protéger.

Sur le reste du territoire les nombreuses mares constituent des réservoirs locaux de biodiversité.

I.12 LES CONCLUSIONS DU TERRITOIRE NATUREL

Le territoire naturel de BASSEVELLE se caractérise par :

- l'appartenance à l'entité paysagère de la BRIE LAITIERE et « du plateau entre MARNE et Petit MORIN »,
- un plateau agricole cultivé,
- des massifs boisés situés en limites communales dont les lisières sont à préserver sur le territoire de BASSEVELLE,



- une faible consommation des terres agricoles et naturelles, au profit des espaces urbanisés de l'ordre de 0.216 hectare par an, ces 10 dernières années,
- la présence de ZNIEFF dans la Vallée du PETIT MORIN,
- un plateau agricole occupé par des cultures industrielles, des céréales, du maïs en grain et d'ensilage ainsi que du blé,
- des superficies d'exploitation supérieures aux exploitations moyennes du département,
- Une amplitude altimétrique de 97 mètres entre le point le plus haut et le point le plus bas,
- Des limons des plateaux hétérogènes de qualité, constituant une richesse agricole pour l'exploitation des cultures,
- La présence de deux bassins versants mais des eaux de ruissellement majoritairement dirigées vers le PETIT MORIN,
- La subsistance de mares et de points d'eau répartis sur le territoire.
- Des trames vertes situées au Nord et au Sud du territoire, couvrant le hameau du PETIT VILLIERS,
- l'appartenance au Parc Naturel Régional de la BRIE et des Deux MORINS.



II. LA PRESENTATION DU TERRITOIRE URBAIN

II.1 LA NAISSANCE D'UN VILLAGE

Au 9^{ème} et 10^{ème} siècle :

En 858, CHARLES II, donna la terre de BASSEVELLE à l'abbaye NOTRE-DAME DE SOISSONS. Les populations franques étaient païennes et ce n'est qu'après 925 que les premières églises en bois apparurent.

Au 12^{ème} siècle :

Le village de BASSEVELLE devint une dépendance de l'Abbaye de SOISSONS avec des fiefs et des prieurés.

Au 14^{ème} siècle :

La peste noire a considérablement réduit la population de BASSEVELLE qui ne pouvait plus assurer l'entretien du territoire. Aussi l'abbesse de SOISSONS céda la grande partie du territoire de BASSEVELLE (BASSEVELLE L'EGLISE, FROMENTIERES, SALNOVE et LES GROSEILLIERS) à la Vicomté de PARIS, en 1347, jusqu'à la Révolution.

L'église de BASSEVELLE était à l'origine la GRANGE AUX DIMES du monastère qui se trouvait en face. La population de BASSEVELLE devenant protestante, elle construisit le temple protestant dans la petite église gothique qui se trouvait au PETIT BASSEVELLE (aujourd'hui transformé en maison d'habitation)



Au fin 15^{ème} , début 16^{ème} siècle :

L'église SAINTE-CROIX a été construite au début du 16^{ème} siècle avec des pierres de pays : meulières et grès recouverts de plâtre.

L'église abrite un orgue daté de 1788, classé Monument historique en 1987 par le Ministère de la Culture et de la communication pour sa partie instrumentale.

L'église de BASSEVELLE relève aujourd'hui du diocèse de MEAUX et s'intègre dans le secteur pastoral de SAACY SUR MARNE.



Au 18^{ème} siècle :

La carte de Cassini de 1750 mentionne les noms de 18 hameaux existants à l'époque. Si certains sont encore présents aujourd'hui d'autres ont disparu tels que : LA LOGE, BOULANGY, LES POTENCES, LA CROIX LANCEREAU, L'ARISELOT, LE PETIT BOIS CORNAILLE, LES PETITS GROSEILLIERS et LA BRETONNIERE.



Au 19^{ème} siècle :

En 1880, l'ancienne mairie-école qui était située près de l'église, dans le bourg Eglise, a été désaffectée. Une nouvelle construction typique du 19^{ème} siècle, est édifiée



dans le hameau du Petit BASSEVILLE, modifiant ainsi profondément et durablement l'organisation territoriale de la commune.

Le territoire de BASSEVILLE comporte de nombreuses croix de chemins (dits aussi calvaires) qui ont été érigées principalement au 19^{ème} siècle. Ces structures deviennent des lieux de rassemblements pour prier lors des fêtes religieuses et pour solliciter la grâce de Dieu contre les fléaux de tous genres.



Au 20^{ème} siècle :

Le monument aux morts fut construit en 1921 au centre du cimetière. Il porte les noms des enfants du village morts au champ d'honneur lors des guerres de 1914-1918 et 1939-1945.

A partir de 1994, la commune réalise des équipements sportifs et de loisirs, dans LE PETIT BASSEVILLE sur un terrain lui appartenant, suite à une donation, des échanges et des remembrements.

La commune de BASSEVILLE se pare d'un blason créé par M. MOLINIER, et adopté en 1996. Il est composé d'un écu surmonté d'une couronne murale d'or, encadré d'une gerbe de blé à dextre et d'une gerbe de roseaux-massues au senestre.

En 1999, la commune inaugure le Mémorial aux Anglais, à la mémoire du LANCASTER JB 318, qui s'est écrasé au hameau de LA BOUE dans la nuit du 18 au 19 Juillet 1944.



La naissance du territoire de BASSEVILLE se caractérise par :

- 23 hameaux dispersés sur le territoire,
- Une structure rurale préservée depuis des siècles,
- Du bâti ancien marquant la présence d'une vie rurale agricole.

II.2 LA STRUCTURE DU TISSU URBAIN



(Illustration : Photo aérienne du Territoire)

D'après une analyse du territoire « in situ » en avril 2013, le territoire de BASSEVILLE est composé de bâti à vocation :

- d'équipements communaux,
- d'activités de loisirs et d'associations,
- d'habitat,
- de fermes agricoles et dépendances.



Légende

-  limites départementales
-  Limites communales





II.2.1 LE BATI DES EQUIPEMENTS COMMUNAUX

Les équipements communaux ont principalement été aménagés dans les bâtiments anciens. Seuls l'école maternelle et le foyer communal sont situés dans du bâti contemporain. Ces constructions s'insèrent avec harmonie dans le paysage urbain rural.

II.2.2 LE BATI D'ACTIVITES DE LOISIRS ET D'ASSOCIATIONS

Les activités de loisirs de plein air sont localisées à côté de l'école et de la mairie, sans structure bâtie.

Une activité de loisirs de parapente est implantée dans du bâti ancien au hameau de la CROISELOTTE. Une association est implantée dans le hameau de MONTPLAISIR le long de la RD407.

Ces activités s'insèrent parfaitement dans le bâti rural et ancien de ces hameaux, sans générer d'impact sur l'environnement agricole qui les entoure.



II.2.3 LE BATI D'HABITAT

Le territoire de BASSEVILLE comporte des formes variées de constructions à destination d'habitat. Principalement individuel, l'habitat est implanté soit :

- dans des anciennes constructions agricoles réhabilitées,
- dans des maisons rurales anciennes,
- dans des maisons contemporaines de type pavillonnaire.

Les anciennes maisons rurales et les maisons contemporaines ont une hauteur maximale d'un rez-de-chaussée surmonté d'un niveau. Les constructions récentes ont été implantées au coup par coup, suivant les opportunités foncières et les divisions de terrains. Aucune opération d'aménagement d'ensemble aux caractéristiques urbaines particulières n'est remarquée sur le territoire.

Aucune construction en toit terrasse n'est recensée sur le territoire ni de construction unique issue de la création d'architecte. Le territoire ne comporte pas de gîtes ni de chambres d'hôte dans le bâti existant.



II.2.4 LE BATI A VOCATION DE FERMES AGRICOLES ET DEPENDANCES

Les fermes en activités sont dispersées sur tout le territoire, leurs constructions imposantes marquent le paysage de plateau.

Elles témoignent aujourd'hui du patrimoine agricole et rural du territoire. Certaines parties des corps de ferme dénotent d'un patrimoine architectural briard.



Les constructions anciennes ont su s'adapter aux nouvelles contraintes agricoles. Depuis 20 ans, des hangars plus modernes sont venus compléter les installations à proximité du bâti existant.



Le tissu urbain de BASSEVELLE se caractérise par :

- un manque d'identification du centre bourg,
- une succession de hameaux sur un axe Sud-Nord le long de la RD55 et RD55E,
- un tissu urbain essentiellement dédié à l'habitat et à l'activité agricole,
- un bâti à destination d'habitat hétéroclite, composé de maisons anciennes réhabilitées, de maisons rurales restaurées de type briard et de maisons contemporaines,
- des caractéristiques morphologiques préservées depuis de nombreuses années.

II.3 LA FORME URBAINE

La commune de BASSEVELLE est composée de 23 hameaux dispersés sur tout le territoire qui sont :

- L'ILE,
- LE BOIS CORNAILLE,
- LA MALTOURNEE,
- MONTPLAISIR,
- LA CROIX VERTE,
- LES PAULIERS,
- LA BELLE IDEE,
- LE PETIT VILLIERS,
- L'HOTEL DU BOIS,
- VAPRE,
- LA FOSSE ARBOIS,
- LA NOUE BRAYER,
- LE PETIT BASSEVELLE,
- LES MAILLOTS,
- LA VERDURE,
- LE CABARET ROUGE,
- LA BOUE,
- BOURG EGLISE,
- LES GRANDS GROSEILLIERS,
- LA CROISELOTTE,
- SALNOVE,
- LES MOUSSEAUX,
- FROMENTIERES.

(Illustration : Structure urbaine- BASSEVELLE et ses 23 hameaux)

L'absence de bourg réellement aggloméré se maintient au cours des années et continue à caractériser le tissu urbain de la commune rurale de BASSEVELLE. Les habitants se répartissent dans les 23 hameaux cités ci-dessus, dont les plus importants (en terme d'équipements et d'accueil de population) sont :

- LE PETIT VILLIERS
- LE PETIT BASSEVELLE,
- BOURG EGLISE.



STRUCTURE URBAINE BASSEVILLE ET SES 23 HAMEAUX 1/20000

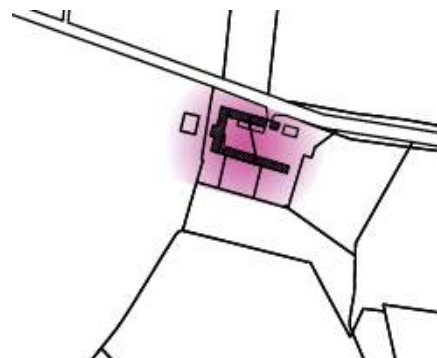




II.3.1 L'ILE

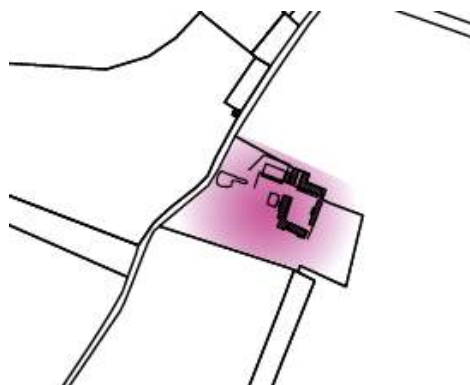
Le long de la RD407, des traces d'anciens fossés circulaires témoignent de la présence d'un ancien château appartenant aux Célestins de PARIS. Au Sud du château de l'ILE, commençait un étang qui se prolongeait jusque HONDEVILLIERS.

Aujourd'hui, l'ILE ne comporte plus d'étang mais un magistral corps de ferme au bâti imposant occupé par une ferme en activité.



II.3.2 LE BOIS CORNAILLE

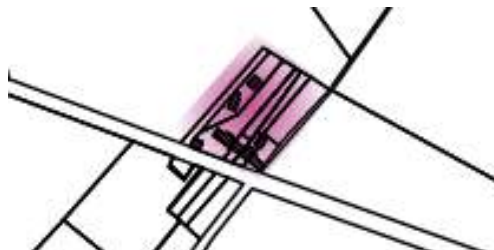
Cet ensemble de bâtiments, organisés autour d'une cour carrée, constitue une ferme en activité dans laquelle du bétail est élevé. Ce hameau est accessible depuis la RD407 via une voie bordée d'un alignement d'arbres, qui marque le paysage lointain.





II.3.3 LA MALTOURNEE

Ce hameau est composé d'un alignement de maisons de ville accolées et implantées le long de la RD407. Ces constructions sont principalement destinées à l'habitat.



II.3.4 MONTPLAISIR

Ce hameau implanté le long de la RD407 est composé de quelques constructions et annexes occupées par une association « Parcs d'étude et de réflexion ».



II.3.5 LA CROIX VERTE

Ce hameau, implanté le long de la RD 407, est composé de bâti ancien à destination d'habitat. Ces petites maisons de ville de type rural, accompagnées de puits en pierre, témoignent des occupations anciennes du lieu.



II.3.6 LES PAULIERS

Ce hameau est accessible depuis la RD407, après la traversée de « La Croix verte ». Il est composé de constructions anciennes et de maisons contemporaines plus récentes implantées sur des lots divisés.





II.3.7 LA BELLE IDEE

Ce hameau est constitué d'un ensemble de constructions anciennes rénovées et de maisons individuelles traditionnelles.

Implanté à la croisée de la RD407, de la RD55 et de la RD55E, ce hameau est le premier ensemble bâti traversé en venant de LA FERTE SOUS JOUARRE.



II.3.8 LE PETIT VILLIERS

LE PETIT VILLIERS est le hameau le plus étendu de la commune, implanté dans la vallée du PETIT MORIN. Les terres plus humides sont propices aux pâtures, sur la partie Ouest du hameau.

Le hameau comporte essentiellement des constructions à destination d'habitat et d'activités agricoles. De belles restaurations anciennes du bâti côtoient des constructions contemporaines plus traditionnelles.

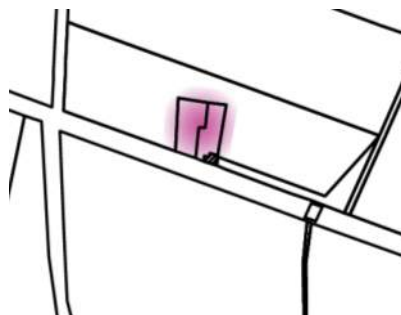
Trois corps de fermes se distinguent dans ce hameau avec leurs bâtiments imposants.





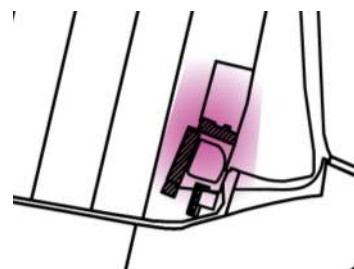
II.3.9 L'HOTEL DU BOIS

Ce hameau est le plus petit de toute la commune, puisqu'il ne comporte qu'une seule construction. Implantée en bordure de la RD407, cette construction isolée est accompagnée d'un jardin arboré souligné d'une haie qui marque le paysage agricole.



II.3.10 VAPRE

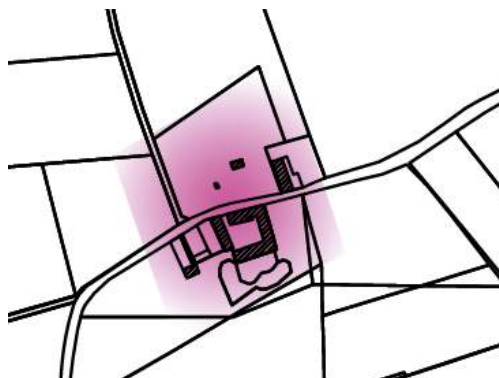
Ce hameau est principalement dédié à l'hébergement de chevaux de propriétaires. Il comporte des écuries et une partie d'habitation. Implanté en retrait de la RD407, les terres qui entourent ce hameau sont essentiellement dédiées aux pâtures des chevaux.





II.3.11 LA FOSSE ARBOIS

Ce hameau situé sur le plateau agricole, constitue un ancien corps de ferme principalement réhabilité en habitat. Si des constructions agricoles persistent, elles ont pour vocation le stockage du matériel et des foin. Quelques animaux sont présents dans les pâtures faisant face au bâti.



II.3.12 LA NOUE BRAYER

Ce hameau situé le plus au nord du territoire, fait face à la vallée boisée de la MARNE. Il est composé de bâti ancien, réhabilité en habitat et d'un corps de ferme en activité. Il est relié au hameau du PETIT BASSEVELLE par la RD55^E





II.3.13 LE PETIT BASSEVELLE

Ce hameau représente le centre bourg de la commune. Il centralise les principaux équipements municipaux. On y trouve aussi des constructions à destination d'habitat. Situé sur le plateau agricole du territoire, il est accessible depuis la RD407 par la RD55E et cerné de toute part de terres cultivées.

Ce hameau est marqué par la présence de la mairie et de mobiliers urbains et d'espaces publics de qualité, comportant une aire de stationnement, un arrêt de bus et une réserve d'eau souterraine contre l'incendie.



II.3.14 LES MAILLOTS

Ce hameau, traversé par la RD55E est situé entre les hameaux du « CABARET ROUGE » et du « PETIT BASSEVELLE ».

Il est essentiellement composé de constructions à destination d'habitat issues de réhabilitation de bâti ancien et de constructions contemporaines.

Ce hameau est marqué par la présence du phare aéronautique.





II.3.15 LA VERDURE

Ce petit hameau est situé entre le CABARET ROUGE et LES MAILLOTS. Il comporte des constructions anciennes et contemporaines à destination d'habitat.



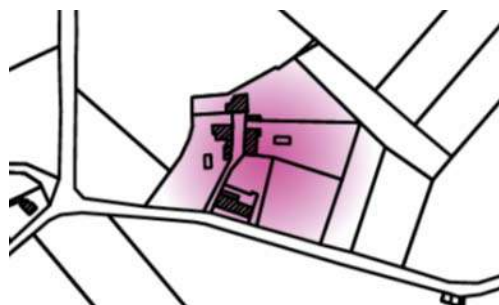
II.3.16 LE CABARET ROUGE

Ce hameau est un ensemble de constructions anciennes implantées le plus souvent à l'alignement et de maisons contemporaines. Il comporte une ferme en activité.



II.3.17 LA BOUE

Ce hameau, implanté le long de la RD 55A est situé entre LE PETIT BASSEVELLE et BOURG EGLISE. Il comporte du bâti contemporain à destination d'habitat et de vastes jardins arborés qui marquent le paysage.





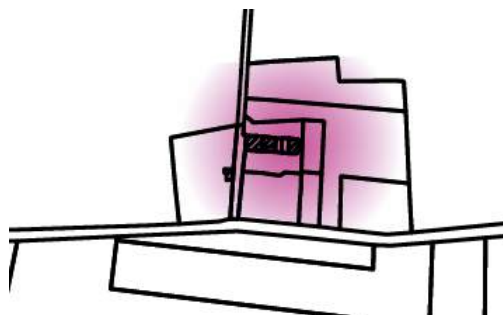
II.3.18 BOURG EGLISE

Ce hameau se caractérise par la présence de l'église qui marque fortement le paysage de plateau et les perceptions lointaines. L'église, le cimetière et les murs d'enceinte constituent un ensemble urbain qui témoigne du passé ancien. Le hameau comporte du bâti ancien et récent à destination d'habitat et une ferme en activités.



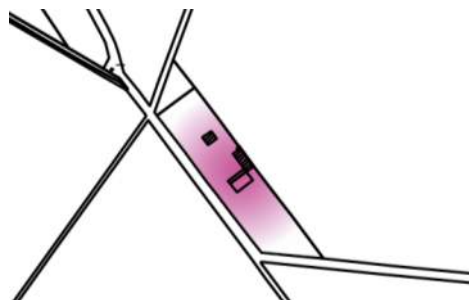
II.3.19 LES GRANDS GROSEILLIERS

Ce hameau est accessible depuis la RD222. Il comporte des constructions à destination d'habitat dissimulées par une végétation dense.



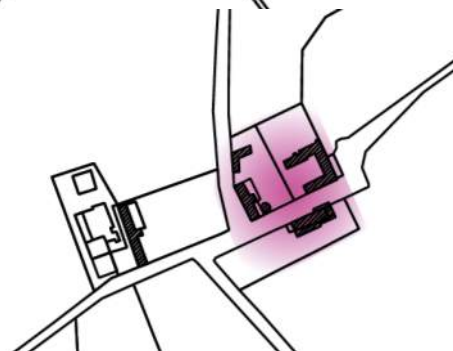
II.3.20 LA CROISELOTTE

Ce hameau constitue un ancien prieuré de Célestins. Aujourd'hui, cette parcelle bâtie est occupée par une activité de loisirs pour la pratique du parapente et du deltaplane.



II.3.21 SALNOVE

Ce hameau est occupé par une ferme en activité. Il est composé de plusieurs grandes constructions organisées autour d'une grande cour. Le porche et ses éléments d'architecture sont des vestiges de l'ancienne demeure du 17^{ème} siècle. Aujourd'hui, le bâti accueille de l'habitat, des hangars agricoles et des silos de stockages.





II.3.22 LES MOUSSEAUX

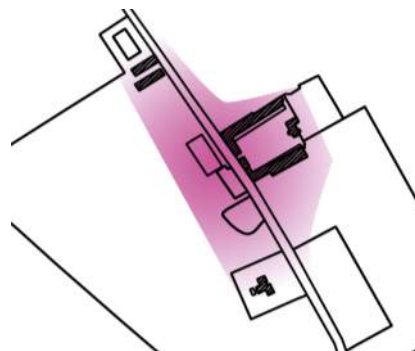
Ce hameau est composé d'une construction en longère et de bâtiments agricoles. Cet ensemble, composé de parties habitées et de dépendances, constitue une ferme en activité, située juste avant SALNOVE.



II.3.23 FROMENTIERES

Ce hameau situé au nord du plateau agricole, comportait un château dont les anciens fossés offrent des traces assez marquées. Appartenant au 18^{ème} siècle à une riche famille, il fut vendu à une famille plus modeste qui en fit une ferme, encore en exploitation aujourd'hui.

En plus de la maison de maître de 1910, ce hameau comporte une maison individuelle, des dépendances, des hangars agricoles et une grande mare.





II.4 LES ACCES ET DEPLACEMENTS

II.4.1 LA STRUCTURE ROUTIERE

Le territoire communal de BASSEVELLE est desservi par 4 routes départementales et des voies communales secondaires :

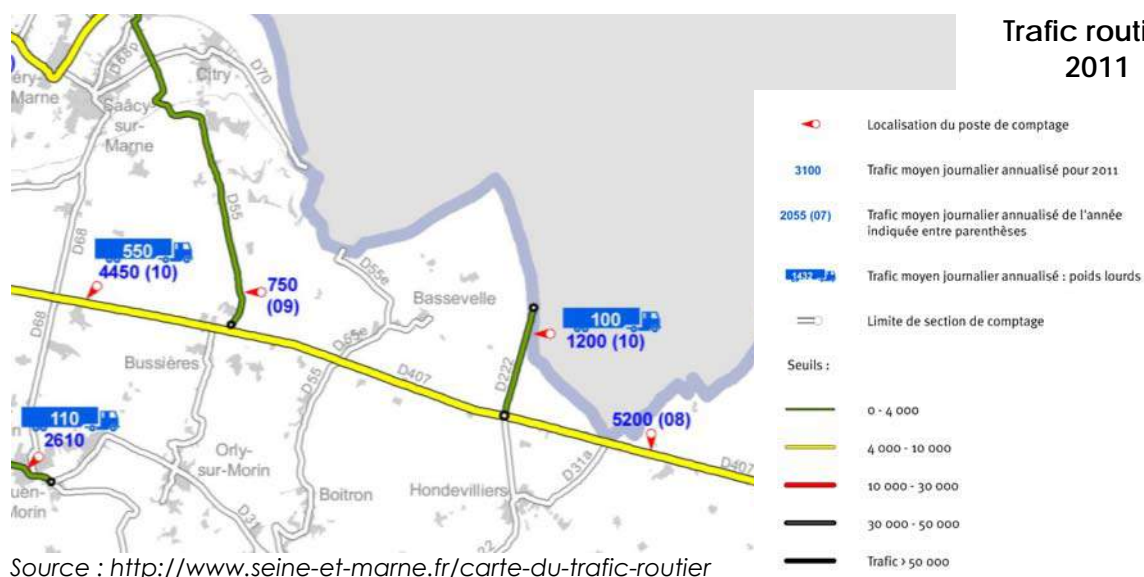
- RD407 (axe structurant Ouest-Est),
- RD55, RD55^E (axe Nord-Sud), et RD55^A
- RD222 (axe Nord-Sud en limite communale Est).

II.4.1.1 LES ROUTES DEPARTEMENTALES

La Route Départementale 407 permet de relier BASSEVELLE à la FERTE-SOUS-JOUARRE et à MONTMIRAILLE sur un axe Ouest-Est. Elle supporte chaque jour un trafic de 4 000 à 10 000 véhicules et est classée parmi les axes à grande circulation par décret du 31/05/2010. Elle constitue la principale voie structurante du réseau viaire qui scinde en deux le plateau agricole du territoire.

Les Routes Départementales 55 et 55^E constituent un axe Sud-Nord qui permet de relier les communes de la Vallée du PETIT MORIN situées au Sud (BOITRON) et celles de la Vallée de la MARNE situées au Nord (PAVANT)

C'est sur cet axe que les hameaux les plus importants de Bassevelle se sont implantés (LE PETIT VILLIERS, LE PETIT BASSEVELLE et BOURG EGLISE)

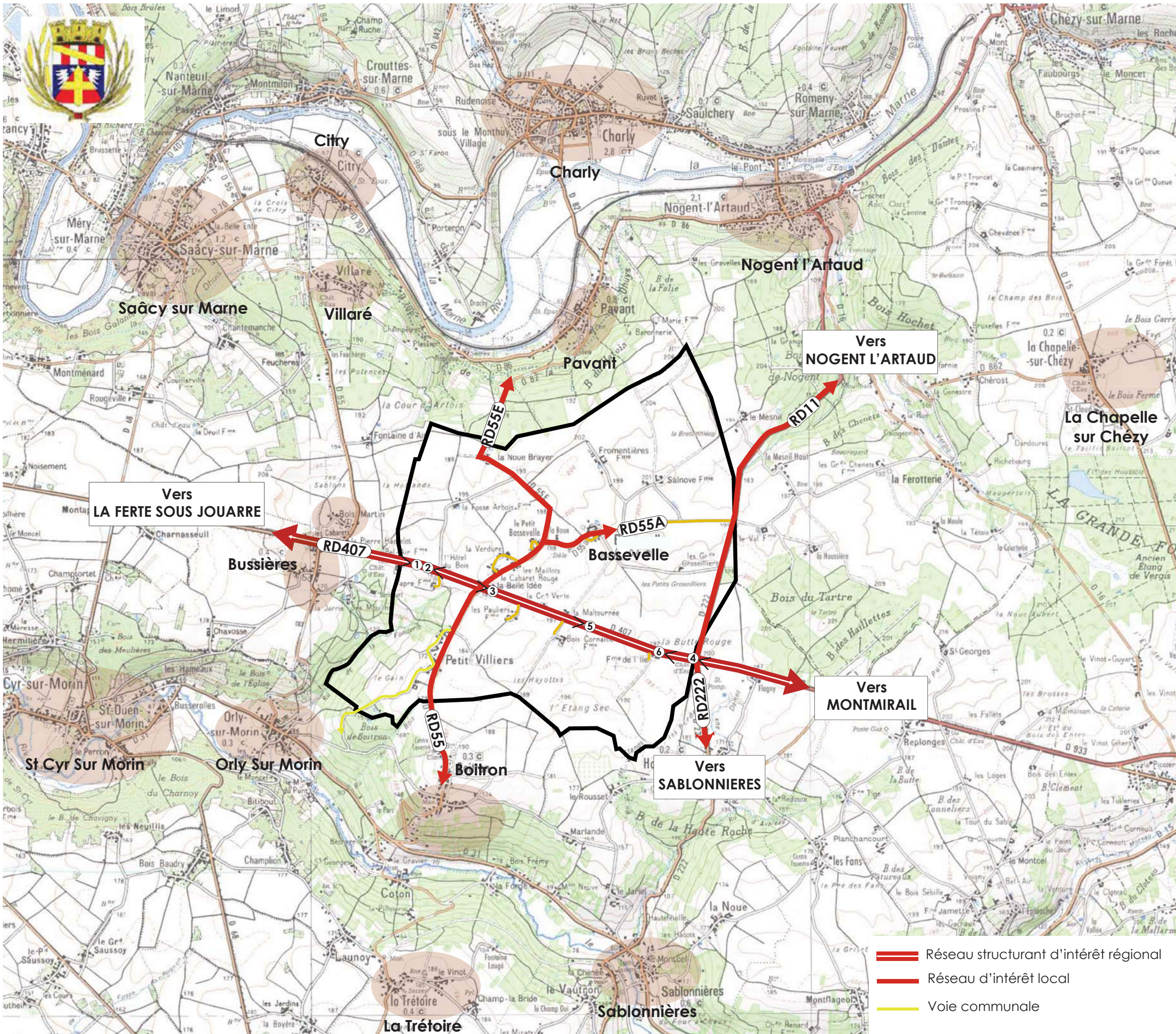


La Route Départementale 222 est une voie structurante située en limite communale Est de BASSEVELLE. Sur un axe Sud-Nord, elle permet de relier rapidement les deux vallées en rencontrant peu de hameaux et de tissu urbain.

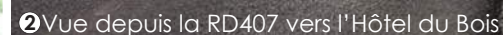


Vue depuis la RD222 vers NOGENT L'ARTAUD

(Illustration : Structure routière)



1/50000





II.4.1.2 LES VOIES COMMUNALES SECONDAIRES

Les hameaux du territoire non desservis par les RD55, RD55^E, RD55^A, RD 407 et RD222 sont accessibles via les voies communales de BASSEVELLE.

Certains hameaux isolés sont desservis par des voies communales goudronnées en impasse qui se prolongent par des chemins empierrés tels que :

- FROMENTIERES,
- LE BOIS CORNAILLE,
- VAPRE,
- LES PAULIERS
- SALNOVE.



Voie communale : LE PETIT VILLIERS



Voie communale : BOURG EGLISE

II.4.2 LES CIRCULATIONS DOUCES

A l'échelle du territoire, la commune rurale de BASSEVELLE ne comporte pas de pistes cyclables identifiées. Cependant, une liaison douce a été aménagée le long de la RD407, entre le hameau de LA BELLE IDEE et la CROIX VERTE.

Les voies communales comportent quelques trottoirs sur certains tronçons, à proximité des arrêts de bus, dans les hameaux de LA BELLE IDEE, LE PETIT BASSEVELLE, BOURG EGLISE, La NOUE BRAYER et LE PETIT VILLIERS.

Le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée du Conseil Général de SEINE ET MARNE met en évidence deux tracés sur le territoire de BASSEVELLE :

- Un tracé d'itinéraire empruntant les chemins de petite randonnée, venant de BUSSIERES, formant une boucle jusqu'à BOURG EGLISE et repartant en direction de PAVANT ;
- Un tracé d'itinéraires empruntant des chemins de randonnée non balisés, vers BASSEVELLE, BOITRON et LA CHAPELLE SUR CHEZY.

A l'échelle de la Communauté de Communes du PAYS FERTOIS, des itinéraires de randonnée ont été élaborés par des associations dans le but de faire découvrir d'une manière originale, le patrimoine naturel, architectural et humain du PAYS FERTOIS.



A l'échelle du SCOT et des Communautés de Communes du PAYS DE L'OURCQ et du PAYS FERTOIS, le territoire est très faiblement doté en pistes et voies cyclables. La seule portion aménagée se situe à l'Ouest de la commune de la FERTE-SOUS-JOUARRE.

II.4.3 LES TRANSPORTS EN COMMUN

Le territoire de BASSEVELLE est desservi par la ligne de bus (réseau TRANSDEV : MARNE et MORIN) n°33 qui dessert HONDEVILLIERS-BASSEVELLE-BUSSIERES-LA FERTE SOUS JOUARRE. Cette ligne permet aux habitants de BASSEVELLE de relier la gare de LA FERTE SOUS JOUARRE en 40 minutes.

La gare du réseau ferré la plus proche de BASSEVELLE se situe à NOGENT L'ARTAUD / CHARLY. La ligne PARIS – CHATEAU-THIERRY est cadencée au rythme d'un train toutes les demi-heures en heure de pointe et un train toutes les heures dans les autres périodes de la journée, permettant de relier NOGENT L'ARTAUD / CHARLY à :

- PARIS (gare de l'Est) en 54 minutes,
- MEAUX en 30 minutes,
- CHATEAU-THIERRY en 10 minutes.

(Illustration : Transports en commun)





La Noue Brayer



Le Petit Basseville



La Belle Idée



Le Petit Villiers



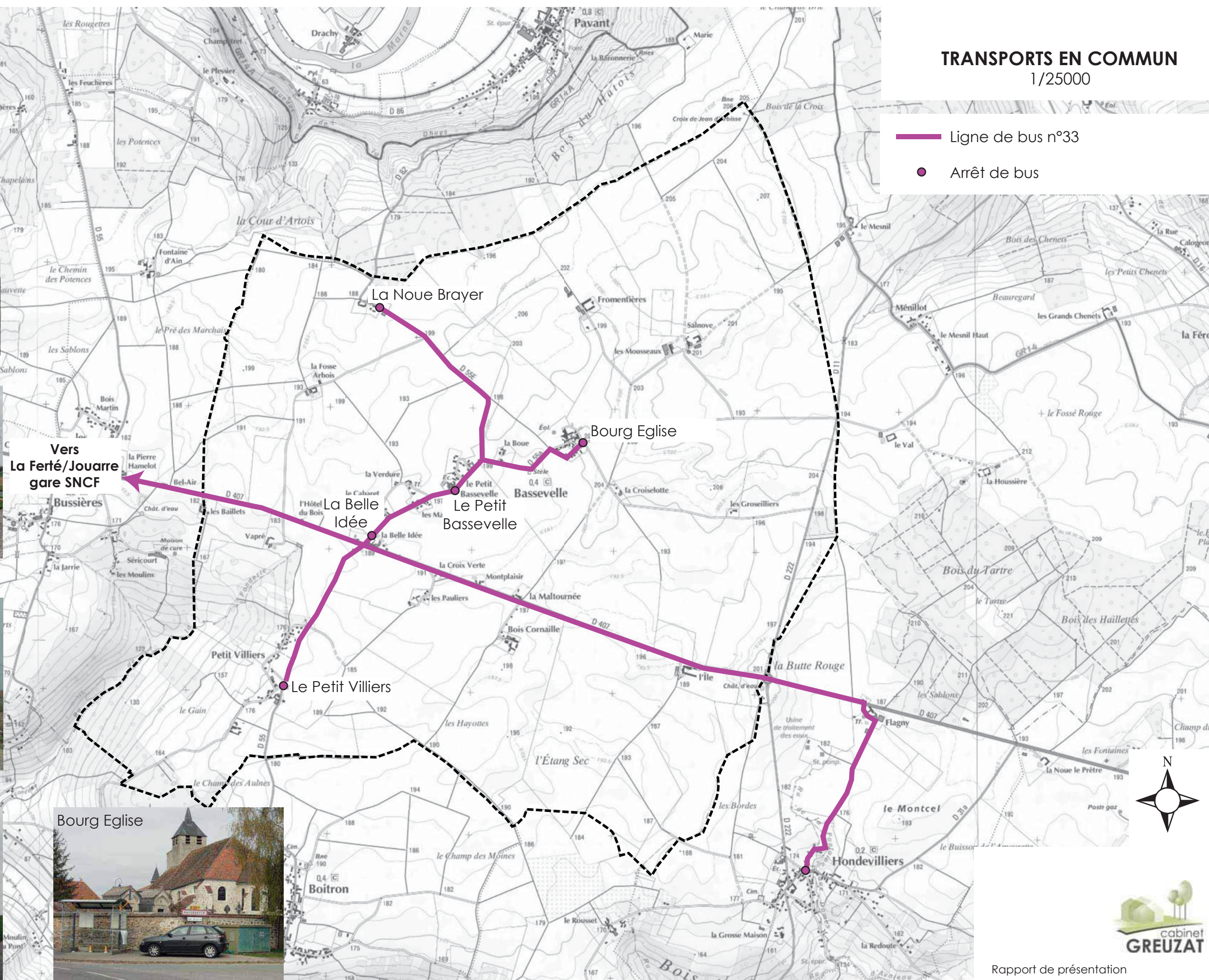
Bourg Eglise



TRANSPORTS EN COMMUN 1/25000

— Ligne de bus n°33

● Arrêt de bus





Un réseau de transport scolaire est organisé par le Regroupement Pédagogique Intercommunal de BASSEVELLE et de BUSSIERES.

Un service de covoiturage est organisé par la Communauté d'Agglomérations COULOMMIERS PAYS DE BRIE, afin de mettre en relation des personnes faisant quotidiennement les mêmes trajets et partager leur véhicule.

La desserte en transport en commun de BASSEVELLE se caractérise par :

- une ligne de bus desservant les principaux hameaux en direction de LA FERTE SOUS JOUARRE,
- un réseau de transport scolaire entre BUSSIERES et BASSEVELLE par le biais du RPI,
- un réseau ferré et une gare SNCF à 10 minutes en voiture (gare de NOGENT L'ARTAUD/CHARLY) et 40 minutes en bus (gare de LA FERTE SOUS JOUARRE).

II.4.4 LES CAPACITES EN STATIONNEMENT

Afin de répondre aux besoins en stationnement liés aux équipements communaux (mairie, école et foyer communal) une aire de stationnement a été aménagée dans le centre du hameau du PETIT BASSEVELLE. Elle est accompagnée de mobilier urbain et d'alignements d'arbres dans le respect du caractère rural de la commune.



Aire de stationnement face à la mairie : LE PETIT BASSEVELLE

II.5 LES EQUIPEMENTS

II.5.1 LES EQUIPEMENTS COMMUNAUX

Les équipements communaux ont principalement été aménagés dans les bâtiments anciens. Seuls l'école maternelle et le foyer communal sont situés dans du bâti contemporain. Ces constructions s'insèrent avec harmonie dans le paysage urbain rural.

La commune de BASSEVELLE possède des équipements scolaires, sportifs, de loisirs, de culte et administratifs localisés dans les hameaux du PETIT BASSEVELLE et de BOURG EGLISE.



La structure scolaire de BASSEVELLE est organisée en Regroupement Pédagogique Intercommunal avec BUSSIÈRES.



Le territoire de BASSEVELLE accueille dans le cadre du RPI BASSEVELLE-BUSSIÈRES :

- une classe de petite, moyenne et grande section maternelle,
- une classe de CP / CE1.

Les classes de CE2, CM1 et CM2 sont localisées sur le territoire de BUSSIÈRES.

L'enseignement secondaire est assuré à :

- LA FERTE-SOUS-JOUARRE pour le Collège (LA ROCHEFOUCAULD, PLAINE DES GLACIS et SAINTÉ CELINE),
- LA FERTE-SOUS-JOUARRE et MEAUX pour le Lycée.



La commune de BASSEVELLE dispose sur son territoire :

- d'un plateau omnisport (tennis, basket, volley),
- d'une plaine de jeux engazonnée,
- d'un foyer communal.



Le foyer communal a été inauguré en octobre 1951. Il a été créé dans le but de regrouper en un lieu, les différentes associations du territoire, et ainsi resserrer les liens d'amitié. Il est équipé d'une cuisine moderne permettant tous types de réceptions.

Les activités de loisirs de plein air sont localisées à côté de l'école et de la mairie, sans structure bâtie.

Une activité de loisirs de parapente est implantée dans du bâti ancien au hameau de la CROISELOTTE. Une association est implantée dans le hameau de MONTPLAISIR le long de la RD407.

Ces activités s'insèrent parfaitement dans le bâti rural et ancien de ces hameaux, sans générer d'impact sur l'environnement agricole qui les entoure.

II.5.2 LES EQUIPEMENTS INTERCOMMUNAUX

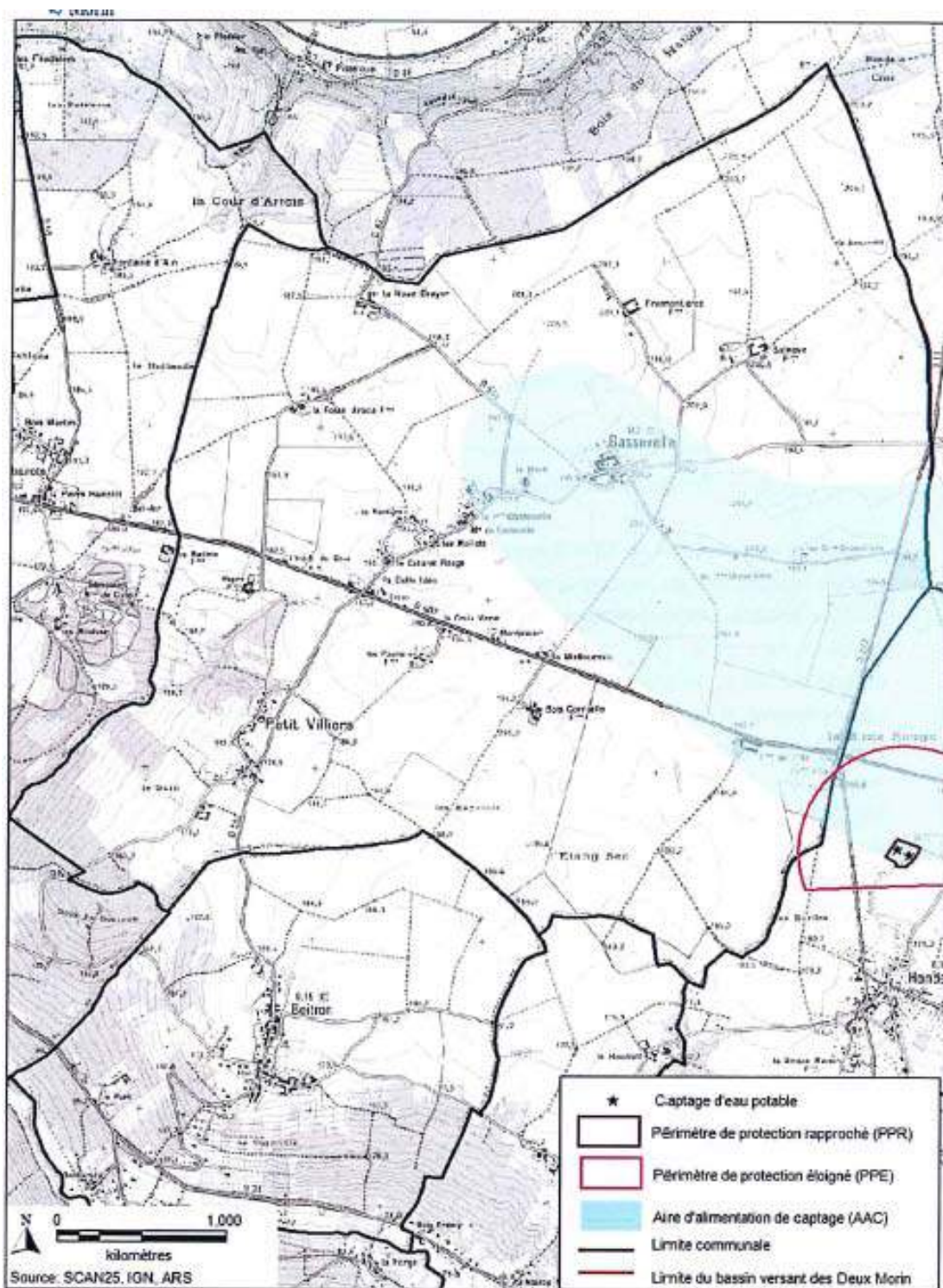
II.5.2.1 LE RESEAU D'EAU POTABLE

La commune de BASSEVELLE ne possède pas de captage d'eau potable sur son territoire, ni de réservoir d'eau potable.

Le syndicat mixte de distribution d'eau potable de la Vallée du Petit MORIN assure la desserte en eau potable sur le territoire de BASSEVELLE depuis le captage de HONDEVILLIERS. La nappe exploitée correspond aux calcaires de la BRIE dans la Nappe de CHAMPIGNY. Ce captage présente des concentrations élevées en nitrates et pesticides. Tous les hameaux de BASSEVELLE sont desservis en eau potable.

La commune de BASSEVELLE est dépendante du captage d'HONDEVILLIERS pour l'adduction en eau potable sur le territoire.

Si le captage d'HONDEVILLIERS est situé est dehors du territoire de BASSEVELLE, le périmètre éloigné, défini par Déclaration d'Utilité Publique du 05/12/1979, impacte l'Est de la commune de BASSEVELLE.



II.5.2.2 LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT

La commune de BASSEVELLE a délégué sa compétence en matière d'Assainissement à la Communauté d'Agglomérations COULOMMIERS PAYS DE BRIE.



Assainissement pluvial :

Il est resté compétence communale, à l'exception des études de zonage. Le débit de ruissellement restitué après l'aménagement ne devra pas être supérieur à 1 à 2 l/s/ha lors d'une pluie de fréquence décennale.

Le plan de zonage d'assainissement relatif aux eaux usées a été approuvé le 25 juin 2008 par la Communauté de Communes du PAYS FERTOIS. Ce plan devra figurer dans les annexes du PLU et les prescriptions des zones d'assainissement devront être intégrées dans le règlement du PLU.

Assainissement collectif :

La commune de BASSEVELLE n'est pas raccordée à une station d'épuration. Cependant, dans le programme des travaux du Schéma Directeur d'Assainissement, il est envisagé à l'échéance de ce schéma, la création de deux unités de traitement des eaux usées sur le territoire communal (BOURG EGLISE et le Petit BASSEVELLE).

Un assainissement collectif est envisagé dans le zonage d'assainissement sur les hameaux de LA BELLE IDEE, CABARET ROUGE, LES MAILLOTS, LE PETIT BASSEVELLE et BOURG EGLISE.

Assainissement non collectif :

La commune de BASSEVELLE est totalement en assainissement non collectif.

Le nombre d'installations recensées par le service public d'assainissement non collectif du PAYS FERTOIS est de 139 (en 2011).

La commune de BASSEVELLE dispose d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), créé le 01/06/2006, par la Communauté de Communes du PAYS FERTOIS qui contrôle la conception et la réalisation de l'assainissement non collectif.

Les réseaux d'eau de BASSEVELLE se caractérisent par :

- une desserte de tous les hameaux, en eau potable depuis les captages d'HONDEVILLIERS
- un assainissement individuel sur le territoire et des projets d'assainissement collectif sur 5 hameaux.

II.5.2.3 LA DEFENSE INCENDIE

Au-delà de la proximité immédiate de la RD407, le réseau d'eau potable de la commune de BASSEVELLE, n'est pas à même de fournir le débit réglementaire de 60 m³/h.

Cependant les mares ont été aménagées « réserves contre l'incendie » dans les hameaux de FROMENTIERES, FONTAINE LAISNES et BOIS CORNAILLE, ainsi qu'une citerne enterrée de 120 m³ dans le hameau LE PETIT BASSEVELLE, sont des sources d'eau accessibles par les engins de pompiers pour assurer la défense incendie.

II.5.2.4 LA STATION D'EPURATION

La commune de BASSEVELLE n'est pas raccordée à une unité de traitement des eaux usées. Cependant, dans le programme des travaux du Schéma Directeur d'Assainissement, il est envisagé à l'échéance de ce schéma, la création de deux unités de traitement des eaux sur le territoire communal (BOURG EGLISE et LE PETIT BASSEVELLE).



II.5.2.5 LA GESTION DES DECHETS

A l'échelle de l'intercommunalité

La commune de BASSEVELLE adhère à la Communauté d'Agglomérations COULOMMIERS PAYS DE BRIE, compétente en matière de déchets. Elle exerce exclusivement la compétence « enlèvement » puisqu'elle a délégué, à son tour, la compétence « traitement et valorisation des déchets » au Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères du Nord SEINE ET MARNE (SMITOM). Le ramassage est assuré par la société VEOLIA.

Ces déchets sont évacués au centre de traitement de MONTHYON géré par le groupe SOMOVAL, filiale du groupe VEOLIA Propreté.

Le PAYS FERTOIS dispose de deux déchetteries : une à JOUARRE et une à SAACY-SUR-MARNE.

Les habitants de BASSEVELLE sont invités à se rendre à la déchetterie de SAACY-SUR-MARNE pour y déposer leurs déchets.

A l'échelle de la commune

Sur le territoire de BASSEVELLE, les ordures ménagères sont collectées, une fois par semaine, le mercredi.

Sur le territoire de BASSEVELLE, la collecte sélective s'effectue une semaine sur deux, le lundi.



TROISIEME PARTIE : LES SERVITUDES, LES CONTRAINTES ET LES RISQUES



I. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

(Illustration : Carte de synthèse des servitudes)

Toutes les servitudes grevant le territoire communal de BASSEVELLE ont été répertoriées dans le Porter à Connaissance transmis par le Préfet.

L'ensemble de ces éléments, ainsi que les informations jugées utiles à l'élaboration du PLU, ont été reportés dans un document annexe intitulé "servitudes d'utilité publique". Les plans et fiches techniques des servitudes complètent l'annexe.

Le territoire de BASSEVELLE est concerné par les 3 servitudes d'utilité publique suivantes :

Fiche	Intitulé de la servitude
AS1	Protection des eaux potables et minérales
EL7	Alignement des voies nationales, départementales et communales
I3	Canalisations de distribution et transport de gaz

I.1 PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

Le Sud-Est du territoire de BASSEVELLE est concerné par un périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable d'HONDEVILLIERS, par Déclaration d'Utilité Publique en date du 05/12/1979 et classé prioritaire au titre du Grenelle de l'environnement en 2009.

Le périmètre de protection devra être reporté sur le plan de servitudes qui figure dans les annexes du présent PLU.

I.2 ALIGNEMENTS DES VOIES

Le territoire de BASSEVELLE comporte une servitude d'alignement sur la RD55E, au hameau de la NOUE BRAYER.

I.3 CANALISATION DE DISTRIBUTION ET DE TRANSPORT DE GAZ

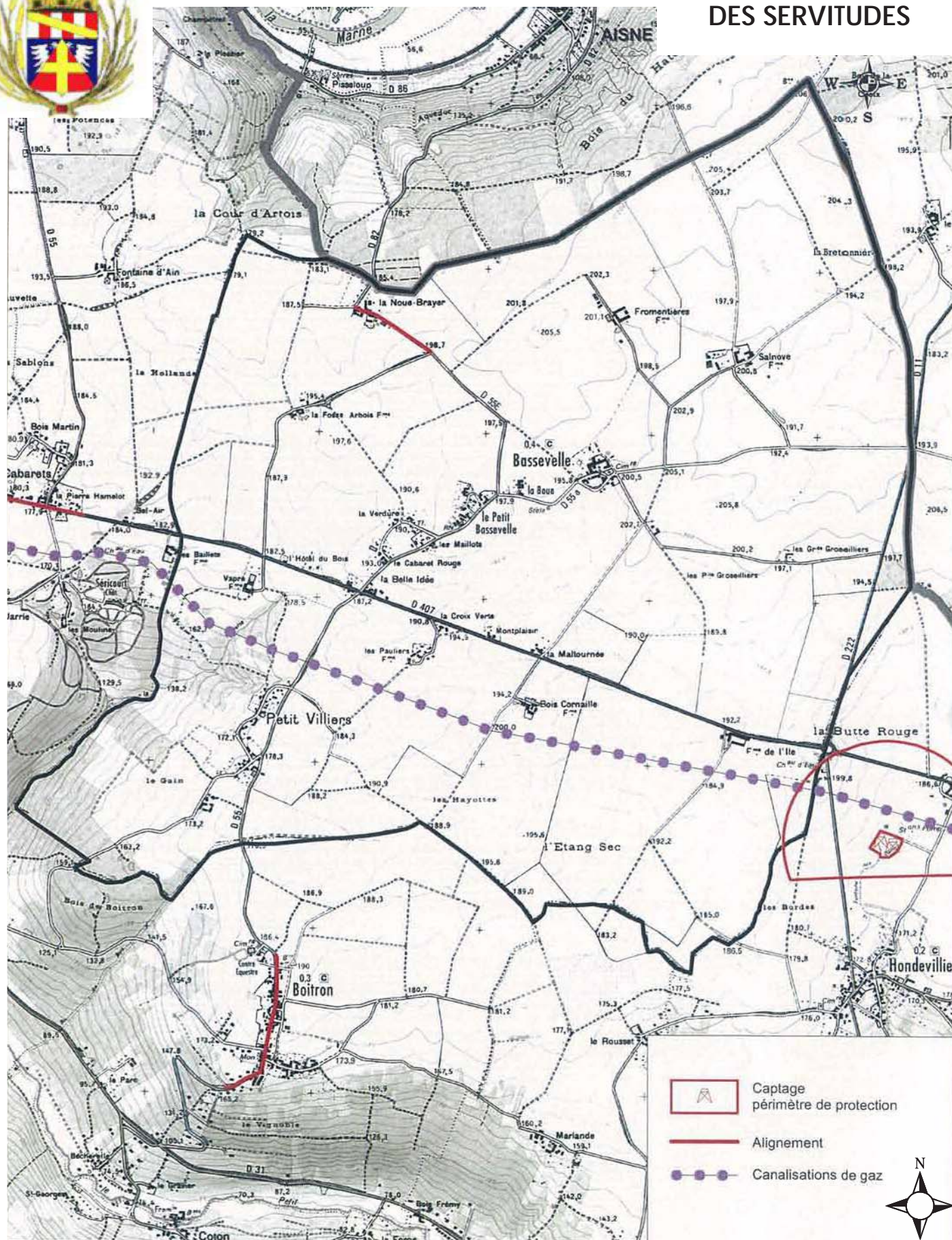
Le territoire de BASSEVELLE est concerné par un ouvrage de transport de matières dangereuses qui est susceptible d'avoir une incidence sur des projets de construction situés à proximité (arrêté du 04/08/2006)

Une fiche d'information relative aux risques présentés par cette canalisation de transport de matières dangereuses figure dans les annexes du présent PLU.

Le tracé de la canalisation devra être reporté sur le plan de servitudes qui figure dans les annexes du présent PLU.



CARTE DE SYNTHESES DES SERVITUDES





II. LES CONTRAINTES ET LES RISQUES

(Illustration : Carte de synthèse des contraintes et des risques)

En plus des servitudes d'utilité publique exposées ci-dessus, le territoire de BASSEVELLE comporte les contraintes et les risques suivants :

II.1 LES CONTRAINTES

Type	Contraintes
ZNIEFF	ZNIEFF de type 1 : « Alentours du ru de la FONDERIE »
	ZNIEFF de type 2 : « Petit MORIN »
Boisements	Lisière de protection de 50 mètres autour du Bois de BOITRON et du Bois de l'église.
Bruit	Classement acoustique de la RD407
Développement urbain	Voies soumises à l'article L111-1-4 : RD407
L'archéologie préventive	Sur tout le territoire communal : application de l'archéologie préventive.

II.1.1 LES ZNIEFF

La commune de BASSEVELLE est concernée par deux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique :

- ZNIEFF de type 1 : « Alentours du ru de la FONDERIE »
- ZNIEFF de type 2 : « Petit MORIN »

Les documents graphiques du PLU devront identifier cette ZNIEFF par un zonage approprié.

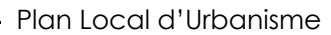
II.1.2 LES BOISEMENTS

Le territoire de BASSEVELLE recèle des espaces boisés appartenant à des entités boisées de plus de 100 hectares :

- Le Bois de BOITRON
- Le Bois de L'EGLISE (DARBIS)

Les lisières de ces massifs, identifiés sur la carte des contraintes et des risques, devront être protégées de toute urbanisation dans une bande de 50 mètres en dehors des sites urbains constitués.

Des bandes de protection de 50 mètres correspondant à ces lisières devront être inscrites dans les documents graphiques, ainsi qu'une trame de protection en Espace Boisé Classé.





L'inconstructibilité qui frappe ces espaces ne s'appliquera pas là où des règles, fixées dans le PLU et motivées en fonction des spécificités locales, garantiront une urbanisation de qualité au regard des nuisances, de la sécurité, de l'architecture, de l'urbanisme et des paysages.

II.1.5 L'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Sur l'ensemble du territoire de BASSEVELLE, les prescriptions de la loi du 27.09.1941 relative à la découverte fortuite à caractère archéologique sont applicables. Les dispositions de la loi n°80-532 du 15.07.1980 protègent les terrains contenant des vestiges archéologiques ; à ce titre, la loi n°2001-44 du 17.01.2001, la loi n°2006-707 du 01.08.2003 ainsi que le décret n°2004-490 du 03.06.2004 relatifs à l'archéologie préventive sont à prendre en compte.

Le périmètre de prescriptions archéologique devra être reporté, à titre d'information, dans les documents graphiques des annexes.

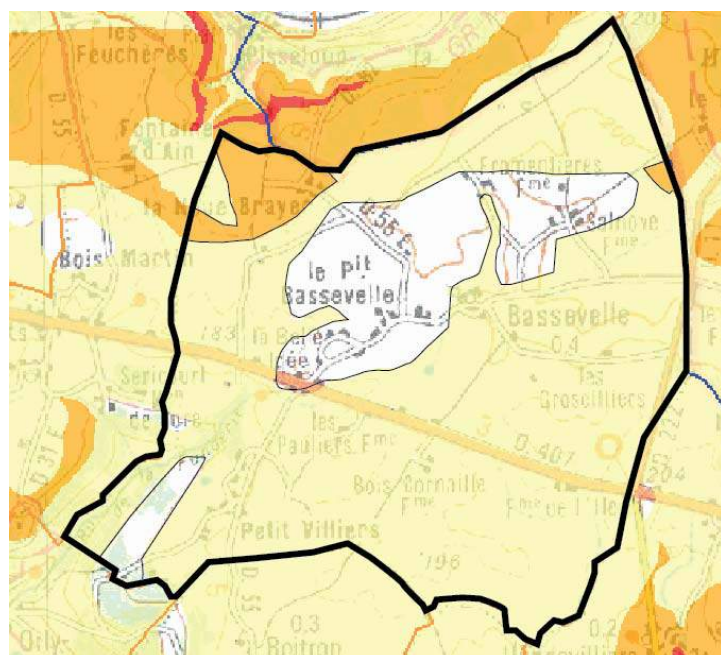
II.2 LES RISQUES

Type	Risques
Argiles	Le risque d'Aléas lié au retrait-gonflement des argiles.

La commune de BASSEVELLE est concernée par un risque de mouvement de terrain lié au **retrait-gonflement des argiles**.

Si ce risque de retrait gonflement est faible sur la grande majorité du territoire, le hameau de la Noue Brayer est situé dans une zone d'aléa moyen.

Le risque moyen de retrait gonflement des argiles dans le Nord-Ouest du territoire devra être mentionné à titre d'information dans les annexes du PLU.



Légende des argiles

-  Argiles
-  Aléa fort
-  Aléa moyen
-  Aléa faible
-  Aléa à priori nul
-  Argiles non réalisé

Source : <http://www.argiles.fr/>



III. LES CONCLUSIONS DE L'ANALYSE DES SERVITUDES, DES CONTRAINTES ET DES RISQUES LIES AU TERRITOIRE

Le territoire de BASSEVELLE se caractérise par :

- 3 servitudes d'utilité publique présentant de faibles impacts sur le territoire,
- Des contraintes environnementales liées à la présence de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de types 1 et 2,
- Des bandes de protection de 50 mètres de la lisière des massifs forestiers de plus de 100 ha,
- Une zone de bruit liée au trafic de la RD407,
- Une prescription d'archéologie préventive sur tout le territoire,
- Des risques d'Aléas faibles et moyens liés au retrait-gonflement des argiles.



QUATRIEME PARTIE : LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD



I. LES OBJECTIFS RETENUS POUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

I.1 LES OBJECTIFS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Pour répondre aux besoins identifiés au travers du diagnostic, la municipalité de BASSEVELLE a souhaité établir une stratégie politique qui repose sur les 4 grandes orientations suivantes :

- 1- Renforcer le niveau d'équipement**
- 2- Préserver les espaces naturels et agricoles**
- 3- Maitriser le développement du territoire**
- 4- Favoriser le développement économique local.**

I.2 LES CHOIX DES OBJECTIFS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Afin de **renforcer le niveau d'équipement**, la municipalité souhaite renforcer la défense incendie dans les hameaux de LA NOUE BRAYER, LA FOSSE ARBOIS et LA BELLE IDEE. Dans une vision à long terme, pour la réalisation d'un nouveau parking à proximité de l'église, la municipalité désire réserver un nouvel espace communal dédié à cet équipement.

Pour répondre aux besoins des plus jeunes, la municipalité envisage le développement des activités sportives, à proximité de l'équipement scolaire du hameau du PETIT BASSEVELLE. Afin de favoriser les échanges inter-hameaux, des nouvelles liaisons douces seront créées dans l'emprise des espaces publics, entre la mairie et l'église (LE PETIT BASSEVELLE et le BOURG EGLISE).

Afin de **protéger l'exutoire naturel du territoire**, le Rû de la FONDERIE fera l'objet d'une attention particulière, tout comme les zones naturelles sensibles. Afin de préserver la qualité agronomique du sol et des boisements, les terres agricoles seront préservées ainsi que les massifs boisés. La consommation de nouvelles surfaces agricoles sera limitée à 1.1 hectare.

Afin de **maitriser le développement de son territoire**, la municipalité a pour objectif d'atteindre un seuil de population de 400 habitants minimum, soit une augmentation de la population de 94 habitants environ à l'horizon 2030.

Afin de **maintenir l'identité des hameaux** et densifier les dents creuses du tissu urbain, l'accueil des populations nouvelles et l'accueil de 36 logements supplémentaires se feront uniquement en densification du tissu urbain existant et dans les hameaux qui pourraient bénéficier d'un assainissement collectif tels que BOURG EGLISE, LE PETIT BASSEVELLE, LES MAILLOTS, LE CABARET ROUGE, LA BELLE IDEE. L'extension du tissu urbain sera limitée à 1.1 hectare de consommation de surfaces agricoles.

Afin de **favoriser le développement économique local**, la mise en place de fourreaux pour la fibre optique dans tous les travaux d'enfouissement des réseaux menés sur le territoire, permettra le développement des communications numériques et du télétravail. Afin de répondre aux besoins des populations nouvelles, la municipalité permettra l'implantation de commerces dans le BOURG EGLISE, LE PETIT BASSEVELLE et LA BELLE IDEE et de petites activités artisanales dans certains hameaux. L'activité agricole étant très importante sur le territoire, la municipalité



s'attachera à se doter d'un document d'urbanisme pérennisant les fermes en activités.



II. LES OBJECTIFS RETENUS POUR L'ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

L'Orientation d'Aménagement et de Programmes (OAP) constitue la pièce n°3 du présent Plan Local d'Urbanisme (PLU). Elle contribue à faire le lien entre le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et le stade opérationnel du projet d'aménagement.

Le Plan Local d'Urbanisme de BASSEVELLE comporte **une seule Orientation d'Aménagement et de Programmation** qui correspond à l'Emplacement Réservé n°2, à destination de parking communal.

II.1 LE CONTEXTE ET LES ENJEUX

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation est située au Nord du hameau de Bourg Eglise, le long de la Rue de l'Eglise. Son périmètre, reporté sur le plan de zonage, totalise 1750 m².

Le secteur est actuellement occupé par de l'herbe en friche et quelques arbres isolés. Cet espace a pour vocation actuelle, une pâture ponctuelle pour des chevaux. Le Mode d'Occupation des Sols de l'IAURIF de 2012, classe ce secteur en « Espaces ouverts artificialisés ».



Extrait : MOS-Ile de France 2012

- | | |
|--|--------------------------------------|
| | 1 Forêts |
| | 2 Milieux semi-naturels |
| | 3 Espaces agricoles |
| | 4 Eau |
| Espaces agricoles, forestiers et naturels | |
| | 5 Espaces ouverts artificialisés |
| Espaces ouverts artificialisés | |
| | 6 Habitat individuel |
| | 7 Habitat collectif |
| | 8 Activités |
| | 9 Equipements |
| | 10 Transports |
| | 11 Carrières, décharges et chantiers |



Périmètre de l'OAP

Le secteur de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation est cerné :

- à l'Est, par une ferme en activité,
- au Sud, par la Rue de l'église et de l'habitat ancien,
- à l'Ouest, par un espace naturel et une mare à préserver,
- au Nord, par un espace naturel, d'herbes et de friches.



Le secteur de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation ne comporte :

- aucune construction (hormis un mur de clôture)
- aucune servitude d'utilité publique.
- aucune contrainte environnementale,
- aucun risque majeur,
- aucun enjeu paysagé issu de la trame verte du territoire.

II.2 LES OBJECTIFS DE LA PROGRAMMATION DE L'ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Afin de répondre à l'objectif n°1 du PADD : « Renforcer le niveau d'équipement », le secteur de l'OAP est couvert par un emplacement réservé (ER2) inscrit au plan de zonage, au bénéfice de la commune.

Afin de répondre aux besoins en stationnement liés à la présence de l'église et du cimetière, dans un hameau, au tissu urbain dense avec peu d'espace public, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation a pour destination la réalisation d'un parking communal avec une capacité minimale de 70 places de stationnement.

Afin de préserver le paysage urbain, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation impose le maintien du mur en pierres existant, implanté le long de la rue de l'église.

Afin de préserver la qualité paysagère, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation impose le maintien des arbres existants, implantés le long de la rue de l'église.

Afin de faciliter l'insertion paysagère des stationnements futurs, tout en préservant les vues sur l'église, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation impose la plantation de minimum 8 arbres de type prunus à feuilles pourpre.

Afin de créer une transition paysagère des vues lointaines sur le hameau, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation impose la plantation de haies d'essences variées, d'une hauteur de 2 mètres environ, sur sa frange Nord et Ouest.

Afin de répondre aux besoins de la mixité fonctionnelle, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation impose la réalisation de minimum 2 places de stationnement pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

Afin de préserver la qualité environnementale, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation a été délimitée à une distance de 25 mètres environ, de la mare à préserver, située à l'Ouest du périmètre du futur parking communal.

Afin de limiter les impacts sur l'environnement proche, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation impose que l'aménagement du secteur soit réalisé avec des matériaux perméables, permettant l'infiltration des eaux pluviales in situ.

Afin d'assurer une bonne desserte du secteur par la rue de l'église, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation impose l'accès au parking communal



depuis l'ouverture existante dans la clôture, de manière à préserver au maximum le mur en pierres.

Afin de conférer au secteur, un aménagement de qualité, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation comporte un schéma d'aménagement qui précise :

- la localisation du mur existant à préserver,
- l'accès au parking communal à créer,
- le principe de haie végétale à planter,
- le principe d'arbres à planter.



CINQUIEME PARTIE : JUSTIFICATION DU ZONAGE ET DU REGLEMENT



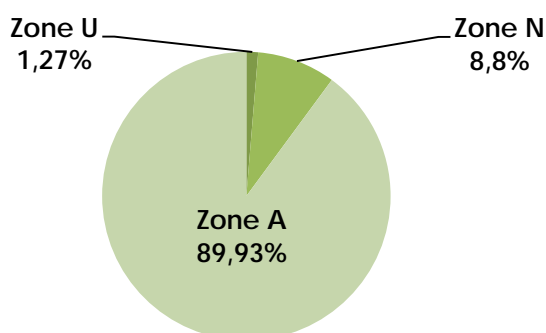
I. LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES LIMITES DES ZONES

Le territoire de BASSEVELLE est couvert par un document graphique nommé « plan de zonage » qui constitue la pièce n°4 du présent PLU.

Le plan de zonage découpe le territoire en trois zones distinctes :

- la zone urbaine dite zone « U »
- la zone naturelle dite zone « N »
- la zone agricole dite zone « A »

Répartition des zones sur l'ensemble du territoire de BASSEVELLE



I.1 LA ZONE URBAINE

Le territoire de BASSEVELLE comporte 3 zones urbaines distinctes (UA, UB et UC) dans lesquelles les capacités des équipements publics collectifs existants ou en cours de réalisation permettent d'autoriser immédiatement des constructions.

La zone urbaine de BASSEVELLE a pour vocation l'accueil d'environ 10 logements supplémentaires en densification du tissu urbain.

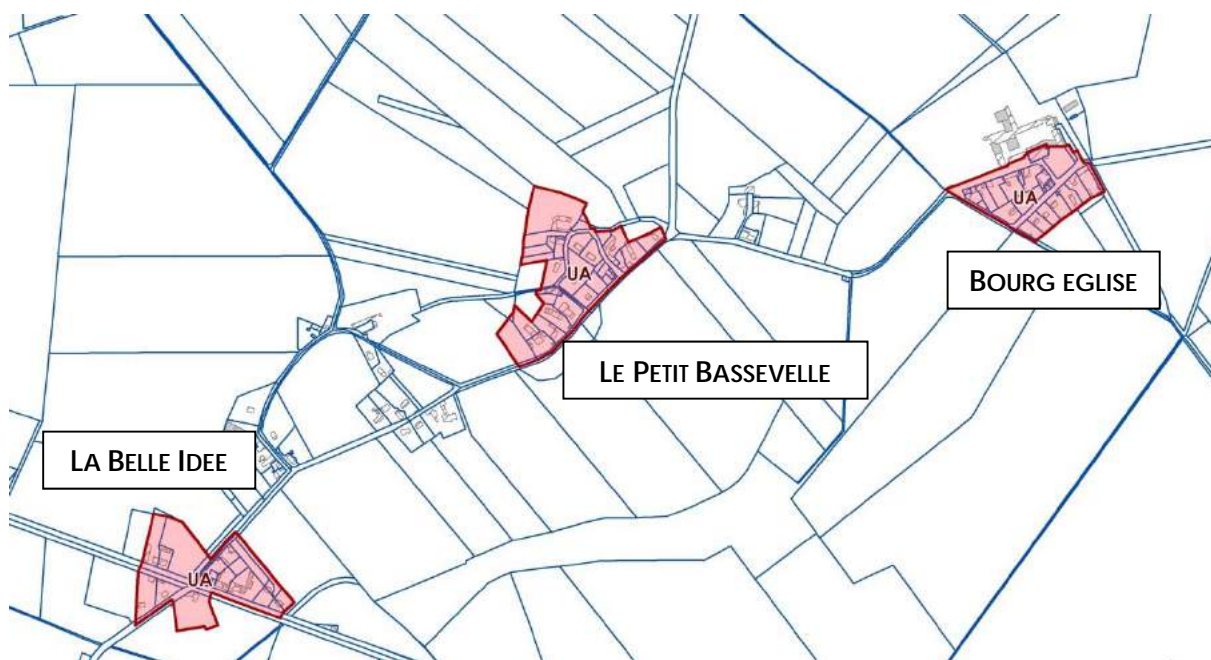
Les zones urbaines vont permettre la création de nouveaux logements qui permettront d'avoir un parcours résidentiel sur la commune. Des logements diversifiés viendront densifier le village et les hameaux, les projets d'équipements, de services, de commerces, d'artisanat et de bureau pourront s'établir.

L'ensemble de la zone urbaine (UA, UB et UC) totalise une superficie de 22.3 hectares, soit 1.27 % du territoire de BASSEVELLE.

I.1.1 LA ZONE UA

La zone UA correspond au tissu urbain ancien traditionnel de BASSEVELLE, dans LA BELLE IDEE, BOURG EGLISE, LE PETIT BASSEVELLE. Elle comporte des équipements publics existants d'une capacité suffisante pour desservir les constructions futures.

La délimitation de la zone UA a été faite en prenant en compte l'occupation actuelle du sol, en se limitant aux usages et dans le respect du parcellaire existant.



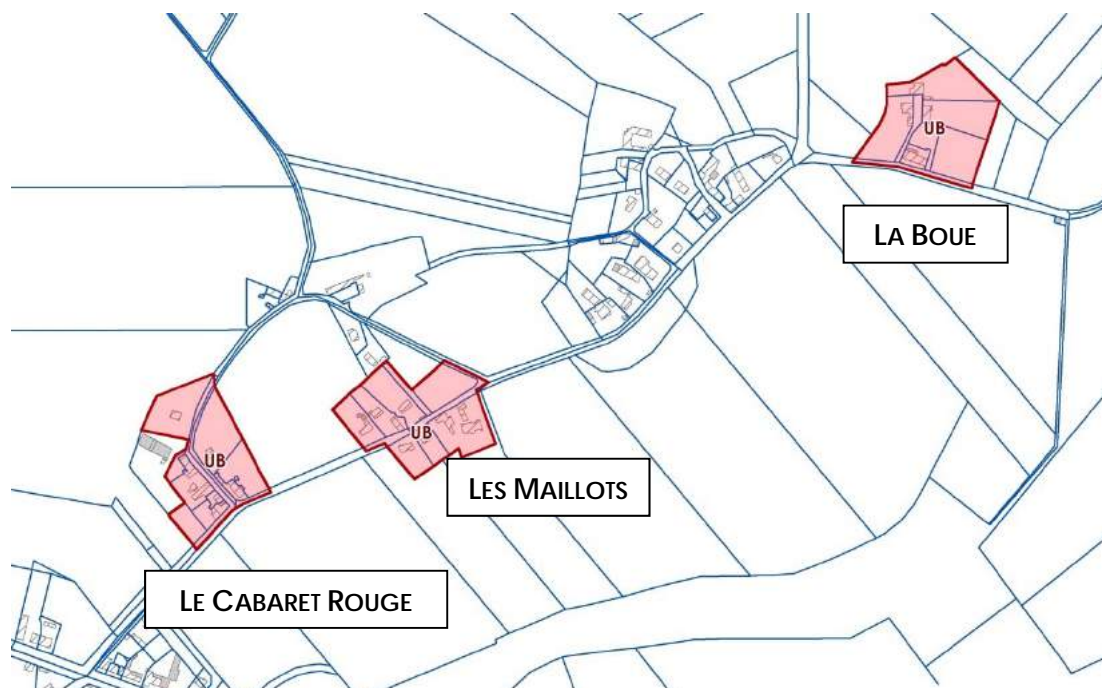
La zone UA est concernée par l'application de l'archéologie préventive et des Espaces Boisés Classés.

La zone UA totalise une superficie de 9.1 hectares, soit 40.8% des zones urbaines.

I.1.2 LA ZONE UB

La zone UB correspond au tissu urbain traditionnel de BASSEVELLE, dans les hameaux de LA BOUE, LE CABARET ROUGE et LES MAILLOTS.

La délimitation de la zone UB a été faite en prenant en compte l'occupation actuelle du sol, en se limitant aux usages et dans le respect du parcellaire existant. Seule la parcelle YC35 du hameau LE CABARET ROUGE, constitue une extension de la superficie urbanisée de référence (1000 m²).





La zone UB est concernée par l'application de l'archéologie préventive.

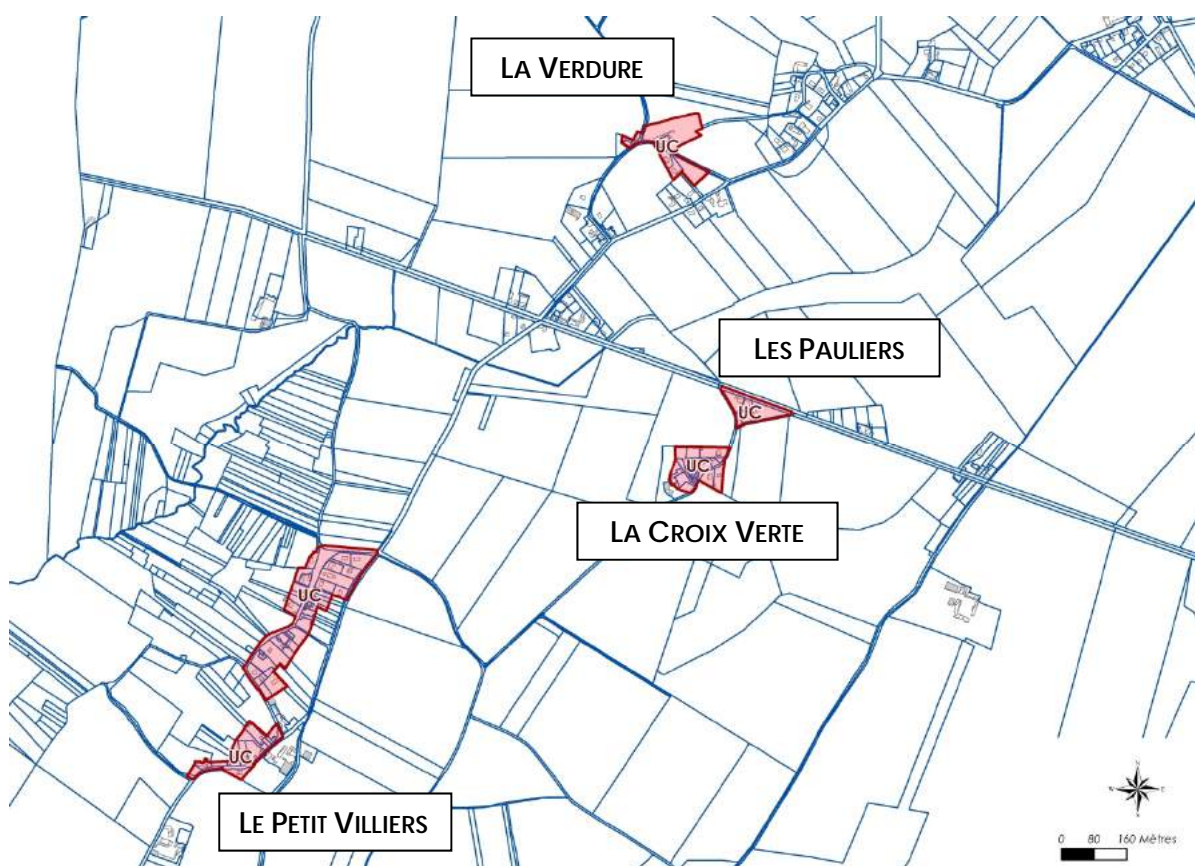
La zone UB totalise une superficie de 4.7 hectares, soit 21.1% des zones urbaines.

I.1.3 LA ZONE UC

La zone UC correspond au tissu urbain dispersé de BASSEVELLE, dans les hameaux de LA CROIX VERTE, LES PAULIERS, LE PETIT VILLIERS et LA VERDURE.

La délimitation de la zone UC a été faite en prenant en compte l'occupation actuelle du sol, en se limitant aux usages et dans le respect du parcellaire existant. La zone UC est concernée par l'application de l'archéologie préventive.

La zone UC totalise une superficie de 8.5 hectares, soit 38.1% des zones urbaines.



I.2 LA ZONE AGRICOLE

La zone agricole correspond à des terres équipées ou non, protégées en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique.

La zone agricole couvre la majeure partie du territoire. Elle comporte des fermes isolées et les hameaux suivants : LE BOIS CORNAILLE, LA FOSSE ARBOIS, FROMENTIERES, L'ILE, LES MOUSSEUX, LA NOUE BRAYER, SALNOVE et VAPRE.

La zone agricole comporte deux secteurs spécifiques :



- Ah, correspondant à des constructions isolées situées au cœur du plateau agricole et qui n'ont plus de lien avec l'activité agricole ou forestière. Le secteur Ah couvre les hameaux de LA CROISELOTTE, LES GRANDS GROSEILLIERS, L'HOTEL DU BOIS, LA MALTOURNEE, MONTPLAISIR et LA NOUE BRAYER.

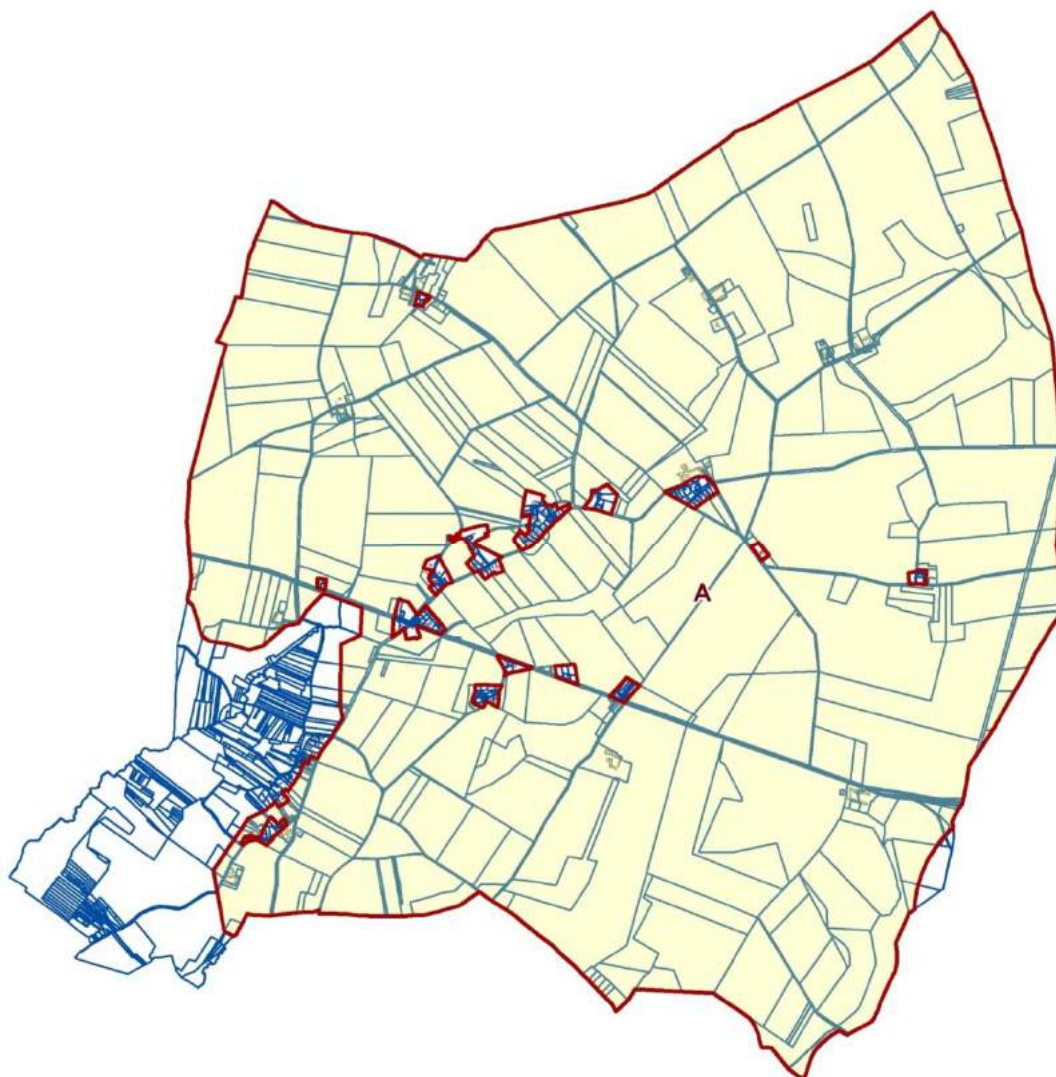
Le secteur Ah représente une superficie de 3.3 hectares, soit 0.21% de la zone agricole.

- Ac, correspondant à un périmètre éloigné de protection du captage d'eau potable d'HONDEVILLIERS.

Le secteur Ac représente une superficie de 3.65 hectares, soit 0.23% de la zone agricole.

La zone agricole est concernée par :

- l'application de l'archéologie préventive,
- des zones humides identifiées au SAGE des deux MORIN,
- une bande d'inconstructibilité le long de la RD407,
- une canalisation souterraine de gaz,
- une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).



La zone agricole totalise une superficie de 1 577.47 hectares (dont 3.3 hectares de secteur Ah et 3.65 hectares de secteur Ac), soit 90.05 % du territoire de BASSEVELLE.



I.3 LA ZONE NATURELLE

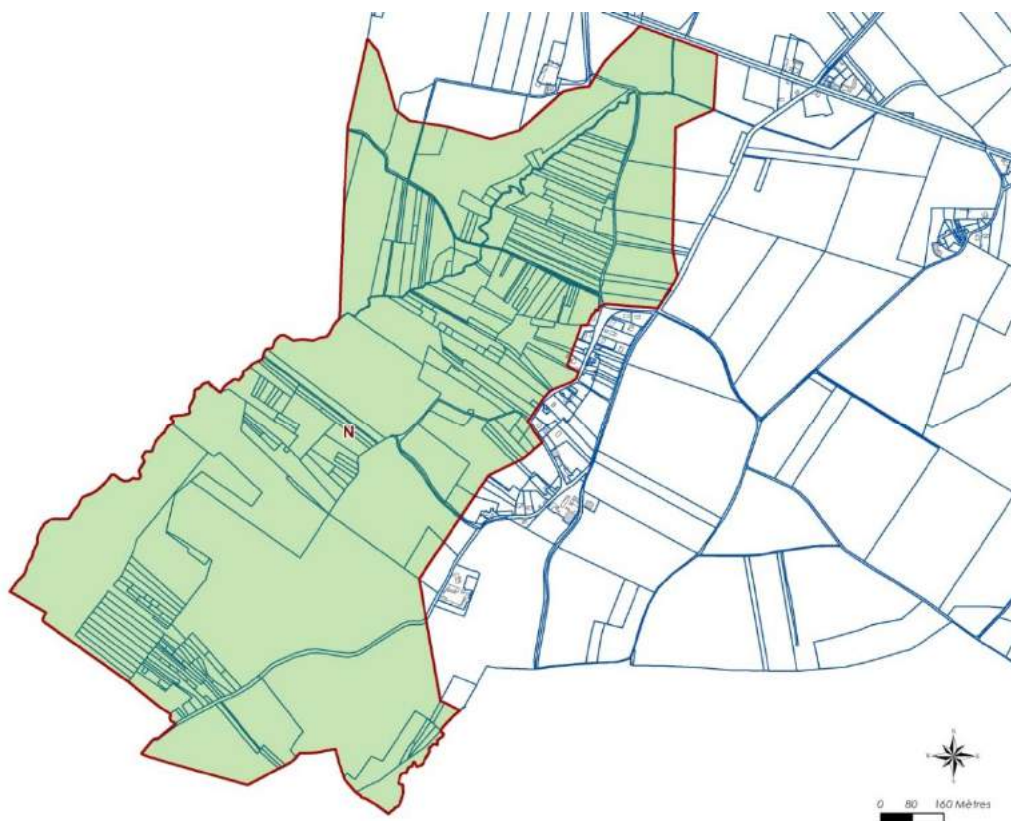
Le territoire de BASSEVELLE comporte une zone naturelle correspondant à des terres équipées ou non, protégées en raison soit de leur qualité, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique, écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La délimitation de la zone N a été faite en prenant en compte :

- les espaces les plus sensibles du territoire (dont la Vallée du PETIT MORIN, le réservoir de biodiversité et le Ru de la FONDERIE).
- les principaux espaces boisés,
- les zones humides identifiées du SAGE.

La zone N est concernée par :

- l'application de l'archéologie préventive.
- des espaces boisés classés,
- des zones humides identifiées au SAGE.
- une bande d'in constructibilité le long de la RD407,
- une canalisation souterraine de gaz.
- des lisières de protection des massifs boisés de plus de 100 hectares.



La zone naturelle totalise une superficie de 151.9 hectares, soit 8.7 % du territoire de BASSEVELLE.



I.4 LES MENTIONS GRAPHIQUES DU PLAN DE ZONAGE

Le territoire de BASSEVELLE est couvert par un document graphique nommé « plan de zonage » qui constitue la pièce n°4 du présent PLU.

Le plan de zonage du territoire comporte les représentations graphiques correspondant à :

- des emplacements réservés pour la réalisation d'équipements et d'ouvrages publics pour lesquels s'appliquent les dispositions de l'article L151-41 du Code de l'Urbanisme, qui sont repérés sur le plan de zonage. La liste des Emplacements Réservés avec l'indication de la destination et du bénéficiaire, figure dans la légende du plan de zonage ;
- des espaces boisés, à conserver ou à créer, classés en application de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme qui sont repérés sur le plan de zonage ; Les coupes et abattages d'arbres dans ces espaces sont soumis à autorisation.
- Des mares à préserver pour la préservation, le maintien et la remise en état des continuités écologiques, au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.
- Des arbres remarquables à préserver pour la préservation, le maintien et la remise en état des continuités écologiques, au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme,
- des bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme.
- Des lisières de protection des massifs boisés de plus de 100 hectares.

I.4.1 LES EMBLEMENTS RESERVES

En application du 1^{er} article du L.151-41 du code de l'urbanisme, le plan de zonage identifie des emplacements réservés. Ces derniers sont repérés sur le plan de zonage par un indice ER numéroté de 1 à 2. Ces deux emplacements réservés totalisent 1 hectare d'extension de la superficie urbanisée de référence.

Au bénéfice de la commune de BASSEVELLE, ces emplacements réservés permettent, à la municipalité d'atteindre l'objectif de **renforcer le niveau d'équipement** inscrit au PADD.

Leur superficie, leur destinataire et leur bénéficiaire sont définis dans le tableau ci-dessous :

N°	Désignation	Bénéficiaire	Superficie
1	Equipement sportif de plein air	Commune	8250 m ²
2	Parking communal	Commune	1 750 m ²

I.4.2 LES ESPACES BOISES CLASSES

En application de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme et afin de « préserver les espaces naturels et agricoles » (objectif du PADD), la municipalité a identifié sur le plan de zonage des espaces boisés classés à conserver, à protéger ou à créer. Ces derniers ont été délimités sur la base d'un orthophotoplan datée de 2013.



Ils couvrent les grands massifs boisés qui sont en partie sur les communes riveraines, au Sud-Est du territoire tels que :

- Le Bois de l'EGLISE,
- Le Bois de BOITRON.

Les mesures de conservation et de protection sont conditionnées dans l'article 13 du règlement de la zone agricoles et de la zone naturelle dans lesquelles les espaces boisés classés sont situés (sont soumis à autorisation les coupes et abattages d'arbres au sein de ces espaces boisés classés, hormis le cas d'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts).

La totalité des espaces boisés classés couvre une superficie de 58,78 hectares, soit 3.36 % du territoire.

I.4.3 LES MARES A PRESERVER

En application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme et afin de « préserver les espaces naturels et agricoles » (objectif du PADD), la municipalité a reporté sur le plan de zonage les mares à préserver qui ont été identifiées par la commune et SEINE ET MARNE Environnement.

Le règlement comporte à l'article 6 des zones A et Ah, des dispositions assurant la préservation des mares identifiées. En effet, un retrait minimal de 5 mètres des mares à préserver est imposé pour toute implantation de constructions nouvelles.

I.4.4 LES ARBRES REMARQUABLES A PRESERVER

En application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme et afin de « préserver les espaces naturels et agricoles » (objectif du PADD), la municipalité a reporté sur le plan de zonage deux arbres remarquables, à protéger, situés dans des propriétés privées. Leur abattage éventuel est soumis à déclaration préalable. Ces arbres sont situés près de la mare de FONTAINE LAISNE et dans le hameau des GRANDS GROSEILLIERS.



Chêne : Près de FONTAINE LAISNE



Houx des GRANDS GROSEILLIERS



I.4.5 LES BATIMENTS AGRICOLES POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN CHANGEMENT DE DESTINATION

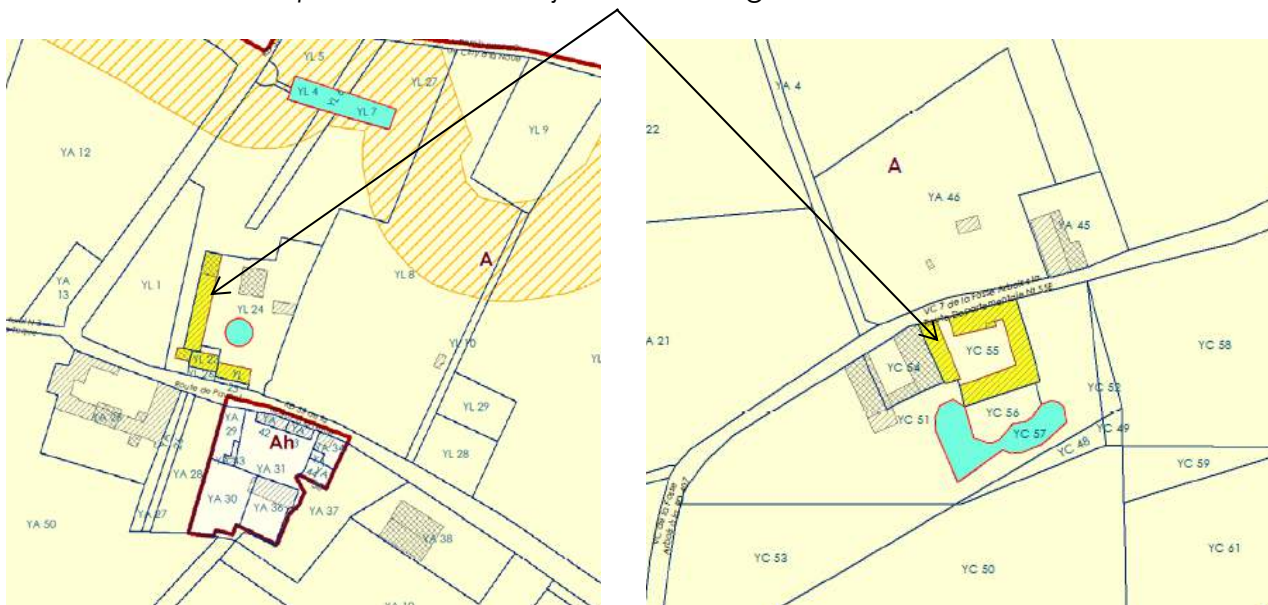
En application de l'article L151-11 du code de l'urbanisme, le plan de zonage du PLU désigne, en zone agricole (A), des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination à vocation d'habitat et/ou d'hébergement, dans la limite de 150 m² de Superficie de Plancher à condition qu'ils s'inscrivent dans la volumétrie des bâtiments existants.

Le règlement limite les surfaces réhabilitées au sein des bâtiments désignés de manière à ne pas compromettre l'activité agricole et à augmenter les rejets des eaux usées liées à la présence humaine.

Les bâtiments existants, répertoriés sur le plan de zonage comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination correspondent à du bâti ancien qui n'a plus de vocation agricole et qui est situé dans les lieux dits de :

- la NOUE BRAYER,
- la FOSSE ARBOIS.

Bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination



LA NOUE BRAYER



LA FOSSE ARBOIS



I.4.6 LES LISIERES DE PROTECTION DES MASSIFS BOISES

Le territoire de BASSEVELLE recèle des espaces boisés appartenant à des entités boisées de plus de 100 hectares, situées au Sud-Ouest, telles que :

- Le bois de BOITRON,
- Le bois de L'EGLISE (DARBIS)

Le territoire est également bordé par le bois du HATOIS, situé au Nord de la commune de BASSEVELLE, sur la commune de PAVANT.

Afin de préserver les lisières forestières des bois de BOITRON, de L'EGLISE et du HATOIS, le plan de zonage comporte une lisière de protection de 50 mètres, dans laquelle aucune construction n'est autorisée.

II. LES CHOIX RETENUS POUR LA REDACTION DU REGLEMENT

II.1 LA METHODOLOGIE

La délibération d'élaboration du PLU ayant été prise par le Conseil Municipal, en date du 25/10/2011, le Conseil Municipal de BASSEVELLE a rédigé un règlement sous la forme précédente au décret n°2015-1783 du 28/12/2015 relatif à la « Modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme », comme lui permet la loi.

Le règlement est décomposé en deux chapitres :

- Dispositions applicables aux zones urbaines,
- Dispositions applicables aux zones naturelles.

Les chapitres sont composés de différentes zones qui comportent chacune seize articles. Les illustrations figurant dans les articles, sont une aide à la compréhension de la réglementation, mais n'ont pas de valeur contractuelle

Le règlement est complété par une annexe comportant :

- Lexique national d'urbanisme
- Palette de nuances (source : architecte du CAUE 77)
- Liste des espèces invasives à interdire

II.2 LES ZONES URBAINES

II.2.1 R123-10-1

La dérogation aux dispositions de l'article R123-10-1 du code de l'urbanisme : « Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le plan local d'urbanisme sont appréciées au regard de l'ensemble du projet, sauf si le règlement de ce plan s'y oppose » se justifie par la préservation d'un parcellaire rural ancien, en adéquation avec les spécificités urbaines (centre bourg et hameaux), paysagères et morphologiques (plateau agricole, vallée boisée).



Ainsi, les règles édictées aux articles 6, 7 et 8 du règlement du PLU sont appréciées au regard de chaque nouvelle parcelle, qu'elle soit issue par exemple d'une simple division ou d'un permis d'aménager groupé ou encore d'un groupe d'habitation. Le règlement des zones urbaines et des zones à urbaniser du PLU impose que les règles édictées par le plan local d'urbanisme soient appréciées au regard de chaque nouvelle parcelle.

De ce fait il n'y aura pas d'écart entre les secteurs aménagés au coup par coup ou sous forme de permis de construire individuel sur les parcelles de petites tailles et ceux réalisant l'aménagement sous forme de constructions ou de permis d'aménager ou de permis groupé réalisés sur des parcelles de grandes tailles ou des groupes de parcelles. Ces dispositions permettront donc de garder les spécificités urbaines telles que l'implantation des constructions par rapport aux limites foncières et à la voie, ou par rapport aux espaces bâtis et aux espaces ouverts.

II.2.2 LA ZONE UA

Au vu des caractéristiques de la zone UA, observées au sein du diagnostic, et des objectifs de densification, décrits au sein du PADD, le règlement interdit la construction d'artisanat de plus de 300 m² de Surface de Plancher, d'entrepôt de plus de 200 m² de Surface de Plancher, d'activité industrielle, d'exploitation agricole ou forestière et de sous-sols.

Afin de s'assurer d'une desserte urbaine de qualité, le règlement impose pour toutes les voies nouvelles, une largeur minimum de 8 mètres d'emprise.

Afin de permettre les demi-tours des véhicules de sécurité, d'incendie et de ramassage des ordures ménagères, le règlement impose la réalisation d'une aire de retournement, à l'extrémité des voies en impasse de plus de 15 mètres linéaires.

Afin de faciliter les nouvelles entrées/sorties des unités foncières, le règlement impose une implantation des portails avec un retrait minimum de 5 mètres de la limite de propriété avec l'emprise publique ou privée.

Afin de ne pas accroître les risques liés aux entrées/sorties depuis les voies départementales (au trafic important), le règlement interdit la création de tout nouveau accès (pour la desserte des unités foncières) depuis la RD55 et la RD407.

Afin de préserver la morphologie urbaine du village et des hameaux, les constructions doivent s'implanter dans une bande graphique représentée sur les plans de zonage. Cette bande est dessinée avec un retrait de 10 mètres depuis les l'emprise publique ou privée et dans une profondeur de 20 mètres maximum depuis ce retrait. Cette bande constructible permet une densification modérée du tissu urbain, dans le respect de la sécurité des accès et du paysage urbain.

Afin de prendre en compte le bâti existant, des extensions en deçà et au-delà de la bande graphique peuvent être réalisées.

Afin de préserver des vues sur le grand paysage de plateau, les fronts bâtis sont interdits. Cependant, un retrait minimum de 2.5 mètres des constructions depuis les limites séparatives est règlementé, pour permettre une densification modérée du tissu urbain. Afin de préserver les vues des constructions, les unes depuis les autres, le retrait d'implantation est augmenté à 4 mètres minimum en cas de façade comportant au moins une ouverture.



Afin de faciliter l'intégration et l'implantation des installations et des équipements futures, le règlement permet une implantation de ces derniers à l'alignement des voies ou avec un retrait minimum d'1 mètre.

Afin de permettre l'implantations de plusieurs constructions sur une même unité foncière, le règlement impose un retrait de 6 mètres minimum entre deux constructions et 4 mètres minimum entre une construction et une annexe.

Afin de favoriser la densité urbaine, l'emprise au sol de toutes les constructions est autorisée jusqu'à 40% de l'unité foncière, annexes comprises.

Afin que les constructions futures s'inscrivent dans la volumétrie urbaine existante, la hauteur des constructions est limitée à 9 mètres mesurée depuis le sol naturel jusqu'au faitage.

Afin de limiter l'impact visuel dans le paysage urbain, des constructions couvertes par un toit-terrasse, le règlement limite leur hauteur à 6 mètres du sol naturel à l'acrotère.

Afin de limiter le détournement de l'occupation des annexes, la hauteur de ces dernières est limitée à 3 mètres mesurés du terrain naturel à l'égout du toit.

Afin de garantir une bonne intégration des constructions nouvelles, les règles relatives à la qualité urbaine et architecturale s'imposent à toutes les destinations autorisées.

Afin de préserver un caractère local des aspects extérieurs des constructions, le règlement impose une coloration des menuiseries blanche ou conforme à la palette chromatique de référence (réalisée par le CAUE77) située en annexe.

Afin que les constructions nouvelles puissent s'intégrer dans le paysage urbain, le règlement impose des pentes de toit comprises en 35 et 45°, couvertes par des matériaux de teinte et d'aspect similaires à de la tuile vieillie. Si les toits terrasses sont autorisés, ils doivent être végétalisés ou accueillir des panneaux photovoltaïques.

Afin que les annexes aient le même niveau de qualité que la construction principale, les toitures à pentes devront également être couvertes par des matériaux de teinte et d'aspect similaires à de la tuile vieillie.

Afin de respecter les caractéristiques architecturales briardes, le règlement fait référence à la palette chromatique du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de SEINE ET MARNE (CAUE77), pour la couleur des façades, même en bois.

Afin de constituer un front bâti à l'alignement de l'espace public, les clôtures sur rue doivent être composées de murs ou de murets surmontés d'une grille à clairevoie. En cas de parcelle en angle de rues, cette typologie de clôture ne s'applique qu'à la rue principale d'accès. Les clôtures sur les autres limites peuvent être également composées d'un mur plein ou d'un treillis grillagé. Le règlement limite la hauteur de toutes les clôtures à 2 mètres maximum.

Afin de préserver l'espace public du stationnement résidentiel, le règlement impose de manière différenciée, la réalisation de places au sein de chaque unité foncière,



en fonction de la destination des constructions. Si 3 places de stationnement sont imposées par tranche de 100 m² de Surface de Plancher, pour un logement, 4 places sont imposées par tranche de 100 m² de SP pour le commerce et l'artisanat.

Afin d'inciter les déplacements domicile-travail en vélo, le règlement impose aux activités de bureau, de commerce et d'artisanat, l'aménagement d'1 place de stationnement minimum pour cycle par tranche de 50 m² de Surface de Plancher.

Afin de préserver des espaces perméables, le règlement impose un minimum de 30% d'espaces verts au sein des unités foncières. Le règlement interdit la plantation d'espèces invasives listées en annexe.

II.2.3 LA ZONE UB

Au vu des caractéristiques de la zone UB, observées au sein du diagnostic, et des objectifs d'accueil de nouveaux logements, décrits au sein du PADD, le règlement interdit uniquement la construction d'artisanat de plus de 300 m² de Superficie de Plancher, d'entrepôt de plus de 200 m² de Surface de Plancher, d'activité industrielle, d'exploitation agricole ou forestière, de commerce et de sous-sols.

Afin de s'assurer d'une desserte urbaine de qualité, le règlement impose pour toutes les voies nouvelles, une largeur minimum de 8 mètres d'emprise.

Afin de permettre les demi-tours des véhicules de sécurité, d'incendie et de ramassage des ordures ménagères, le règlement impose la réalisation d'une aire de retournement, à l'extrémité des voies en impasse de plus de 15 mètres linéaires.

Afin de faciliter les nouvelles entrées/sorties des unités foncières, le règlement impose une implantation des portails avec un retrait minimum de 5 mètres de la limite de propriété avec l'emprise publique ou privée.

Afin de préserver la morphologie urbaine du village et des hameaux, les constructions doivent s'implanter dans une bande graphique représentée sur les plans de zonage. Cette bande est dessinée avec un retrait de 10 mètres depuis les l'emprise publique ou privée et dans une profondeur de 20 mètres maximum depuis ce retrait. Cette bande constructible permet une densification modérée du tissu urbain, dans le respect de la sécurité des accès et du paysage urbain.

Afin de prendre en compte le bâti existant, des extensions en deçà et au-delà de la bande graphique peuvent être réalisées.

Afin de préserver des coupures visuelles entre les constructions, tout en permettant une densification contenue, un retrait minimum de 4 mètres est imposé pour l'implantation des constructions depuis les limites séparatives.

Afin de faciliter l'intégration et l'implantation des installations et des équipements futures, le règlement permet une implantation de ces derniers à l'alignement des voies ou avec un retrait minimum d'1 mètre.

Afin de permettre l'implantations de plusieurs constructions sur une même unité foncière, le règlement impose un retrait de 6 mètres minimum entre deux constructions et 4 mètres entre une construction et une annexe.



Afin de répondre aux besoins en logements de la population et préserver des espaces verts au sein des lots, l'emprise au sol de toutes les constructions est autorisée jusqu'à 30% de l'unité foncière, annexes comprises.

Afin que les constructions futures s'inscrivent dans la volumétrie urbaine existante, la hauteur des constructions est limitée à 9 mètres mesurée depuis le sol naturel jusqu'au faitage.

Afin de limiter l'impact visuel dans le paysage urbain, des constructions couvertes par un toit-terrasse, le règlement limite leur hauteur à 6 mètres du sol naturel à l'acrotère.

Afin de limiter le détournement de l'occupation des annexes, la hauteur de ces dernières est limitée à 3 mètres mesurés du terrain naturel à l'égout du toit.

Afin de garantir une bonne intégration des constructions nouvelles, les règles relatives à la qualité urbaine et architecturale s'imposent à toutes les destinations autorisées.

Afin de préserver un caractère local des aspects extérieurs des constructions, le règlement impose une coloration des menuiseries blanche ou conforme à la palette chromatique de référence (réalisée par le CAUE77) située en annexe.

Afin que les constructions nouvelles puissent s'intégrer dans le paysage urbain, le règlement impose des pentes de toit comprises en 35 et 45°, couvertes par des matériaux de teinte et d'aspect similaires à de la tuile vieillie. Si les toits terrasses sont autorisés, ils doivent être végétalisés ou accueillir des panneaux photovoltaïques.

Afin que les annexes aient le même niveau de qualité que la construction principale, les toitures à pentes devront également être couvertes par des matériaux de teinte et d'aspect similaires à de la tuile vieillie.

Afin de respecter les caractéristiques architecturales briardes, le règlement fait référence à la palette chromatique du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de SEINE ET MARNE (CAUE77), pour la couleur des façades, même en bois.

Afin de constituer un front bâti à l'alignement de l'espace public, les clôtures sur rue doivent être composées de murs ou de murets surmontés d'une grille à clairevoie. En cas de parcelle en angle de rues, cette typologie de clôture ne s'applique qu'à la rue principale d'accès. Les clôtures sur les autres limites peuvent être également composées d'un mur plein ou d'un treillis grillagé. Le règlement limite la hauteur de toutes les clôtures à 2 mètres maximum.

Afin de préserver l'espace public du stationnement résidentiel, le règlement impose de manière différenciée, la réalisation de places au sein de chaque unité foncière, en fonction de la destination des constructions. Si 3 places de stationnement sont imposées par tranche de 100 m² de Surface de Plancher, pour un logement, 4 places sont imposées par tranche de 100 m² de SP pour l'artisanat.

Afin d'inciter les déplacements domicile-travail en vélo, le règlement impose aux activités de bureau et d'artisanat, l'aménagement d'1 place de stationnement minimum pour cycle par tranche de 50 m² de Surface de Plancher.



Afin de préserver des espaces perméables, le règlement impose un minimum de 40% d'espaces verts au sein des unités foncières. Le règlement interdit la plantation d'espèces invasives listées en annexe.

II.2.4 LA ZONE UC

Au vu des caractéristiques de la zone UC, observées au sein du diagnostic, et des objectifs de préservation des hameaux éloignés, le règlement interdit la construction d'artisanat de plus de 300 m² de Surface de Plancher, d'entrepôt de plus de 300 m² de Surface de Plancher, d'activité industrielle, d'exploitation agricole ou forestière, de commerce et de sous-sols.

Afin de s'assurer d'une desserte urbaine de qualité, le règlement impose pour toutes les voies nouvelles, une largeur minimum de 8 mètres d'emprise.

Afin de permettre les demi-tours des véhicules de sécurité, d'incendie et de ramassage des ordures ménagères, le règlement impose la réalisation d'une aire de retournement, à l'extrémité des voies en impasse de plus de 15 mètres linéaires.

Afin de faciliter les nouvelles entrées/sorties des unités foncières, le règlement impose une implantation des portails avec un retrait minimum de 5 mètres de la limite de propriété avec l'emprise publique ou privée.

Afin de ne pas accroître les risques liés aux entrées/sorties depuis les voies départementales (au trafic important), le règlement interdit la création de tout nouveau accès (pour la desserte des unités foncières) depuis la RD55 et la RD407.

Afin de préserver la morphologie urbaine du village et des hameaux, les constructions doivent s'implanter dans une bande graphique représentée sur les plans de zonage. Cette bande est dessinée avec un retrait de 10 mètres depuis les l'emprise publique ou privée et dans une profondeur de 20 mètres maximum depuis ce retrait. Cette bande constructible permet une densification modérée du tissu urbain, dans le respect de la sécurité des accès et du paysage urbain

Afin de prendre en compte le bâti existant, des extensions en deçà et au-delà de la bande graphique peuvent être réalisées.

Afin de maintenir un tissu urbain aéré de hameaux éloignés, un retrait minimum de 6 mètres minimum est imposé pour l'implantation des constructions depuis les limites séparatives.

Afin de faciliter l'intégration et l'implantation des installations et des équipements futures, le règlement permet une implantation de ces derniers à l'alignement des voies ou avec un retrait minimum d'1 mètre.

Afin de permettre l'implantations de plusieurs constructions sur une même unité foncière, le règlement impose un retrait de 6 mètres entre toutes les constructions.

Afin de préserver des espaces verts perméables au sein des lots, l'emprise au sol de toutes les constructions est limitée à 20% de l'unité foncière, annexes comprises.

Afin que les constructions futures s'inscrivent dans la volumétrie urbaine existante, la hauteur des constructions est limitée à 9 mètres mesurée depuis le sol naturel jusqu'au faitage.



Afin de limiter l'impact visuel dans le paysage urbain, des constructions couvertes par un toit-terrasse, le règlement limite leur hauteur à 6 mètres du sol naturel à l'acrotère.

Afin de limiter le détournement de l'occupation des annexes, la hauteur de ces dernières est limitée à 3 mètres mesurés du terrain naturel à l'égout du toit.

Afin de garantir une bonne intégration des constructions nouvelles, les règles relatives à la qualité urbaine et architecturale s'imposent à toutes les destinations autorisées.

Afin de préserver un caractère local des aspects extérieurs des constructions, le règlement impose une coloration des menuiseries blanche ou conforme à la palette chromatique de référence (réalisée par le CAUE77) située en annexe.

Afin que les constructions nouvelles puissent s'intégrer dans le paysage urbain, le règlement impose des pentes de toit comprises en 35 et 45°, couvertes par des matériaux de teinte et d'aspect similaires à de la tuile vieillie. Si les toits terrasses sont autorisés, ils doivent être végétalisés ou accueillir des panneaux photovoltaïques.

Afin que les annexes aient le même niveau de qualité que la construction principale, les toitures à pentes devront également être couvertes par des matériaux de teinte et d'aspect similaires à de la tuile vieillie.

Afin de respecter les caractéristiques architecturales briardes, le règlement fait référence à la palette chromatique du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de SEINE ET MARNE (CAUE77), pour la couleur des façades, même en bois.

Afin de constituer un front bâti à l'alignement de l'espace public, les clôtures sur rue doivent être composées de murs ou de murets surmontés d'une grille à clairevoie. En cas de parcelle en angle de rues, cette typologie de clôture ne s'applique qu'à la rue principale d'accès. Les clôtures sur les autres limites peuvent être également composées d'un mur plein ou d'un treillis grillagé. Le règlement limite la hauteur de toutes les clôtures à 2 mètres maximum.

Afin de préserver l'espace public du stationnement résidentiel, le règlement impose de manière différenciée, la réalisation de places au sein de chaque unité foncière, en fonction de la destination des constructions. Si 3 places de stationnement sont imposées pour la tranche de 100 m² de Surface de Plancher, pour un logement, 4 places sont imposées par tranche de 100 m² de Surface de Plancher pour l'artisanat.

Afin d'inciter les déplacements domicile-travail en vélo, le règlement impose aux activités de bureau et d'artisanat, l'aménagement d'1 place de stationnement minimum pour cycle par tranche de 50 m² de Surface de Plancher.

Afin de préserver des espaces perméables et maintenir le caractère rural des hameaux isolés, le règlement impose un minimum de 60% d'espaces verts au sein des unités foncières. Le règlement interdit la plantation d'espèces invasives listées en annexe.



Afin de préserver les arbres remarquables repérés sur les plans de zonage, le règlement impose une déclaration préalable pour tout abattage éventuel.

II.3 LES ZONES AGRICOLES ET NATURELLES

II.3.1 LA ZONE A

Au vu des caractéristiques de la zone A, observées au sein du diagnostic, et des objectifs de préservation des espaces naturels et agricoles, inscrits au PADD, le règlement interdit toutes les constructions qui seraient de nature à entraver les fonctions principales liées à l'activité agricole et forestière.

Une réglementation spécifique a été rédigée pour :

- le secteur Ah, de manière à prendre en compte les constructions existantes, tout en limitant fortement leur densification ;
- le secteur Ac, de manière à renforcer la protection du captage d'eau potable de HONDEVILLIERS.

Dans l'ensemble de la zone A, le règlement conditionne les constructions à destination d'habitat à moins de 150 m² de Surface de Plancher et à être nécessaire à la surveillance et au gardiennage d'une exploitation agricole. Si les aménagements à destination d'habitat et/ou d'hébergement sont autorisés, ils doivent s'inscrire dans le volume des bâtiments existants, dans la limite de 150 m² de Surface de Plancher, répertoriés sur le plan de zonage comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination. Les installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation sont interdites, mais les ICPE soumises à déclaration ou à enregistrement, sont autorisées à condition qu'elles ne génèrent pas un périmètre de protection affectant une zone U ou un secteur Ah.

Afin que le caractère humide à risque, du sous-sol soit pris en compte dans le PLU, le règlement interdit toutes les constructions en sous-sols.

Afin de préserver les zones humides avérées et/ou identifiées au SAGE des 2 MORIN effectivement avérées, reportées sur le plan de zonage, le règlement interdit sur une superficie de plus de 1000 m², tous travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des zones humides, l'urbanisation et l'imperméabilisation, les travaux de curage ou provoquant un tassement ou un ormiérage, le remblaiement ou le comblement, l'affouillement ou les exhaussements des sols et la création de puits.

Afin de préserver les massifs boisés de plus de 100 hectares, le règlement interdit toutes nouvelles constructions dans les bandes de lisière de 50 mètres reportées sur le plan de zonage.

Afin de ne pas accroître les nuisances sur les populations, le règlement interdit toutes constructions nouvelles dans la bande de bruit de 75 mètres mesurées depuis l'axe de la RD407.

Afin de ne pas accroître les risques liés aux entrées/sorties depuis les voies départementales (au trafic important), le règlement interdit la création de tout nouveau accès (pour la desserte des unités foncières) depuis la RD55 et la RD407.

Afin de sécuriser les manœuvres des entrées et sorties des engins agricoles, le règlement impose une implantation des constructions nouvelles avec un retrait minimum de 10 mètres, mesuré de la limite de propriété avec l'emprise publique ou privée.



Afin de préserver les cours d'eau, le règlement impose un retrait minimal des constructions de 6 mètres des berges du Ru de la FONDERIE.

Afin de préserver les zones urbaines des nuisances potentielles liées aux activités agricoles et forestières, le règlement impose une implantation de ces constructions avec un retrait minimum de 20 mètres de toutes limites de zones urbaines. Sur les autres limites séparatives, le retrait est diminué à 6 mètres minimum ou à l'alignement.

Afin de faciliter l'intégration et l'implantation des installations et des équipements futures, le règlement permet une implantation de ces derniers à l'alignement des voies ou avec un retrait minimum d'1 mètre.

Afin de limiter l'impact des constructions nouvelles à destination d'habitat dans le paysage de plateau, le règlement limite leurs hauteurs à 6 mètres au faitage.

Afin de limiter le détournement de l'occupation des annexes, la hauteur de ces dernières est limitée à 3 mètres mesurés du terrain naturel à l'égout du toit.

Afin de répondre aux besoins des activités agricoles et forestières, le règlement autorise leur hauteur jusqu'à 15 mètres.

Afin de garantir une bonne intégration des constructions nouvelles, les règles relatives à la qualité urbaine et architecturale s'imposent à toutes les destinations autorisées.

Afin de faciliter les usages agricoles, le règlement n'impose pas de typologies particulières de clôtures.

Afin de préserver les massifs boisés, le règlement impose soumis à autorisation, les coupes et abattages d'arbres au sein des Espaces Boisés Classés identifiés sur les plans de zonage.

Afin de préserver les arbres remarquables repérés sur les plans de zonage, le règlement impose une déclaration préalable pour tout abattage éventuel.

Dans le secteur Ah, le règlement n'autorise que la mutation du bâti existant à destination d'artisanat (dans la limite de 100 m² de surface de plancher), de bureau (dans la limite de 50 m² de surface de plancher) et d'habitat à condition de respecter les normes d'isolation phoniques en vigueur. Afin de ne pas favoriser la densification de ces ensembles bâtis dispersés sur le territoire et éloignés des principaux hameaux, le règlement ne permet pas de construction nouvelle et limite les extensions à destination d'habitat dans la limite de 20% de la superficie de l'emprise au sol de la construction existante à la date d'approbation du PLU.

Le caractère humide à risque, du sous-sol est pris en compte dans le PLU, avec un règlement qui interdit toutes les constructions en sous-sols.

Afin de ne pas accroître les risques liés aux entrées/sorties depuis les voies départementales (au trafic important), le règlement interdit la création de tout nouveau accès (pour la desserte des unités foncières) depuis la RD55 et la RD407.

Afin de sécuriser les manœuvres des entrées et sorties des engins agricoles, le règlement impose une implantation des constructions nouvelles avec un retrait minimum de 10 mètres, mesuré de la limite de propriété avec l'emprise publique ou privée.



Afin de limiter la densification de ces ensembles de bâtis isolés, le règlement impose une distance minimale de 6 mètres des limites séparatives et permet une implantation à l'alignement de l'extension autorisée.

Afin de faciliter l'intégration et l'implantation des installations et des équipements futures, le règlement permet une implantation de ces derniers à l'alignement des voies ou avec un retrait minimum d'1 mètre.

Afin de préserver la morphologie architecturale et préserver le paysage environnant, le règlement limite la hauteur des extensions autorisées, des constructions existantes, à 6 mètres au faitage.

Afin de garantir une bonne intégration des constructions nouvelles, les règles relatives à la qualité urbaine et architecturale s'imposent à toutes les destinations autorisées.

Afin que les constructions nouvelles puissent s'intégrer dans le paysage urbain, le règlement impose des pentes de toit comprises en 35 et 45°, couvertes par des matériaux de teinte et d'aspect similaires à de la tuile vieillie. Si les toits terrasses sont autorisés, ils doivent être végétalisés ou accueillir des panneaux photovoltaïques.

Afin de respecter les caractéristiques architecturales briardes, le règlement fait référence à la palette chromatique du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de SEINE ET MARNE (CAUE77), pour la couleur des façades, même en bois.

Si les murs pleins sont autorisés aussi bien à l'alignement des voies, que sur les limites séparatives, le règlement ne permet les grillages que sur les limites séparatives. Les murets surmontés d'une grille à clairevoie sont autorisés à l'alignement des voies. Afin de maintenir un paysage urbain homogène depuis l'espace public, le règlement limite la hauteur de toutes les clôtures à 2 mètres maximum.

Afin de préserver l'espace public du stationnement résidentiel, le règlement impose 3 places de stationnement par tranche de 100 m² de Superficie de Plancher, pour un logement.

Afin de préserver les arbres remarquables repérés sur les plans de zonage, le règlement impose une déclaration préalable pour tout abattage éventuel.

Dans le secteur Ac, afin de préserver les zones humides avérée et/ou identifiée au SAGE des 2 MORIN effectivement avérées, reportées sur le plan de zonage, le règlement interdit sur une superficie de plus de 1000 m², tous travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des zones humides, l'urbanisation et l'imperméabilisation, les travaux de curage ou provoquant un tassement ou un ormiérage, le remblaiement ou le comblement, l'affouillement ou les exhaussements des sols et la création de puits.

Afin de ne pas dénaturer la qualité des sols et des sous-sols, le règlement interdit les constructions en sous-sols, ainsi que tous les travaux et/ou aménagements entraînant des exhaussements et des affouillements du terrain naturel.



II.3.2 LA ZONE N

Au vu des caractéristiques de la zone N, observées au sein du diagnostic, et des objectifs de préservation des espaces naturels et agricoles, inscrits au PADD, le règlement interdit toutes les constructions qui seraient de nature à entraver la qualité des milieux naturels. C'est pourquoi le règlement interdit toutes les constructions hormis les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif.

Afin de préserver les massifs boisés de plus de 100 hectares, le règlement interdit toutes nouvelles constructions dans les bandes de lisière de 50 mètres reportées sur le plan de zonage.

Afin de préserver les zones humides avérée et/ou identifiée au SAGE des 2 MORIN effectivement avérées, reportées sur le plan de zonage, le règlement interdit sur une superficie de plus de 1000 m², tous travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des zones humides, l'urbanisation et l'imperméabilisation, les travaux de curage ou provoquant un tassement ou un ormiérage, le remblaiement ou le comblement, l'affouillement ou les exhaussements des sols et la création de puits.

Afin de ne pas dénaturer la qualité des sols et des sous-sols, le règlement interdit les constructions en sous-sols, ainsi que tous les travaux et/ou aménagements entraînant des exhaussements et des affouillements du terrain naturel.

Afin de sécuriser les entrées et sorties des engins agricoles, le règlement impose une implantation des constructions nouvelles avec un retrait minimum de 10 mètres, mesuré de la limite de propriété avec l'emprise publique ou privée.

Afin de ne pas accroître les nuisances sur les populations, le règlement interdit toutes constructions nouvelles dans la bande de bruit de 75 mètres mesurées depuis l'axe de la RD407.

Afin de protéger les mares à préserver, inscrites au plan de zonage, le règlement impose un retrait d'implantation minimal de 5 mètres des constructions.

Afin de limiter la détérioration de la qualité des eaux de surfaces, le règlement interdit toutes constructions dans une bande de 6 mètres mesurée depuis le Ru de la FONDERIE.

Afin de préserver des espaces ouverts sur le paysage de la vallée, le règlement impose un retrait minimal de 6 mètres des constructions par rapport aux limites séparatives. Seuls les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif peuvent être implantées à l'alignement des limites séparatives.

Afin de préserver les vues sur le paysage de la vallée, le règlement limite leurs hauteurs à 3.5 mètres à l'égout du toit, hormis pour les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif.

Afin de garantir une bonne intégration des constructions nouvelles, les règles relatives à la qualité urbaine et architecturale s'imposent à toutes les destinations autorisées.

Afin de faciliter les usages, le règlement n'impose pas de typologies particulières de clôtures, mais les limite à une hauteur de 2 mètres maximum.



Afin de préserver les massifs boisés, le règlement impose soumis à autorisation, les coupes et abattages d'arbres au sein des Espaces Boisés Classés identifiés sur les plans de zonage.



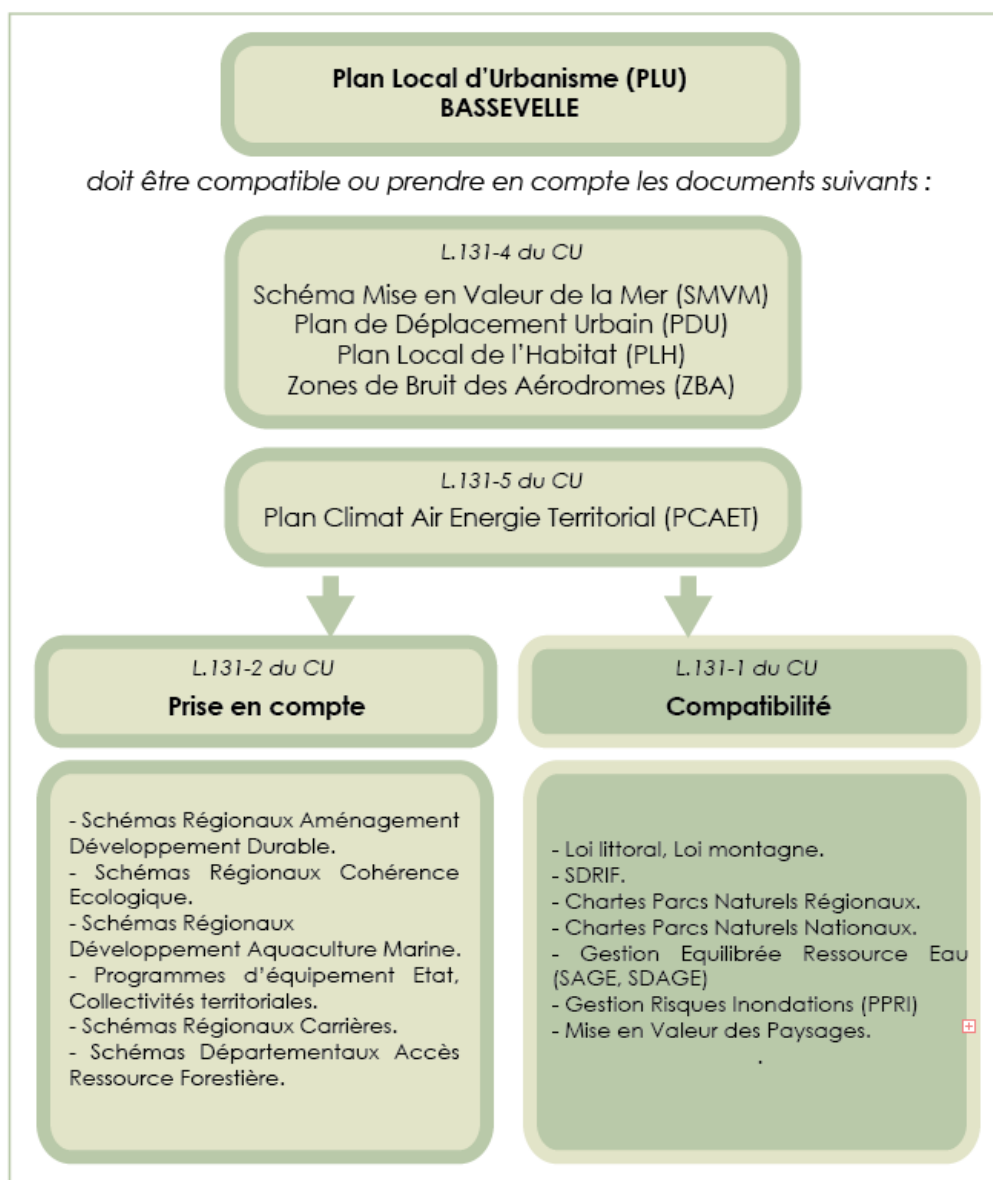
SIXIEME PARTIE : LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX



I. METHODOLOGIE

En application de l'article L131-4 du Code de l'Urbanisme (du 23/09/2015), les chapitres suivants démontrent :

- la compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de BASSEVELLE et
 - la prise en compte du Plan Local d'Urbanisme de BASSEVELLE
- avec les documents supra communaux répartis selon le schéma synoptique suivant :





II. LA COMPATIBILITE DU PLU

II.1 AVEC LE SCHEMA DE MISE EN VALEUR DE LA MER

Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par un Schéma de mise en valeur de la mer approuvé.

II.2 AVEC LE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS

La présente démonstration permet de décrire la compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de BASSEVELLE avec le Plan de Déplacement Urbain D'ILE DE FRANCE (PDUIF), approuvé par arrêté inter préfectoral du 19 juin 2014, au regard des quatre actions ayant un caractère prescriptif au sein des documents d'urbanisme telles que :

- donner la priorité aux transports en commun,
- réserver de l'espace pour le stationnement du vélo sur l'espace public,
- prévoir un espace dédié au stationnement dans les constructions nouvelles,
- limiter l'espace de stationnement dédié aux voitures particulières dans les bâtiments de bureaux.

Afin de donner la priorité aux transports en commun, des circulations piétonnes sont aménagées aux seins des principaux hameaux (LE PETIT BASSEVELLE, BOURG EGLISE, LA BELLE IDEE, LE PETIT VILLIERS et LA NOUE BRAYER) pour relier les secteurs d'habitat, vers les arrêts de bus.

Afin de permettre le développement des déplacements en cycles, la municipalité affiche au sein de son PADD, la volonté de créer de nouvelles liaisons douces entre la mairie et l'église (Le PETIT BASSEVELLE et le BOURG EGLISE).

Afin que le stationnement des véhicules n'entrave pas la circulation des transports en communs dans l'emprise des voies publiques, la municipalité affiche au sein de son règlement, la volonté d'imposer aux constructions nouvelles, l'aménagement de places de stationnement au sein des unités foncières, en fonction de la nature des destinations.

Afin d'inciter les déplacements en cycles au sein des zones urbaines, le règlement impose la réalisation de places de stationnement pour les cycles pour le commerce, le bureau et l'artisanat.

II.3 AVEC LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par un Programme Local de l'Habitat approuvé.

II.4 AVEC LES DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par des dispositions particulières de bruit des aérodrômes.



II.5 AVEC LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE

Le territoire de BASSEVELLE est concerné par le Plan Climat Energie de SEINE ET MARNE adopté le 28/09/2010. Ce Plan Climat revisite les modes de fonctionnement de la collectivité et vise également à mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire seine-et-marnais.

Le Plan Climat Énergie oriente l'action du Département vers 4 grands objectifs :

- 1- Réduire ses émissions de gaz à effet de serre (ou mitigation)
- 2- Lutter contre sa vulnérabilité énergétique,
- 3- Faire évoluer ses services et politiques pour renforcer le territoire et l'adapter aux impacts du changement climatique pour en atténuer les effets néfastes,
- 4- Partager ces objectifs avec les parties prenantes du territoire afin de les mobiliser et de les inciter à agir.

La dernière délibération relative au Plan climat, adoptée en séance du 27 juin 2014, comprend le plan d'actions 2014/2015 du Plan climat.

Le PLU de BASSEVELLE est compatible avec les grands objectifs du Plan Climat Energie de SEINE ET MARNE en :

- s'attachant à densifier le tissu urbain au plus près des équipements existants, afin de limiter les déplacements en véhicules polluants ;
- ne prévoyant pas d'extension du réseau viaire existant afin de ne pas accroître les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire.
- permettant l'implantation de bureaux au sein du tissu urbain, afin de faciliter le télétravail.

II.6 AVEC LA LOI LITTORAL ET LA LOI MONTAGNE

Au vu de sa situation géographique, le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par des dispositions de la Loi Littoral, ni de la Loi Montagne.

II.7 AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'ILE DE FRANCE

Depuis son rattachement à la Communauté d'Agglomération COULOMMIERS PAYS DE BRIE, depuis le 1^{er} janvier 2018 avec la fusion de la Communauté de Communes du PAYS FERTOIS et la Communauté de Communes du PAYS DE COULOMMIERS, le SCoT MARNE OURCQ n'est plus applicable sur le territoire de BASSEVELLE.

En l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé, le Plan Local d'Urbanisme de BASSEVELLE, doit être compatible avec le Schéma Directeur de la Région d'ILE-DE-FRANCE (L123-3 du Code de l'Urbanisme).

La présente démonstration permet de décrire la compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de BASSEVELLE avec le Schéma Directeur de la Région ILE DE FRANCE (SDRIF), approuvé le 27/12/2013 au regard des principaux piliers suivants :

- 2-Polariser et équilibrer,
- 3-Préserver et valoriser.

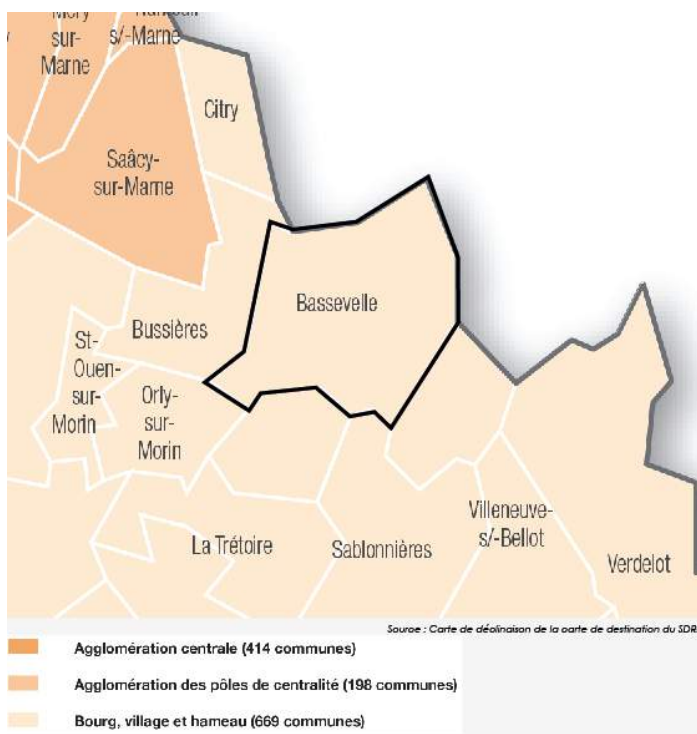


II.7.1 POLARISER ET EQUILIBRER

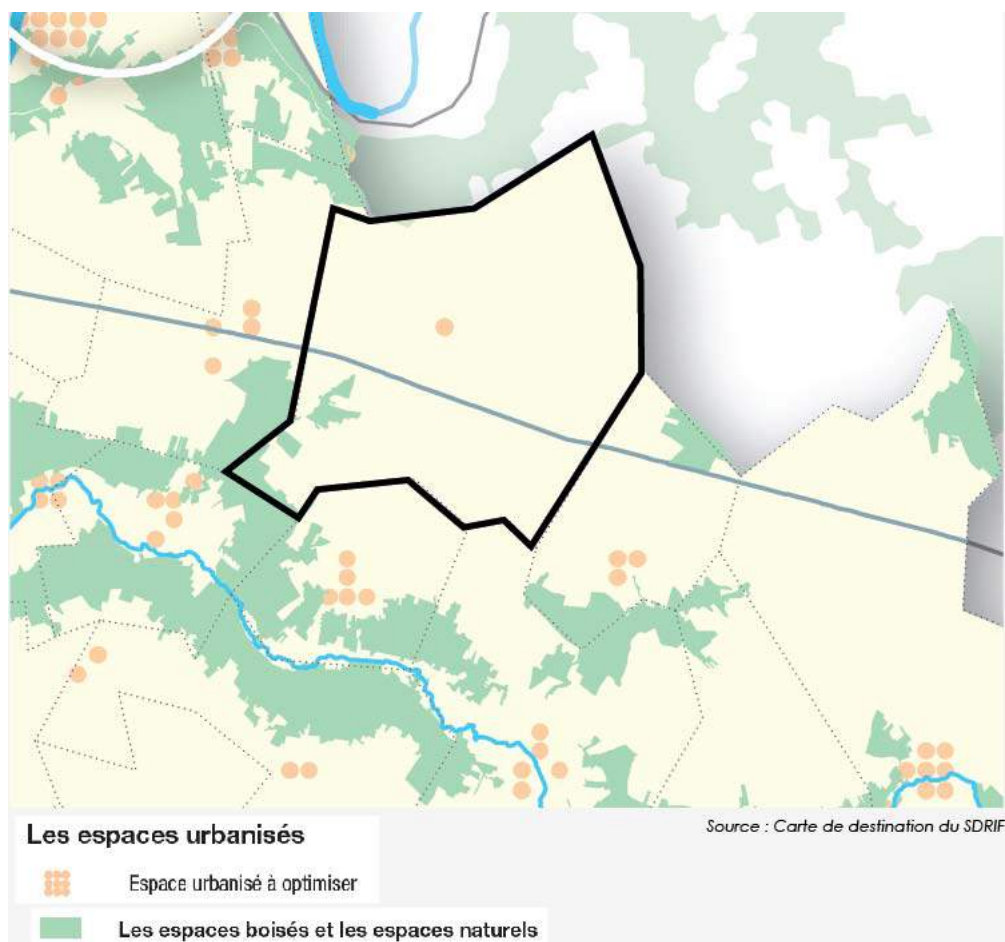
Sur la carte de déclinaison de destination du Schéma Directeur de la Région d'ILE-DE- FRANCE, le territoire de BASSEVELLE est classé en « village, bourg et hameau »

Sur le territoire de BASSEVELLE, le SDRIF prescrit des orientations communes telles que :

- La limitation de la consommation d'espaces agricoles, boisés et naturels ;
- La densification des espaces déjà urbanisés ;
- L'accroissement des capacités d'accueil en matière de population et d'emploi.



La carte de destination des sols du SDRIF définit sur le territoire de BASSEVELLE, 1 pastille d'« espaces urbanisés à optimiser », localisée dans le hameau LE PETIT BASSEVELLE. Aucune pastille n'est indiquée sur les autres hameaux de la commune.





Obligation du SDRIF : A l'horizon 2030, à l'échelle communale, le PLU de BASSEVELLE devra permettre d'accueillir dans le village, une augmentation minimale de 10% de la densité humaine et de la densité d'habitat.

II.7.1.1 CALCUL DE LA DENSITE HUMAINE DE REFERENCE SELON LE SDRIF

En prenant en compte la présence de 342 habitants sur le territoire de BASSEVELLE au recensement de 2013, ainsi que 60 emplois, sur une superficie urbanisée de référence de 48.38 hectares, la densité humaine de référence en 2012 est de **8.3 personnes par hectare**.

$(342 \text{ habitants} + 60 \text{ emplois}) / 48.38 \text{ hectares} = 8.3 \text{ personnes par hectare}$.

II.7.1.2 CALCUL D'UNE AUGMENTATION MINIMALE DE 10% DE LA DENSITE HUMAINE DE REFERENCE

La densité humaine de référence plus 10% est de **9.13 personnes par hectare**.

$8.3 + ((8.3 \text{ personnes par hectare} \times 10) / 100)$

Par conséquent, une augmentation de la densité humaine (9.13 pers/ha) soit une augmentation de 0.83 pers/ha sur 48.38 hectares soit 40 personnes environ.

Le PLU doit donc organiser l'accueil de 40 habitants ou emplois au minimum sur son territoire. Les 9 logements réalisés entre 2013 et 2017 ont déjà apportés sur le territoire 23 habitants (9 x 2.6 hab/lgt)



Afin de s'assurer d'atteindre une population totale de 400 habitants à l'horizon 2030, les élus ont inscrits dans le PADD, un objectif de **94 habitants supplémentaires**, au sein du tissu urbain existant. Avec 94 habitants supplémentaires, l'objectif minimal du SDRIF, d'augmentation de la densité humaine est bien respectée.

Ces personnes peuvent être des habitants et/ou des actifs venants exercer une activité quotidienne dans la commune.

Le hameau LE PETIT BASSEVELLE étant déjà très densifié, il ne pourra pas à lui seul accueillir ces personnes supplémentaires. Ces dernières seront donc réparties dans les hameaux les plus proches des infrastructures.

II.7.1.3 CALCUL DE LA DENSITE D'HABITAT DE REFERENCE UTILISEE SELON LE SDRIF

En prenant en compte la présence de 149 logements sur le territoire de BASSEVELLE au recensement de 2013 dans une superficie urbanisée de référence de 48.38 hectares, la densité d'habitat de référence en 2013 est de **3.3 logements par hectare**.

$(149 \text{ logements}) / 48.38 \text{ hectares} = 3.3 \text{ logements par hectare}$.

II.7.1.4 CALCUL D'UNE AUGMENTATION MINIMALE DE 10% DE LA DENSITE D'HABITAT DE REFERENCE

La densité d'habitat de référence plus 10% est de **3.63 logements par hectare**.

$3.3 + ((3.3 \text{ logements par hectare} \times 10) / 100)$



Par conséquent, pour obtenir une densité d'habitat de 3.63 lgt/ha, une augmentation de 0.33 lgt /ha sur 48.38 hectares est nécessaire, soit 16 logements environ.

L'augmentation de la densité d'habitat de 10% correspond à l'accueil de 16 logements supplémentaires à l'horizon 2030.



Afin de s'assurer d'atteindre une population totale de 400 habitants à l'horizon 2030, les élus ont inscrits dans le PADD, un objectif de **36 logements** supplémentaires, au sein du tissu urbain existant. Avec 36 logements supplémentaires, l'objectif minimal du SDRIF, d'augmentation de la densité d'habitat est bien respectée.

De 2013 à 2017, la commune recense la réalisation de 9 nouveaux logements, qui viennent en déduction des logements à réaliser à l'horizon 2030.

Les surfaces d'extension (1.1 ha) étant principalement dédiées à des emplacements réservés pour la création de nouveaux équipements, la densification d'habitat se fera uniquement en densification du tissu urbain, sous la forme de divisions de terrain, de réhabilitations de bâti ancien, de créations de lotissements et/ou de permis groupés.

II.7.1.5 POTENTIEL D'EXTENSION OFFERT PAR LES DISPOSITIONS DU SDRIF

Le SDRIF permet une extension du tissu urbain existant, à la date d'approbation du SDRIF (2013) de 5% de la superficie urbanisée de référence, des communes classées en « villages, bourgs et hameaux », à l'horizon 2030.

Calcul de la superficie urbanisée de référence du SDRIF

Selon la carte du Mode d'Occupation des Sols (MOS) de l'Institut d'Architecture et d'Urbanisme de la Région Ile de France (IAURIF), le territoire de BASSEVELLE, totalise **48.38 hectares** de superficie urbanisée de référence, comportant :

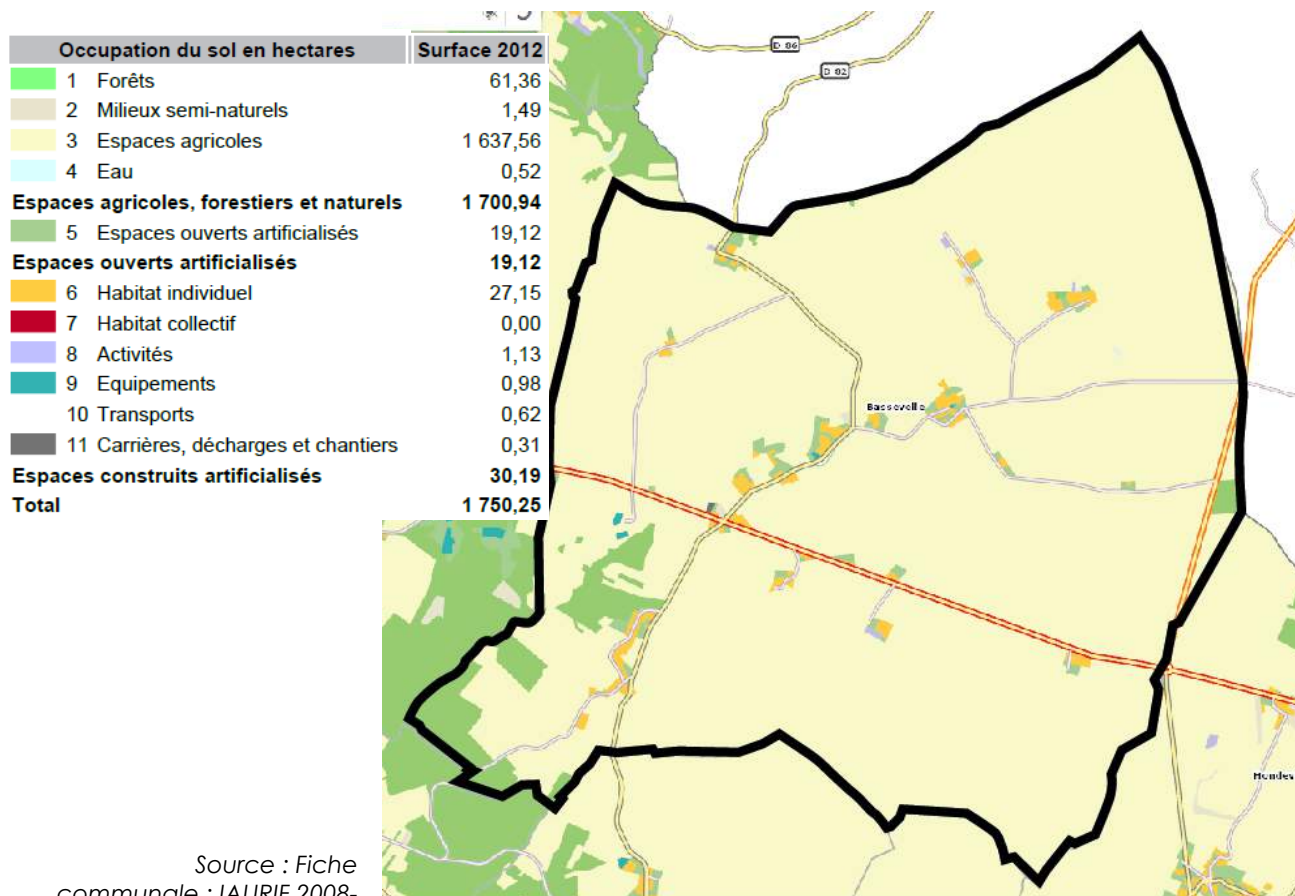
- Des espaces ouverts artificialisés (19.12 ha)
- De l'habitat individuel (27.15 ha)
- Des activités (1.13 ha)
- Des équipements (0.98 ha)



Avec une superficie urbanisée de référence de 48.38 hectares, le potentiel d'extension de 5%, permis par le SDRIF à l'horizon 2030, sur le territoire de BASSEVELLE est donc au maximum de 2.4 hectares.

Les élus ayant pour objectif de limiter la consommation de nouvelles surfaces agricoles (inscrit au PADD), la commune n'a pas souhaité utiliser tout le potentiel d'extension offert par le SDRIF.

Avec 1.1 hectare d'extension de la superficie urbanisée de référence de BASSEVELLE, les objectifs du PLU s'inscrivent dans le potentiel d'extension autorisé par le SDRIF. Ces extensions correspondent à des Emplacements Réservés à destination d'équipements publics.



Orientations générales du SDRIF pour le territoire de BASSEVELLE	
Valoriser le potentiel de mutation et de densification Développer l'accueil de logements	
Traduction dans le PADD	Traduction réglementaire
Permettre l'accueil de 36 logements supplémentaires de 2012 à 2030 et augmenter la densité humaine de 94 habitants environ.	Le plan de zonage comporte des bandes constructibles en zone urbaines, permettant l'accueil de nouveaux logements en densification dans le tissu urbain des hameaux.
Densifier prioritairement les hameaux qui pourraient bénéficier d'un assainissement collectif : <ul style="list-style-type: none"> - BOURG EGLISE, - LE PETIT BASSEVELLE, - LES MAILLOTS, - LE CABARET ROUGE, - LA BELLE IDEE. Densifier les dents creuses du tissu urbain.	Le plan de zonage classe en zone UA et UB les hameaux dans lesquels s'applique un règlement dont les règles d'implantation permettent des densifications supérieures par rapport aux autres hameaux éloignés (classés en zone UC)

Orientations générales du SDRIF pour le territoire de BASSEVELLE	
Développer l'emploi	
Traduction dans le PADD	Traduction réglementaire
Permettre l'implantation de petites activités artisanales dans les hameaux de de LA BOUE, LA VERDURE, LE CABARET ROUGE, LA	Le règlement des zones urbaines autorise l'implantation de bureau et permet les activités artisanales, dans



<p>CROIX VERTE, LES PAULIERS, , LES MAILLOTS, LE PETIT VILLIERS, LA CROISELOTTE, LES GRANDS GROSEILLIERS, L'HOTEL DU BOIS, LA MALTOURNEE, MONTPLAISIR et LA NOUE BRAYER.</p> <p>Permettre l'implantation de commerces dans le BOURG EGLISE, LE PETIT BASSEVELLE et LA BELLE IDEE.</p> <p>Poursuivre la mise en place de fourreaux pour la fibre optique dans tous les travaux d'enfouissement des réseaux menés sur le territoire, afin de développer les communications numériques.</p>	<p>la limite de 300 m² de Surface de Plancher afin de limiter les nuisances sur la proximité de l'habitat. Le règlement autorise également les entrepôts dans la limite de 200 m² de Surface de Plancher à condition d'en être le complément d'une activité autorisée dans la zone.</p> <p>Le règlement permet l'implantation de commerces dans la zone UA.</p>
--	---

Orientations générales du SDRIF pour le territoire de BASSEVELLE	
Implanter en priorité des équipements, services et services publics de rayonnement intercommunal	
Traduction dans le PADD	Traduction règlementaire
<p>Renforcer la défense incendie dans les hameaux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - LA NOUE BRAYER, - LA FOSSE ARBOIS, - LA BELLE IDEE. <p>Réserver de nouveaux espaces publics pour le renforcement des équipements avec la création d'un Parking à proximité de l'église.</p> <p>Réserver un nouvel espace public dans LE PETIT BASSEVELLE pour le développement des activités sportives.</p> <p>Créer de nouvelles liaisons douces entre la mairie et l'église (LE PETIT BASSEVELLE et le BOURG EGLISE).</p>	<p>Le plan de zonage délimite un emplacement réservé (ER2) à destination d'équipements publics au bénéfice de la commune, pour la réalisation d'un parking public. Cet emplacement réservé fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).</p> <p>Le plan de zonage délimite un emplacement réservé (ER1) à destination d'équipements sportifs au bénéfice de la commune,</p>

Orientations générales du SDRIF pour le territoire de BASSEVELLE	
Augmenter de 10% la densité humaine dans les espaces urbanisés à optimiser, soit 94 habitants/employés supplémentaires à l'horizon 2030	
Traduction dans le PADD	Traduction règlementaire
<p>Augmenter la densité humaine de 94 habitants environ.</p>	<p>Les bandes constructibles inscrites dans les zones urbaines du plan de zonage et le règlement qui s'y applique, permettent la réalisation de nouveaux logements à l'horizon 2030.</p>



Orientations générales du SDRIF pour le territoire de BASSEVELLE	
Le SDRIF rend possible une extension de la superficie urbaine de référence de l'ordre de 5%, soit 2.4 hectares maximum à l'horizon 2030	
Traduction dans le PADD	Traduction règlementaire
Limitier la consommation de nouvelles surfaces agricoles à 1.1 hectare.	Les surfaces agricoles consommées correspondent aux emplacements réservés ER1 et ER2 (= 1 ha) et à l'extension du hameau CABARET ROUGE (0.1 ha)

II.7.2 PRESERVER ET VALORISER

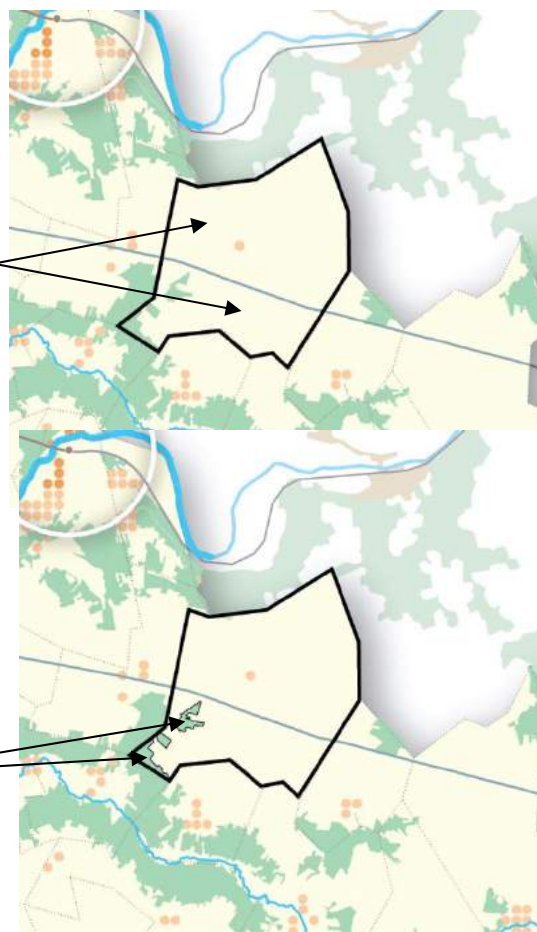
La carte de destination des sols du SDRIF définit principalement des espaces agricoles sur le territoire de BASSEVELLE.

Hormis les extensions permises cartographiées ou non cartographiées, les captages, les installations de stockage et de collecte des produits agricoles, les espaces agricoles ne doivent recevoir que :

- les installations nécessaires à l'exploitation agricole ;
- l'exploitation de carrières, dans le cadre d'une gestion durable des ressources du sous-sol, sous réserve de privilégier, en fonction du contexte local et des potentiels du site, le retour à une vocation agricole des sols concernés;

La carte de destination des sols du SDRIF définit des espaces boisés et des espaces naturels sur le territoire de BASSEVELLE.

Ces espaces couvrent le bois de BOITRON et le bois de L'EGLISE qui doivent être préservés au sein du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux dispositions du SDRIF 2030.



Sur le territoire de BASSEVELLE à l'horizon 2030, le Schéma Directeur de la Région ILE DE FRANCE prescrit la préservation des espaces agricoles et des espaces boisés.

Orientations générales du SDRIF pour le territoire de BASSEVELLE	
Préserver les espaces agricoles.	
Traduction dans le PADD	Traduction règlementaire
Préserver les terres agricoles.	Le plan de zonage classe en zone A1570.52 hectares de terres agricoles, soit plus de 89.9% du territoire communal.



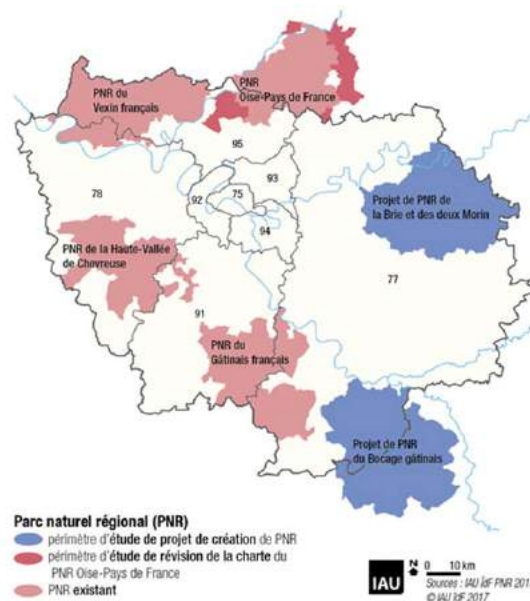
Orientations générales du SDRIF pour le territoire de BASSEVELLE	
Préserver les espaces boisés et des espaces naturels.	
Traduction dans le PADD	Traduction règlementaire
Préserver les massifs boisés.	Le plan de zonage classe les massifs boisés identifiés au SDRIF en EBC. Des lisières de protection s'appliquent sur les massifs boisés de plus de 100 ha.
Préserver les zones naturelles sensibles.	Le plan de zonage délimite une zone naturelle qui englobe la trame verte du territoire et la vallée du PETIT MORIN.
Protéger les abords du Rû de la FONDERIE, exutoire naturel du territoire.	Le règlement impose un retrait minimal de 6 mètres des berges du Rû de la FONDERIE pour l'implantation de toute construction nouvelle.
Préserver les zones humides identifiées du SAGE des deux MORIN.	Le plan de zonage mentionne les zones humides identifiées au SAGE des DEUX MORIN et le règlement des zones A et N s'attache à les préserver.

II.8 AVEC LES CHARTES D'UN PARC NATUREL REGIONAL OU NATIONAL

Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par une Charte de Parc Naturel Régional ou National approuvé.

Cependant, le Parc Naturel Régional de la Brie et des Deux MORIN, en cours d'élaboration, comporte 5 grandes orientations majeures, votées, le 20/04/2017, par les élus du syndicat :

- 1- la préservation des espaces agricoles et naturels face à la densification urbaine ;
- 2- la protection de toutes les formes de patrimoine remarquable (historique, industriel, bâti agricole...) ;
- 3- la prise en compte des enjeux écologiques.
- 4- la gestion des risques naturels ;
- 5- la protection de la biodiversité.



ORIENTATION 1	
Objectif du projet de PNR Brie des deux MORIN	Traduction au sein du PLU de BASSEVELLE
La préservation des espaces agricoles et naturels face à la densification urbaine.	Au sein du plan de zonage : le PLU préserve les espaces agricoles et les espaces naturels. Les seules surfaces consommées en consommation de terres agricoles et naturelles ont pour



	vocation la réalisation d'équipements publics, dont les surfaces ne sont pas disponibles dans le tissu urbain existant. <u>Au sein du règlement</u> : le PLU interdit dans la zone A et dans la zone N, les constructions qui n'ont pas de lien avec les activités agricoles ou forestières.
--	---

ORIENTATION 3

Objectif du projet de PNR Brie des deux MORIN	Traduction au sein du PLU de BASSEVELLE
La prise en compte des enjeux écologiques.	<u>Au sein du plan de zonage</u> : le PLU prend en compte la présence des espaces écologiques de la trame verte en protégeant la vallée boisée et humide de toutes constructions ou occupation du sol non compatibles avec la préservation du site.

ORIENTATION 5

Objectif du projet de PNR Brie des deux MORIN	Traduction au sein du PLU de BASSEVELLE
La protection de la biodiversité.	<u>Au sein du plan de zonage</u> : le PLU préserve plusieurs mares au sein du territoire de manière à protéger la biodiversité qui s'y développe. <u>Au sein du règlement</u> : une liste d'espèces invasives à interdire est annexée au règlement afin que les nouvelles plantations respectent la biodiversité locale.

II.9 AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DES DEUX MORIN (SAGE)

La présente démonstration permet de décrire la compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de BASSEVELLE avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux des deux MORIN, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 21 octobre 2016, au regard des enjeux suivants définis au sein du PADD :

- La protection des milieux aquatiques
- La gestion des eaux pluviales
- Les inondations
- L'assainissement
- La ressource en eau

ENJEU N°2 : AMELIORER LA QUALITE DE L'EAU

Objectif : Atteindre le bon état des eaux	Traduction au sein du PLU de BASSEVELLE
<u>Disposition 13</u> : Prendre en compte les zones de forte vulnérabilité des nappes vis-à-vis des pollutions de surface.	<u>Au sein du règlement</u> : le PLU impose le raccordement des constructions nouvelles à des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à



	<p>la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol ou du sous-sol.</p> <p>Toute évacuation d'eau usée non traitée dans les fossés, cours d'eau et égouts pluviaux est interdite.</p> <p>Le règlement interdit toute nouvelle construction dans le secteur Ac.</p> <p><u>Au sein du plan de zonage</u> : le PLU a défini un secteur Ac qui correspond au périmètre de captage D'HONDEVILLIERS.</p>
<p><u>Disposition 20 :</u> Encadrer et limiter l'impact du drainage.</p>	<p><u>Au sein du plan de zonage</u> : le PLU a défini des zones constructibles de manière à préserver à l'arrière des parcelles des ilots verts facilitant la rétention hydraulique.</p> <p><u>Au sein du règlement</u> : le PLU impose la préservation d'un pourcentage d'espace vert planté au sein des zones urbaines afin de faciliter l'infiltration naturelle des eaux de ruissellement au sein des espaces privés (30% en zone UA, 40% en zone UB, 60% en zone UC)</p>

ENJEU N°3 : RESTAURER LES FONCTIONALITES DES COURS D'EAU ET DES MILIEUX ASSOCIES	
Objectif : Atteindre et maintenir le bon état écologique des masses d'eau	Traduction au sein du PLU de BASSEVELLE
<p><u>Disposition 33 :</u> Préserver les cours d'eau de tout nouvel aménagement faisant obstacle aux continuités écologiques des cours d'eau.</p>	<p><u>Au sein du plan de zonage</u> : le PLU a défini une zone naturelle qui englobe le ru de la FONDERIE à l'Ouest et le ru du Bois au Sud-Ouest.</p>
<p><u>Disposition 38 :</u> Restaurer les échanges latéraux et les espaces de liberté des cours d'eau.</p>	<p><u>Au sein du plan de zonage</u> : le PLU s'attache à maintenir l'enveloppe existante des zones urbaines qui ne font pas obstacles à la continuité latérale, ni la connexion des milieux avec la nappe.</p>
<p><u>Disposition 39 :</u> Protéger les berges de tout aménagement.</p>	<p><u>Au sein du règlement</u> : le PLU interdit toutes constructions nouvelles dans la zone naturelle, ainsi tout ouvrage portant atteinte à la zone humide avérée et/ou identifiée au SAGE des 2 MORIN, à condition que ce soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des travaux de restauration des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles, - des travaux prévus par le plan de gestion (s'il en existe un),



<p><u>Disposition 41 :</u> Protéger la ripisylve.</p>	<p>- des aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, à condition que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers, cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants, etc.)</p>
<p><u>Disposition 42 :</u> Lutter contre la prolifération des espèces exotiques envahissantes.</p>	<p><u>Au sein du règlement :</u> le PLU interdit la plantation d'espèces invasives, dans toutes les zones du territoire (article 13). Le règlement comporte, en annexe, la liste des espèces invasives issue de SEINE ET MARNE environnement.</p>
<p><u>Disposition 45 :</u> Identifier les zones humides.</p>	<p><u>Au sein du plan de zonage :</u> le PLU délimite une zone naturelle qui englobe le ru de LA FONDERIE et les zones humides identifiées du SAGE.</p> <p><u>Au sein du règlement :</u> le PLU interdit dans la zone naturelle, Tous travaux et/ou aménagements entraînant des exhaussements et des affouillements du terrain naturel. Le PLU interdit également toutes nouvelles constructions dans la zone naturelles le PLU interdit tout ouvrage portant atteinte à la zone humide avérée et/ou identifiée au SAGE des 2 MORIN effectivement avérées reportée sur le plan de zonage ou à une zone humide avérée sur une superficie de plus de 1000 m². Seuls sont autorisés sous conditions :</p>
<p><u>Disposition 49 :</u> Inscrire la protection des zones humides dans les documents d'urbanisme.</p>	<p>- des travaux de restauration des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles,</p> <p>- des travaux prévus par le plan de gestion (s'il en existe un),</p> <p>- des aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, à condition que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers, cyclables réalisés en</p>



	matériaux perméables et non polluants, etc.)
--	--

ENJEU N°5 : PREVENIR ET GERER LES RISQUES NATURELS LIES A L'EAU	
Objectif : Limiter le ruissellement et les apports d'eau artificiels à la rivière dans une optique de solidarité amont-aval	Traduction au sein du PLU de BASSEVELLE
<u>Disposition 54 :</u> Inscrire les secteurs à enjeu ruissellement dans les documents d'urbanisme.	<u>Au sein du règlement :</u> le PLU impose le maintien d'un pourcentage d'espace vert planté au sein de chaque unité foncière afin de favoriser l'infiltration des eaux sur place et limiter les ruissellements. Le PLU impose la mise en œuvre de technique d'infiltration et de rétention des eaux pluviales avec des rejets limités dans le réseau, lorsqu'il existe et que ses capacités sont suffisantes.
<u>Disposition 55 :</u> Réduire le ruissellement dans les zones urbanisées.	
Objectif : Améliorer la gestion des crues et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens	Traduction au sein du PLU de BASSEVELLE
<u>Disposition 57 :</u> Identifier les zones naturelles d'expansion de crues	Le territoire de BASSEVELLE ne comporte pas de zones d'expansion de crues.
<u>Disposition 58 :</u> Préserver les zones naturelles d'expansion de crues par les documents d'urbanisme	

II.10 AVEC LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATIONS

Le territoire de BASSEVELLE est concerné par le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du BASSIN SEINE NORMANDIE, applicable le 23/12/2015.

Cependant, la commune de BASSEVELLE ne comporte aucun cours d'eau engendrant un risque d'inondation, qui nécessite la prise en compte du Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du BASSIN SEINE NORMANDIE.

II.11 AVEC LA MISE EN VALEUR DES PAYSAGES

Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par un Plan de Mise en Valeur des Paysages approuvé.



III. LA PRISE EN COMPTE DU PLU

III.1 DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

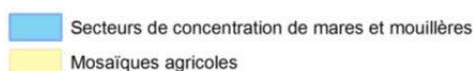
Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par un Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable approuvé.

III.2 DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE

Le territoire de BASSEVELLE est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé par la Région ILE DE FRANCE le 21/10/2013.

Le PLU de BASSEVELLE prend en compte les deux éléments d'intérêt majeur relevé sur le territoire :

- Le secteur de concentration de mares et mouillères est intégré dans la zone naturelle protégée du PLU ;
- La mosaïque agricole est intégrée dans la zone Agricole du PLU.



Source : Carte des objectifs de la Trame Vert et Bleue-SRCE-ILE DE FRANCE-2013

III.3 DU SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT D'AQUACULTURE MARINE

Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par un Schéma Régional de Développement d'Aquaculture Marine approuvé.

III.4 DES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT D'ETAT, DE COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par des Programmes d'Equipement d'Etat ni de Collectivités Territoriales.

III.5 DES SCHEMAS REGIONAUX DES CARRIERES

Le territoire de BASSEVELLE est concerné par le Schéma Régional des Carrières de SEINE ET MARNE approuvé par arrêté préfectoral du 07/05/2014.

Le territoire de BASSEVELLE ne comporte pas de ressources d'importance nationale à valoriser, ni de matériaux naturels pouvant être exploités sous la forme d'extraction en carrière.



III.6 DES SCHEMAS DEPARTEMENTAUX D'ACCES A LA RESSOURCE FORESTIERE

Le territoire de BASSEVELLE n'est pas concerné par un Schéma Départemental d'Accès à la Ressource Forestière approuvé.



SEPTIEME PARTIE : INCIDENCES POTENTIELLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT



Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) D'ILE DE FRANCE, en date du 22 mars 2017, le présent Plan Local d'Urbanisme n'est pas soumis la nécessité de rédiger une Evaluation Environnementale.

Cependant, le présent chapitre décrit les préconisations que la municipalité a mis en œuvre au sein de son PLU pour supprimer, réduire ou compenser les effets du projet sur l'environnement.

Grandes thématiques	Sous thématiques	Incidences
Milieux physiques & Ressources naturelles	Consommation d'espaces agricoles et naturels	<u>Incidence négative :</u> Objectif de consommation de 1.1 ha d'espace agricole de 2012 à 2030, soit 0.06 ha/an. La commune réduit de 71% sa consommation par rapport aux 10 dernières années. <u>Incidence positive :</u> Priorité donnée à la densification des dents creuses disponibles dans le tissu urbain des hameaux et à la réhabilitation de certains bâtiments agricoles en habitat ou hébergement.
	Qualités des sols, réseau hydrographique et zones humides	<u>Incidence faible correspondant à l'augmentation population</u> Les eaux usées des nouveaux logements seront traitées de manière autonome conformément à la réglementation sanitaire. Le règlement du PLU impose des emprises d'espaces verts de manière à permettre le traitement et l'infiltration des eaux usées. Les eaux pluviales des constructions nouvelles devront mettre en œuvre des techniques d'infiltration et de rétention des eaux avec des rejets limités dans le réseau, lorsqu'il existe et que ses capacités sont suffisantes. Dans le cas contraire, le traitement des eaux pluviales devra être réalisé intégralement au sein de l'unité foncière avec rejets limités éventuels vers un émissaire naturel.
	Ressource en eau potable (quantité et qualité)	<u>Incidence négative faible correspondant à l'augmentation population</u> Le règlement impose le raccordement des constructions au réseau de distribution collectif. Le captage d'HONDEVILLIERS pour l'adduction en eau potable a une capacité suffisante pour approvisionner une croissance de 40 habitants environ à l'horizon 2030. <u>Incidence positive :</u> Le plan de zonage préserve de toute construction nouvelle, le secteur Ac, délimité sur le périmètre éloigné du captage d'HONDEVILLIERS.
	Entités naturelles et continuités	<u>Incidence positive :</u> Par un classement en zone N, le PLU préserve la



	écologiques	majorité des boisements, des réservoirs de biodiversité et la ZNIEFF.
Cadre de vie, paysage et patrimoine	Paysage naturel	<u>Incidence positive :</u> La préservation des limites urbaines des hameaux contribue à la préservation des paysages agricoles ouverts.
	Patrimoine urbain et historique	<u>Incidence positive :</u> Le règlement du PLU des zones urbaines s'attache à limiter des hauteurs et des morphologies urbaines, dans le respect du patrimoine rural ancien existant. La palette chromatique du CAUE77 pour les enduits et les menuiseries, permet de garantir la pérennité du patrimoine architectural seine-et -marnais local.
	Accès à la nature, espaces verts	<u>Incidence positive :</u> Le PLU préserve les espaces naturels d'intérêt pour la biodiversité, ainsi que les mares et des arbres remarquables.
Risques, nuisances et pollutions	Risques naturels	<u>Aucune incidence :</u> Les principaux hameaux recevant des densifications potentielles sont situés en zone de risque nul ou faible d'aléa retrait gonflement des argiles.
	Risques technologiques	<u>Aucune incidence</u> Le territoire ne comporte pas de risque technologique.
	Nuisances	<u>Aucune incidence</u> Les principaux hameaux recevant des densifications potentielles sont concernés par aucune nuisance sonore identifiée. <u>Incidence négative non significative</u> Des nuisances sonores mineures, générées par les nouveaux habitants, pourront s'ajouter au trafic routier existant.
Forme urbaine & Stratégie climatique	Forme urbaine	<u>Incidence positive :</u> La hauteur des constructions nouvelles est limitée à 9 mètres au faitage dans toutes les zones urbaines, de manière à maintenir la volumétrie générale des hameaux, dans la continuité du bâti existant.
	Bioclimatisme & performances énergétiques	<u>Aucune incidence :</u> Le PLU incite à l'utilisation de techniques innovantes en matière de développement durable et permet les constructions en toit terrasse dans le cas de constructions bio climatiques.
	Développement des énergies renouvelables	
	Déplacements doux et qualité de l'air	<u>Incidence négative non significative :</u> L'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) sera une conséquence de l'augmentation de la population. Les incidences de ces rejets sont difficilement quantifiables. <u>Incidence positive :</u>



		La desserte en transport en commun de la commune permet de limiter l'utilisation des véhicules personnels et l'impact sur la qualité de l'air. Le développement des liaisons douces participe au bon état de la qualité de l'air.
Urbanisme, réseaux et équipement	Approvisionnement en eau potable	<u>Aucune incidence :</u> Le réseau d'eau potable est présent dans tous les hameaux où la densification est rendue possible par le PLU. <u>Incidence négative non significative :</u> L'augmentation de la population entraînera une augmentation de la consommation d'eau. L'impact est faible étant donné la croissance démographique visée.
	Collecte et traitement des eaux usées	<u>Incidence négative :</u> Toutes les eaux usées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes.
	Gestion des déchets	<u>Incidence négative non significative :</u> Prise en compte de la présence et de la capacité des infrastructures intercommunales pour la gestion de déchets.



HUITIEME PARTIE : INDICATEURS DE SUIVI



I. LES THEMATIQUES DE L'ANALYSE DES RESULTATS

Afin d'apprécier la bonne évolution du territoire, selon les objectifs du PADD, il convient de mettre en place un suivi du PLU dans un délai de 6 ans à compter de la délibération d'approbation du présent dossier.

Les indicateurs détaillés ci-après constituent des outils d'évaluation du PLU de BASSEVELLE au regard de l'état initial détaillé dans le rapport de présentation.

Le respect des objectifs fixés pourra être mis en évidence par les résultats des indicateurs de suivis et sera motif à des ajustements éventuels afin de garantir une prise en compte optimale des composantes environnementales fondamentales du territoire.

Les thématiques de l'analyse s'appuient sur les thèmes propres de l'élaboration du PLU. Ces pistes de réflexions devront être enclenchées une fois le document d'urbanisme applicable de manière à ce qu'au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans, l'analyse des résultats de la mise en œuvre du PLU puisse être justifiée au regard des thématiques suivantes :

- Evolution de la densité urbaine
- Consommation des espaces.

II. LES INDICATEURS DE SUIVI DU PLU

II.1 LES INDICATEURS D'EVOLUTION DE LA DENSITE URBAINE

Indicateur de suivi en 2013	Nb	Indicateur de suivi en 2024	Nb	Indicateur de suivi en 2030	Nb	Objectif à atteindre en 2030
Population à l'échelle du territoire	342	Habitants supplémentaires		Habitants supplémentaires		400
Logements des résidences principales	132	Nouveaux logements		Nouveaux logements		168

II.2 LES INDICATEURS D'EVOLUTION DU PATRIMOINE URBAIN

Indicateur de suivi en 2024	Oui/Non	Oui/Non	Objectif à atteindre en 2030
Acquisition par la commune de l'ER1 : Equipement sportif de plein air			Acquisition par la commune de l'ER1 : Equipement sportif de plein air
Acquisition par la commune de l'ER2 : Parking église			Acquisition par la commune de l'ER2 : Parking église